

Le retour des Khmers rouges

SIX semaines seulement après le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge, les Khmers rouges sont de retour. Armés par les Chinois, ils ont repris pied dans l'Ouest, où ils menaçaient déjà la principale ville, Battambang. Comme leurs deux alliés non communistes — les partisans de Sihanouk et de Son Sann — ont également marqué quelques points sur le terrain, des secteurs ont changé de mains le long de la frontière thaïlandaise. Surtout, les troupes de Phnom-Penh semblent s'être débarrassées lors de la bataille de Pailin.

Certes, on ne peut en conclure que la vapeur soit renversée. Les communistes de victoire des deux camps sont souvent exagérés. Les combats les plus importants se focalisent encore le long de la frontière thaïlandaise, à proximité donc des bases arrière des guérillas, ce qui limite leurs problèmes de ravitaillement. Enfin, il semble que Phnom-Penh n'ait perdu, à ce jour, qu'une trentaine de postes et quatre localités.

Il reste qu'une première victoire a été remportée, rapidement, par l'opposition armée, et que les Khmers rouges ont subi une défaite. Le plus fort, cependant, est la victoire sur le terrain politique. Les groupes politiques-militaires dominants se disputent le pouvoir au Cambodge : les Khmers rouges appuyés par Pailin et un régime qui, pour s'être nettement étouffé sous la pression vietnamienne et avoir radicalement modifié ses orientations, n'en reste pas moins dirigé par un noyau d'anciens Khmers rouges.

DANS ces conditions, il serait étonnant que ce bras de fer entre communistes puisse faire l'affaire de ceux qui ne le sont pas. Certes, les Khmers rouges et leurs partisans non communistes, affirmant se battre non pour prendre le pouvoir, mais pour contraindre Phnom-Penh à des concessions.

Mais, en cas de succès, les Khmers rouges, qui auront alors fait le gros du travail, abandonneront-ils le devant de la scène aux sihanoukistes et aux représentants de Phnom-Penh ? Et si l'armée de Phnom-Penh subissait de cuisants revers, les Khmers rouges ne se retourneraient-ils pas contre des alliés de circonstance ?

De même, au cas où les troupes de Phnom-Penh résisteraient, les autorités actuelles en place n'auraient-elles aucune raison de revenir sur leur refus d'associer les Khmers rouges au pouvoir ?

On comprend donc l'embarras des Occidentaux, surtout des Américains. En tolérant jusqu'ici l'existence chinoise d'une participation des Khmers rouges au pouvoir, ils risquent de voir ces derniers y revenir en force. Et si l'offensive en cours échoue, M. Hun Sen et ses amis resteront seuls au pouvoir à Phnom-Penh. Quel qu'il arrive, les Occidentaux — et leurs protégés locaux — risquent de se retrouver hors circuit.

M0147-11040-450 F
3790147884500-11040

Les entretiens de M. Mitterrand et de M. Kohl

Paris et Bonn entendent concilier construction européenne et soutien à l'Est

Tandis que le cinquante-quatrième sommet franco-allemand se tenait, vendredi 3 novembre à Bonn, le numéro un est-allemand, M. Egon Krenz, regagnait la RDA après une brève visite à Varsovie. Non seulement l'exode des Allemands de l'Est vers la Tchécoslovaquie a repris — ils étaient trois mille cinq cents vendredi matin à l'ambas-

sade de RFA à Prague — mais les démissions se multiplient au sein du régime de Berlin-Est. Ces événements, et l'évolution en général dans les pays de l'Est, ont occupé une place essentielle dans les conversations entre MM. Kohl et Mitterrand, qui entendent concilier le soutien à ces pays et la construction européenne.

BONN
de nos envoyés spéciaux

MM. Mitterrand et Kohl sont d'accord sur l'essentiel. L'un semble cependant plus d'accord que l'autre sur le grand sujet du moment, à savoir le rythme qu'il faut insérer à la construction européenne pour répondre à l'accélération des événements à l'Est.

A l'issue d'un premier tête-à-tête, jeudi 2 novembre, des annonces étaient en effet perceptibles entre le chancelier et le président de la République. M. Kohl est ainsi resté très prudent quant au calendrier que M. Mitterrand, en tant que président de la Commission européenne, souhaite proposer le mois prochain à ses partenaires, lors du conseil de Strasbourg, pour les faire avancer vers l'union monétaire. « Il

fait que chaque nouvelle étape soit très soigneusement préparée », répétait à l'envi M. Hans Klein, le porte-parole de la chancellerie.

M. Mitterrand a annoncé la semaine dernière à Strasbourg qu'il demanderait aux Douze de convoquer pour l'automne prochain la conférence intergouvernementale qui doit procéder à la révision du Traité de Rome nécessaire à la mise en place d'une union monétaire entre les Douze (lire page 29 - section C nos informations sur la contre-proposition britannique). Le président de la République avait également souhaité que le nouveau traité puisse être ratifié avant le 1^{er} janvier 1993. Il n'a pas obtenu, jeudi, le soutien explicite de M. Kohl sur ce tempo rapide. L'obtiendra-t-il lors du sommet de Strasbourg ? On se

montrait optimiste dans l'entourage présidentiel en faisant valoir que M. Stavenhagen, secrétaire d'Etat à la chancellerie chargée des affaires européennes, a déjà approuvé le démarrage à l'automne 1990 de cette procédure.

En outre, s'il ne tenait qu'à M. Genscher, Bonn consentait même à lui imposer une « obligation de réussite » avant le 1^{er} janvier 1993. M. Kohl, cependant, veille à ménager certains secteurs de son électorat : les milieux financiers, qui craignent pour la bonne santé du mark, et la CSU bavaroise de M. Theo Waigel, ministre des finances, qui doit tenir compte de la montée des sentiments anti-européens en Bavière.

LUC ROSENZWEIG
et CLAUDE TRÉAN
Lire la suite page 8

Varsovie déperit, mais respire...

Malgré la dégradation de la vie quotidienne, les Polonais gardent l'espoir de lendemains meilleurs, loin du communisme

VARSOVIE
de notre envoyé spécial

Un jour à Varsovie, le cinquante-cinquième depuis l'installation du gouvernement Mazowiecki, aux prises avec quarante-cinq ans de communisme. Il est presque midi, l'heure critique du déjeuner. Réunis pour le vin hongrois ou la vodka polonaise, les groupes ont disparu, dissout par l'insupportable cascade des prix alimentaires : la plaquette de beurre, qui valait 200 zlotys (1) au début de l'été, atteint jusqu'à 4 000 zlotys. La viande et les produits laitiers coûtent plus cher qu'une place à l'Opéra. Les poires du pays valent autant que les pampelounes du Pacifique.

La liberté des prix, ultime héritage du précédent pouvoir,

frappe de plein fouet une population fatiguée et sans le sou. L'œil collé à l'aiguille des balances, les ménages restent interdites, disent le prix et le poids. Pas question d'accepter un surcoût non demandé. « 200 grammes de fromage, pas plus. » Le commerçant se le tient pour dit. Il coupe ce qui dépasse. L'aiguille part trop loin. « Ça va faire combien ? » s'insinüe une femme. Une autre rêve à voix haute de manger « 10 décagrammes de charcuterie », là, de suite, en pleine rue. Des « clients » entrent dans les magasins, un sac à la main, jettent un regard sur les étiquettes et ressortent sans rien acheter. Les épiceries se plaignent : que vont-ils faire du beurre invendu qui s'accumule ? La grande laiterie Wola, dans la

zone industrielle, a dû réduire de moitié sa production. La demande ne peut plus suivre. Drôle d'initiation à l'économie de marché. Un air de lambada s'échappe d'une mini-caravane où s'entassent cassettes et magnétophones. Quart d'heure latino-américain pour la Pologne, avec son inflation à trois chiffres (2), ses 39 milliards de dollars de dettes, ses bananes — inabordable — de Colombie, et cette équipe du Fonds monétaire international, qui, fin octobre, gôttait l'automne varsovien.

ERIC FOTTORINO
Lire la suite page 4

(1) 1 franc = 321 zlotys.
(2) Les estimations de l'inflation varient, elles vont de 540 % à 1 000 % pour l'année 1989.

L'élection du président libanais

La réunion du Parlement demeure incertaine page 7

La querelle du voile islamique



page 9

Le Maroc, « nouveau dragon »

Une inflation maîtrisée, une croissance retrouvée, le royaume chérifien prend un nouveau départ page 31 - section C

L'ACP en quête de sauveteurs

Les salariés de l'Agence centrale de presse font appel aux pouvoirs publics et aux journaux page 13 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 40 - cahier C

L'Europe de la culture s'organise

M. Jack Lang a réuni, le jeudi 2 et le vendredi 3 novembre à Blois, pour une rencontre « informelle » les ministres de la culture de l'Europe des Douze, auxquels s'étaient jointes des personnalités de l'Europe de l'Est. M^{me} Izabelle Cywinska, ministre de la culture de Pologne, M. Adam Michnik, directeur du journal de Solidarité *Gazeta*, et M. Kopeck, ancien ministre de la culture de Hongrie. Cette réunion devait être suivie d'un symposium réunissant des intellectuels et des scientifiques de l'Ouest et de l'Est.

Les participants ont soutenu la position de M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée à la communication, qui affirme : « La presse écrite ne peut pas être assimilée à une marchandise comme une autre. Elle doit donc jouir d'un statut et de possibilités de développement adaptées aux situations locales pour lui permettre de jouer pleinement son rôle. » M. Jean Dondelinger, commis-

saire à la culture, a repris une proposition de la délégation française pour que se tiennent dès 1990, sur le modèle d'Eurêka audiovisuel, des assises européennes de la presse écrite.

Deux grands thèmes ont, d'autre part, été abordés par les ministres. Celui de la libre circulation des biens culturels : comment concilier la libéralisation des échanges avec la préservation des droits des auteurs et des artistes et celle des patrimoines et trésors nationaux ? Des spécialistes se réuniront à Paris, en février 1990, pour débattre d'une éventuelle législation européenne. Et celui de la propriété littéraire et artistique.

Enfin, les ministres ont décidé la création d'un prix littéraire européen qui sera remis à partir de l'année prochaine ; le premier sera décerné à Glasgow.

N. Z.

Michel Delebarre, ou le socialisme de gestion

Formé sur le terrain du Nord au contact de Pierre Mauroy le maire de Dunkerque pourrait profiter de la guerre des présidentiables au PS

par Thierry Bréhier

Il est des cieux d'azur qui se couvrent soudain de nuages. Ainsi en est-il pour Michel Delebarre, au printemps 1989. Ministre bûni par la puissance élyséenne, son éscarcelle gouvernementale vient d'être agrandie, après le départ de Maurice Faure pour le Conseil constitutionnel. Seul de tous les membres du gouvernement Rocard, il a pris le risque de tenter d'arracher une ville importante à la droite. Et il a réussi. Sa victoire de Dunkerque lui a fourni une légitimité électorale et militante que tant de ces « camarades » lui reprochaient de ne pas avoir encore acquise.

Ce converti de fraîche date — il a adhéré au PS il y a moins de quinze ans — devient, tout

d'un coup, le porte-drapeau de ceux qui rêvent de sentir le grand vent de la « rénovation » bousculer, aussi, la vieille maison socialiste. Quelques espoirs, jeunes ou moins jeunes, Henri Nallet, Jacques Mellick — plus ou moins soutenus depuis l'Élysée par Jean-Louis Bianco — veulent éviter que leur parti ne se déchire, avant le congrès de Rennes, en des querelles présidentielles prématurées.

Comme ses comparses, Michel Delebarre a bien du mal à comprendre en quoi les différences entre Michel Rocard, Laurent Fabius, Lionel Jospin sont insurmontables. Son « complot » est prêt ; il ne lui reste qu'à franchir le Rubicon. Il ne le fera pas. Cette fois encore — la dernière fois ? — il ne se résout

pas à rompre avec celui qui l'a porté sur les fonts baptismaux, Pierre Mauroy.

Quelques semaines plus tard, Michel Delebarre doit se résoudre, par allégeance à celui qui d'un technocrate local a fait un homme politique national, à signer la contribution de Lionel Jospin.

Lire la suite page 12

SANS VISA

Les rescapés de l'île de Pâques

● La table ● Les jeux
pages 21 à 24 - section B

سكنا من الامم

DÉBATS

TRAIT LIBRE



Recherche

La France et le monde arabe

par Gilles Veinstein

L'ASSOCIATION française pour l'étude du monde arabe et musulman (AFEMAM), qui regroupe une large part des islamologues français, ne peut qu'exprimer sa surprise devant les allégations de M. le recteur de la mosquée de Paris sur la situation de l'islamologie française. Sans doute est-on en droit de prétendre, comme il le fait, que cette discipline est trop marginalisée dans nos universités, ou encore qu'elle ne possède plus les grands maîtres d'autrefois, bien que cette seconde affirmation puisse être présumée et ne tienne, de toute façon, pas assez compte du caractère plus collectif des recherches d'aujourd'hui.

Mais parler d'une trentaine de spécialistes est d'un pessimisme excessif, et mettre en rapport ce chiffre contestable avec les deux mille adhérents de la MESA américaine peu équitable : tous ces derniers ne sont pas des islamologues à proprement parler, et si l'on totalise de la même façon, du côté français, tous les chercheurs travaillant sur le monde musulman en général, il faut savoir que l'annuaire de l'AFEMAM en recense sept cent cinquante. Ils sont répartis dans ce qui ne leur rend pas justice : pourquoi cela doit-il être aussi le cas à la mosquée de Paris ?

► Gilles Veinstein est vice-président de l'AFEMAM.

CORRESPONDANCE

A propos de la condamnation de Laszlo Rajk

Dans une lettre adressée au *Monde*, M. Lazare Brankov exprime « sa surprise et sa tristesse » après la publication d'un article de Thomas Schreiber (*Le Monde* daté 24-25 septembre 1989) et consacré au quarantième anniversaire de la condamnation à mort de Laszlo Rajk à Budapest. Selon M. Brankov, « il n'est pas exact que Rajk fut le tout-puissant ministre de l'Intérieur » ; que Rakosi (le Staline hongrois) haïssait Rajk (« c'est juste le contraire »). Et d'ajouter que la division de la direction du Parti communiste « en deux groupes, les Moscovites et les résistants de l'intérieur, est tout à fait arbitraire ».

M. Brankov précise qu'il n'a pas démissionné de son poste de conseiller à l'ambassade de Yougoslavie à Budapest au moment de la rupture entre Moscou et Belgrade (juin 1948) mais quatre mois plus tard, « après avoir fait tout (son) possible (...) pour convaincre la direction hongroise qu'elle abandonne ses attaques contre la Yougoslavie et qu'elle recherche les voies de l'apaisement et de la réconciliation ». L'ancien diplomate tient également à souligner qu'il était avec Rajk le « coaccusé principal » du procès de 1949 et non un « témoin à charge ».

[Bien entendu, il n'était pas dans notre intention de « blesser » M. Brankov, ou de « porter atteinte à sa dignité d'homme ». M. Brankov, qui habite depuis de longues années une petite ville (et non une villa, comme nous l'a fait écrire une coquille regrettable) de la proche banlieue parisienne, donne sa version des faits. Je respecte son point de vue (sans le partager pour autant) quant à l'appréciation des hommes et des événements de l'époque. Par ailleurs, je n'avais pas besoin de « fonder, comme il l'écrit, (son) article sur les anciennes versions titistes et stalinistes du procès de 1949 ». Ce sont les déclarations, au demeurant passionnantes, faites par M. Brankov lui-même aux envoyés spéciaux de la télévision hongroise les 24, 25 et 26 avril 1989 (cf. la revue *Valeurs*

1989/9) et l'édition du quotidien *Magyar Nemzet* du 14 juin 1989) qui m'ont permis de mieux comprendre son histoire peu banale : un diplomate yougoslave qui s'oppose à Tito en 1948-1949 se retrouve victime du système inhumain et diabolique du totalitarisme stalinien. M. Brankov a bien voulu attirer l'attention sur quelques inexactitudes qui se seraient glissées dans l'article. A mon tour, je me permets de lui faire remarquer que sur les huit (et non pas neuf, comme j'avais écrit par erreur) des accusés du procès de Budapest, à part les deux citoyens yougoslaves, les autres étaient tous des Hongrois. Y compris les trois communistes peints de la résistance antifasciste, qu'il a pourtant ostensiblement mentionnés à part dans sa lettre adressée à la rédaction. — T.S.]

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1989),
Jacques Fauvet (1989-1992), André Laurens (1992-1996)
Rédacteur en chef : Daniel Vermet
Corédacteur en chef : Claude Sales
Administrateur général : Bernard Wouts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-37-27

Telex MONPAR 650672 F; Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Europe

Naissance d'une nation

par Bernard Esambert

A la surprise générale, les chasseurs obtiennent 4 % des voix aux dernières élections européennes en France. Ce résultat interpellé, comme disent maintenant les politiciens et les politiciens, ces chasseurs sont-ils de gauche ou de droite, et pour qui auraient-ils voté « normalement » ?

C'est le « normalement » qui pose, semble-t-il, une vraie question.

Comment se fait-il que les chasseurs se soient ainsi spécifiquement mobilisés sur une élection d'une autre portée, sans rapport apparent avec leur préoccupation ?

Réponse : Bruxelles avait commencé à légiférer sur ce point comme sur d'autres, et les chasseurs français se sont crus menacés dans leurs droits et privilèges ; et ils n'ont pas eu tout à fait tort. Comment donner le sentiment de l'appartenance à une nouvelle communauté, celle de l'Europe, à des citoyens qui voient se construire tous les jours un faisceau de réglementations qui s'ajoutent, sans toujours les remplacer, à celles qu'ils trouvent déjà excessives dans leur pays d'origine, et singulièrement en France.

Les vrais attributs d'une nouvelle nation, outre un exécutif et un Parlement, sont une monnaie unique, une défense et une politique étrangère unique. M^{rs} Thatcher a tort de s'opposer au processus qui conduira à la création d'une monnaie unique, mais elle a raison de dénoncer les ambitions technocratiques et administratives dont la Commission de Bruxelles n'a pas le privilège. Car chaque Etat — et singulièrement la France, avec sa tradition jacobine et colbertiste — pousse à la roue dans les domaines où ses traditions réglementaires lui ont créé une seconde nature. Pourtant, quand on observe la façon dont sont construits les Etats-Unis d'Amérique ou la Confédération helvétique, il devient clair que c'est sur l'essentiel qu'il faut concentrer les efforts.

Recentrage

nécessaire

La monnaie d'abord, dont la convergence des politiques économiques va permettre rapidement l'apparition, dès que les variations au sein du système monétaire européen deviendront suffisamment réduites pour que l'on puisse solidifier l'ensemble des monnaies en un seul bloc centré sur l'écu.

La politique étrangère ensuite, domaine où un relatif consensus est désormais possible sur de nombreux sujets, comme on l'a constaté depuis quelques années. Les Européens parlent désormais d'une seule et même voix sur les grands problèmes et les grands conflits du moment, et l'on peut simplement regretter que la recherche d'une position commune ne les amène souvent à un trop grand souci du compromis.

Une défense unique enfin, dont le moyen devra résulter d'un rapprochement sur la mesure de la puissance nucléaire entre la France et la Grande-Bretagne, pour s'étendre à l'Allemagne fédérale puis aux autres pays de la Communauté.

Mais, en ces temps de guerre économique et d'interdépendance, la nation Europe ne peut se satisfaire des attributs classiques de la souveraineté.

Pour que la voix de l'Europe soit écoutée dans le monde, il lui faut parler haut et fort, à la mesure de sa puissance économique, supérieure à celle du Japon et égale à celle des Etats-Unis. Cette puissance économique, c'est le monde des entreprises qui la lui confère, à condition qu'il lui soit propre. C'est-à-dire que l'Europe dispose d'un faisceau complet d'entreprises, petites, moyennes et grandes, exportatrices — donc en contact du front — multinationales — pour débiter à l'extérieur et consolider leur position, — innovatrices, mobiles.

Ces entreprises européennes seront celles, originaires d'Etats de la Communauté, qui utiliseront pleinement l'espace européen dans toutes ses dimensions : commerciale, c'est évident et banal ; industrielle, c'est également le cas pour

des dizaines de milliers d'entreprises ; et scientifique, par utilisation de la matière grise partout où elle se trouve sous la forme de laboratoires de recherche diversifiés ou d'établissements d'enseignement supérieur sur l'ensemble du territoire européen.

Aujourd'hui, le multinationisme ne se contente plus de l'usage optimal des capacités productives d'un espace. L'utilisation de la matière grise partout où elle existe en est devenue l'une des nouvelles conditions : l'entreprise doit être immergée dans les technologies les plus modernes et les plus performantes, puisées aux meilleures sources, qu'il s'agisse de l'outil de production et de recherche commune de la qualité des produits. Il reste que la constitution d'un espace et d'une industrie européens ne s'opère pas *in abstracto*. Pour les entreprises géantes, qui ont le monde entier pour champ d'action et dont la course à la puissance économique s'appuie sur un réseau international puissant, le concept de marché commun a rétréci. De nombreux groupes européens sont maintenant tournés vers l'Amérique du Nord que vers le Vieux Continent. Pour une large part, les grandes entreprises communautaires sont sorties des frontières de la CEE avant de devenir véritablement européennes. Pour bon nombre d'entre elles, un recentrage sur l'Europe est nécessaire.

Quant à la France, pour rentrer dans le rang, elle doit apporter en dot un potentiel de futures entreprises européennes équivalent à celui des autres grandes nations de la CEE. Ces entreprises, que préfigurent Philips aux Pays-Bas, Bosch en RFA, Saint-Gobain en France, donneront à l'Europe sa force d'intervention à l'étranger. C'est grâce à elles que la Communauté réalisera l'équilibre de son commerce extérieur, qui sera alors un surcroît qui se traduira par des convulsions ailleurs, au travers d'implantations dans le monde, consolidant ici et là des positions commerciales, et de facilitation de chercheurs de la même façon que les entreprises américaines et japonaises utilisent les scientifiques européens.

Dans le même esprit, les nations européennes doivent donner une cohérence à l'économie européenne grâce à un ensemble de politiques touchant à la normalisation, aux marchés publics, au secteur financier (qui doit être au service des entreprises), à un effort important d'éducation, de formation professionnelle et de recherche-développement (car l'innovation, le nouveau moteur de la guerre économique, et la recherche ne sont pas sans lien), à la création d'un faisceau d'infrastructures — limitant les frontières entre le rail, la route, les ondes de toute nature (télécommunications, audiovisuel...).

Fondements

culturels

Dans la construction de sa puissance économique, l'Europe doit adopter un comportement qui fasse leur part à des préoccupations sociales et créer un espace original pour un dialogue social plus dense et constructif qu'ailleurs. Et le chantier des actions à mener est vaste, qui va de l'optimisation des ressources humaines à une lutte contre le chômage qui ne pourra éviter de faire intervenir un minimum de solidarité entre les Européens.

Comment l'Europe, enfin, ne pourrait-elle pas donner l'exemple en matière d'environnement si elle souhaite convertir à ses thèses l'ensemble du monde non seulement industriel mais aussi en voie de développement ? Et il y a urgence, c'est maintenant aveuglant, à mettre en œuvre des moyens importants dans le domaine de la recherche et des normes d'émission des polluants de toute sorte.

L'Europe étant ainsi dotée de la puissance économique — nouvel attribut des nations dans la compétition internationale — en appui du

rôle qui doit être le sien dans les domaines où la solidarité au niveau mondial impose des devoirs à cette nouvelle grande nation, il restera à créer l'Europe des citoyens et un plus vite à supprimer les obstacles douaniers aux frontières intracommunautaires. C'est possible à la fois pour les hommes, si l'Europe, à l'image des autres constructions fédérales, prend les mesures qui s'imposent pour donner une identité morale aux différents peuples d'origine européenne ou extra-européenne qui la constituent. Pour les marchandises, des solutions techniques existent qui permettraient de supprimer, là encore, tout contrôle au sein de l'Europe.

Il conviendra enfin, et ce n'est pas le moins important, de donner un contenu culturel à la nouvelle fédération. C'est peut-être dans ce domaine, dont Jean Monnet disait qu'il aurait dû précéder les autres, que la difficulté sera la plus importante, car, pour approfondir le sentiment d'appartenance à la diversité qui fait la force de la Communauté, aucune réflexion de fond n'a été engagée jusqu'à présent — ou en tout cas rendue publique — sur les vrais fondements culturels de l'Europe. Il reste à trouver, au-delà et au travers des impérialismes de toute nature qui l'ont conduite à se déchirer depuis un millénaire, les points communs et les convergences qui justifient la création d'une nouvelle nation. Et si existent, si l'on en juge par l'état des fondations de l'Europe et leurs commensurations ont su insuffler à des millions de ressortissants de l'espace communautaire.

Une nouvelle

fédération

Bref, il s'agit de créer une fédération de nations avançant sur l'essentiel et négligeant l'accessoire.

C'est la route à prendre pour mobiliser les citoyens d'Europe en leur donnant la fierté d'appartenir à une nation de tout premier plan, jouant un rôle prépondérant, positif et pacifique dans le monde sans qu'ils aient rien perdu de leurs caractéristiques d'Allemands,

de Britanniques ou de Français... de la même façon que des Américains qui se rencontrent se posent toujours en premier lieu la question de leur Etat d'origine.

En tout état de cause, l'Europe ne pourra rester un espace économique sans consistance après l'achèvement des différentes mesures qui regroupent l'ambitieux et ambigu Acte unique.

L'Histoire connaît peu d'exemples d'espace douanier ou commercial qui ait survécu aux forces centrifuges qui mettent en œuvre les Etats quand ils gardent leur totale souveraineté. En revanche, il en est d'autres qui ont conduit à de nouvelles nations : le Zollverein, l'association douanière des Etats allemands, a débouché treize ans plus tard sur une monnaie unique, puis sur l'Etat allemand. L'espace économique européen ne peut conduire qu'à une nouvelle nation ou à sa désintégration. Comment peut-on imaginer un instant que l'Europe n'offre qu'un espace économique sans consistance, sans âme, alors que les grands espaces concurrents, Etats-Unis et Japon, sont dotés d'une forte personnalité ?

Bref, sans valeurs européennes, point d'Europe. Il nous faut construire une Europe-nation qui soit une famille de nations respectueuses des identités nationales mais aussi de son rôle à jouer dans le monde grâce à la sagesse que lui confère le dépassement d'un passé plein de haine et de fureur. Et qui saura plus tard s'élargir aux orphelins du continent européen.

Les décisions essentielles concernant la monnaie unique (c'est en bonne voie) — la défense de l'Europe, la création de son identité économique (l'Acte unique en prépare le chemin) — l'Europe des citoyens, l'identité culturelle de l'Europe. La difficulté de ces étapes est à l'échelle de l'ambition qu'elles nous tendent. L'histoire s'écrit en Europe dans les prochaines années.

► Bernard Esambert est président de l'association des groupes d'études et de mobilisation (GEM) du ministère des affaires européennes.

Handicapés

Pour ceux qui ne descendent pas dans la rue

par Joseph Pinard

COMMENT PARTAGER les fruits de la croissance ? On a parfois l'impression que la meilleure part ira à ceux qui crèveront le plus fort. Qu'il soit permis à un être séjournant depuis 1973 dans la commission des affaires sociales du conseil général de son département de prendre la parole pour ceux qui ne descendent pas dans la rue.

Depuis plus de quinze ans, notre législation en faveur de bien des déshérités a beaucoup progressé. Pourtant il est une catégorie de nos concitoyens dont le sort ne s'améliore pas, au contraire : les handicapés dits « légers ». Leur handicap est officiellement reconnu par les commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel, les COTOREP, mais ces personnes sont déclarées aptes à travailler en milieu ordinaire. Il s'agit de 50 % des cas soumis aux COTOREP, qui évaluent un nombre croissant de dossiers : chaque année, quatre-vingt-dix mille en 1981, plus de cent vingt mille en 1986.

Le rapport sur les ressources et l'emploi des handicapés remis en juin dernier par Charles Metzinger, député socialiste de la Moselle, indique clairement que si un mieux peut être observé sur le marché de l'emploi, la situation se dégrade pour les handicapés : « Le nombre des demandeurs d'emploi handicapés a augmenté de 120 % en cinq ans, révèle-t-il. Ils représentent plus de 1,7 % des demandeurs d'emploi en stock contre 1 % en 1979. Le délai moyen de leur chômage n'a cessé de croître au cours des dernières années. Elle est en moyenne deux fois plus longue que pour l'ensemble des demandeurs d'emploi ».

Les raisons de cette dégradation sont simples : le handicap — qui ne prédispose déjà pas à l'embauche dans une économie où la compétition est de plus en plus féroce — se double très souvent d'un faible niveau de formation. Soixante pour cent des travailleurs handicapés légers ont un niveau ne dépassant pas le certificat d'études primaires. Une loi d'orientation de 1975 sur le travail des handicapés a bien prévu la mise en place dans chaque département d'équipes de préparation et de suivi de reclassement (EPSP). Elles sont chargées d'« apporter leur soutien aux personnes handicapées à toutes les étapes du processus de leur adaptation en vue de faciliter, compte tenu de leurs aspirations et de leurs aptitudes, leur accès à une vie professionnelle et sociale stable ». Mais onze ans après la sortie du décret d'application, vingt-trois départements ne sont toujours pas pourvus.

Les handicapés qui ont un certain niveau de formation peuvent certes prétendre à un emploi dit « réservé ». Près de vingt mille personnes sont sur la liste d'attente et le rythme des nominations est de moins en moins bon. En 1984, ces personnes ne sont pas suffisamment handicapées (et l'on dirait) pour disposer de la protection minimale de l'allocation aux adultes handicapés ou d'un poste dans un atelier de travail protégé, mais elles le sont trop pour ne pas subir de plein fouet les lois du marché. En l'absence d'un puissant groupe de pression, ne méritent-elles pas de bénéficier d'une solidarité particulière de la part de la nation ?

► Joseph Pinard est enseignant, conseiller général du Doubs.

Les changements en Union soviétique

Le KGB en direct à la télévision

Après avoir, jusqu'à il y a très peu de temps encore, arrêté, déporté, torturé et fait de l'espionnage intérieur l'industrie nationale, le KGB veut, aujourd'hui, plaire.

MOSCOU

de notre correspondant

Le retournement du KGB est si frappant qu'il n'a pas encore suscité de manifestations d'enthousiasme notable dans la population mais, visiblement confiant dans les techniques américaines de relations publiques, le Comité d'Etat pour la sécurité est, si l'on ose dire, aujourd'hui partout.

Son président, M. Kravtchouk, se laisse volontiers aborder dans les couloirs du Soviet suprême par les députés et journalistes. Ses représentants ont entrepris de faire le tour des instituts universitaires pour des conférences-débats. Un délicieux petit film sur la qualité de la cuisine à la prison de la Loubianka et les hauts faits des James Bond soviétiques est prêt pour une diffusion de masse, et, jeudi 2 novembre, grande première : des officiers du KGB étaient sur un plateau de télévision pour répondre en direct aux questions des téléspectateurs.

Questions : présélectionnées ? Véritable direct ? Peut-être, peut-être pas, et l'important n'est, en réalité, absolument pas là, car le KGB a mis au point, depuis plusieurs mois déjà, ses lignes de défense. La teneur de la masse sous Staline ? — affreux, abominable, une tache indélébile, mais dont chacun peut comprendre que les guélistes

d'aujourd'hui ne sauraient être tenus pour responsables.

L'argument ne tient pas une seconde, car tous les cadres du KGB n'ont pas moins de quarante ans, et on ne comprend à priori pas pourquoi les retraits de la torture coulent une vieillesse heureuse. Le fait est pourtant qu'à voir, jour après jour, ces bons jeunes gens protester de leur enthousiasme pour l'Etat de droit, on finira peut-être par se dire que tous les nouveaux régimes emploient les policiers des anciens régimes.

L'essentiel, dans une campagne publicitaire, est de marteler le message, et le message est que le Comité se reconstruit dans la lutte contre le crime organisé ; qu'il ne constitue pas de dossiers politiques — mais non, pas du tout — sur les citoyens soviétiques : que les 3,6 millions de kilomètres carrés des zones frontalières interdites à la circulation (un obstacle du territoire...) vont être réduites de dix fois. Que la « maladie du secret » est en voie de guérison, et que le cinquième département (la lutte contre la subversion idéologique) a été remplacé par une « direction de la défense du système constitutionnel ».

Le tour est joué

Alors oui, c'est vrai, expliquent les nouveaux « porte-parole » du KGB (un véritable service de presse comme le premier ministre n'en a pas encore), nous avons mené, et n'en sommes pas fiers, la répression contre les dissidents des années 70, contre le député Sakharov et l'écrivain Soljenitsyne, mais c'était les ordres — ceux des politi-

ques — et si la loi qu'on nous demandait d'appliquer était mauvaise nous ne l'avons jamais violée.

Les « politiques » en question n'étant plus là, et le loi étant en train d'être changée (par le député Sakharov entre autres), le tour est joué, et le plus intéressant dans ces incantations exercées est que rigoureusement aucun corps de l'appareil soviétique ne serait capable d'envoyer à la télévision d'aussi bons représentations.

Ces professionnels de la répression sont aussi des « pro » de la politique, qui n'ont semblé désarçonnés, jeudi soir, que lorsqu'on leur a demandé les effectifs des services d'espionnage soviétiques à l'étranger. Là, pas de réponse. Et est-il vrai que certains de nos diplomates sont en fait des espions ? Pas de réponse non plus, mais après tout, chers téléspectateurs, l'espionnage — n'est-ce pas ? — ne se mène sous aucune latitude avec la transparence.

Tout cela était du coucou main. Fort, très fort, aussi fort que ce communiqué officiel publié par le Comité après que des manifestants se furent rassemblés, lundi, devant son siège, pour la journée des prisonniers politiques. « L'actuelle génération des officiers de sécurité, pouvait-on lire, se dissocie de ceux qui ont été impliqués dans les répressions et condamnations, tout comme le reste des Soviétiques, l'arbitraire qui... » Il faut se pincer pour y croire mais il y a, après tout, quelque chose de rassurant à ce que la « nouvelle génération » se sente tenue de se « dissocier ». Si elle le fait, c'est sans doute, informée comme elle l'est, qu'elle n'a pas d'autre choix dans l'URSS de 1989.

BERNARD GUETTA

Mirages et lueurs

Deux livres qui se complètent sur la perestroïka

Enfin le voilà le livre qui jure avec la gorbémancie ambiante. Il est suffisamment bon pour retenir l'attention, suffisamment discutabile pour ne guère ébranler la conviction de ceux qui sans se nourrir d'illusions estiment que la politique de l'actuel secrétaire général du PC soviétique marque quand même un progrès. M. François Thom résume son propos dans le titre qu'elle a donné à son ouvrage : *Le Moment Gorbatchev*. Il n'y a pas de quoi s'enivrer d'allégresse avec ce qui n'est, selon notre auteur, qu'un épisode, un « moment » de la tumultueuse histoire soviétique.

Quand Gorbatchev a été appelé aux commandes, le système et la société engourdis dans la stagnation brejnévienne semblaient à bout de souffle. Il fallait avant de réformer, dresser l'état des lieux. En ramassant tout ce qui s'est écrit à ce sujet dans la presse soviétique après 1986, M. Thom brosse un tableau impressionnant.

Pendant la « stagnation » l'espérance de vie a baissé de « façon vertigineuse » et l'URSS se trouve reléguée en ce domaine au trentième rang mondial. La nature a été malmenée par les hommes qui se croyaient capables de toutes les conquêtes puis laissés à l'abandon par leurs successeurs incapables de réparer le mal. La région de Leningrad se transforme en marécages féconds et la mer d'Azov dont le niveau baisse de 90 centimètres par an, est menacée de disparaître.

M. Gorbatchev savait en arrivant aux affaires qu'il ne servirait à rien d'ordonner des demi-mesures. Ce fut donc la perestroïka que l'on traduisit généralement par « restructuration » ou « réorganisation » (le sens étymologique est « remise en chantier »). Pourquoi, après quatre années de cette révolution-là, la situation des consommateurs soviétiques ne s'est-elle pas améliorée, bien au contraire ?

Un remarquable examen clinique

La description de M. Thom donne une explication de cet échec paradoxal. D'entrée de jeu, le successeur de Tchernomir s'est attaqué aux fléaux les plus insupportables parce que les plus voyants : l'alcoolisme, la corruption. Qui oserait l'en blâmer ? Mais en faisant le classe aux corrupteurs et aux alcooliques, le nouveau pouvoir a brièvement mécanisé de cette économie parallèle — qui faisait vivre le pays — sans que l'économie officielle ait retrouvé ou simplement trouvé de la vigueur.

L'examen clinique de M. Thom est remarquable. Les mises en garde qu'elle adresse aux Occidentaux qui contemplant avec un optimisme béat l'expérience Gorbatchev sont salubres. Pourquoi alors faut-il que, quittant le terrain où elle excelle, de la mise en garde, elle passe à l'admonestation. Au début du livre, l'auteur nous offre le tableau véridique de l'URSS condamnée au sursaut pour n'être pas définitivement larguée par l'Ouest. Et voilà qu'en seconde partie cette lamentable faiblesse se transforme par la dialectique acérée de Gorbatchev en un redoutable défi lancé à l'Ouest.

Qu'est-ce qui inquiète M. Thom ? Ceci : « Bien plus que la détente brejnévienne, la « perestroïka » des relations internationales gorbatchévienne vise la volonté de résistance du monde non communiste, car elle a pour but de fournir à l'URSS plus que de l'aide matérielle : il s'agit d'associer la communauté internationale à l'entretien, au maintien, voire à l'expansion de la domination soviétique. »

De cette observation notre auteur tire cette conclusion péremptoire : « La crainte de l'après-communisme habilement attisée par la propagande soviétique paralyse les dirigeants occidentaux. Et pourtant ne serait-il pas temps de commencer à réfléchir à ce que pourrait être une « maison européenne commune » débarrassée du communisme, de présenter aux peuples sous domination soviétique des alternatives réelles, de les aider à s'émanciper intellectuellement et politiquement ».

au lieu de pratiquer l'acharnement thérapeutique sur un régime condamné de toute manière ? (...) Qu'au moins les Occidentaux (...) se souviennent que chaque supplémentaire vécu sous le communisme creuse l'écart entre les deux Europe. »

Que faire ? Question essentielle s'il en est. M. Thom rejette très certainement les moyens extrêmes qui provoqueraient l'après-communisme : la guerre, la contre-révolution au moins aussi éprouvée que la révolution. Y a-t-il alors d'autre solution qu'une transition contrôlée et aussi douce que possible ? A lire ce qu'il écrit maintenant à Moscou on a quand même l'impression que l'URSS est en train de passer du totalitarisme à l'autoritarisme et que les promesses de réformes de Gorbatchev n'ont pas assoupi, au contraire, ceux qui ont entrepris la « reconquête du politique » au-delà de ce que souhaitait le pouvoir. Pour aller de l'autoritarisme à la démocratie comme tentent de le faire la Pologne et la Hongrie, il n'est pas nécessaire de jeter par-dessus bord tout ce qui subsiste de l'ancien système.

Que le parti dépérisse

Aux questions soulevées par M. Thom, on trouve des éléments de réponse dans un autre livre récent qui apparaît comme le contrepoint du *Moment Gorbatchev*. C'est un livre débat entre deux hommes qui entretiennent une « grande lueur » là où M. Thom ne discerne que mirages.

Il s'agit donc d'une suite de conversations entre Jean Daniel, directeur du *Nouvel Observateur*, et Iouri Afanassiev, historien et député communiste — très réformateur — au Soviet suprême. Nos deux hommes ont trop d'affinités pour se porter la contradiction. Livre-interview ? Jean Daniel est de ces journalistes qui sans être infodés à un parti gardent leur drapeau hissé en haut du porte-plume. Et ses remarques, ses questions, les objections qu'il esquisse amènent M. Afanassiev à trouver les harmoniques de sa chanson.

Ce n'est pas un beat, M. Afanassiev, ni un inconditionnel de M. Gorbatchev. Son pessimisme croît à mesure que coule le temps, qu'avance le livre et le secrétaire général lui paraît bien timoré. Mais il n'a pas dans sa manche de politique de rechange. Alors à nouveau que faire ? Dénoncer Staline et ses crimes ? C'est acquis. Les dérivés du régime depuis au moins soixante ans ? C'est nécessaire mais insuffisant. Il faut maintenant s'interroger sur le vice essentiel du régime, et M. Afanassiev, toujours membre du PC, en vient à rejeter ce qui paraît être l'originalité du stalinisme : le rôle exorbitant que s'arroge le parti. Il faut, disait-il, dans un discours qu'il voulait prononcer au Soviet suprême, effacer de la Constitution l'article qui donne le pouvoir au parti, donc proclamer la séparation complète du parti et de l'Etat, et remettre aux soviets les pouvoirs confisqués par l'appareil.

C'est une véritable révolution qui ne supprimerait certes pas le PC mais en ferait un parti semblable aux autres enfin reconstitués. La ligne de partage actuelle ne distingue plus tellement les réformateurs et les autres, car chacun admet que le régime a besoin de réformes.

La frontière est entre ceux qui souhaitent quelques améliorations et ceux qui, comme M. Afanassiev, revendiquent, mettent en pratique une démocratisation dont l'objet est l'instauration aussi vite que possible d'une démocratie sans adjectif qualificatif, cette démocratie toute simple telle que l'entend le sens commun.

BERNARD FERON

► *Le Moment Gorbatchev*, de François Thom. Coll. « Pluriel-Hachette », 1989, 282 p., 51 F.

► *Cette grande peur à l'Est. Paris-Moscou aller-retour*, de Jean Daniel et Iouri Afanassiev. Ed. Meron Sehl, Paris 1989, 214 p., 110 F.

Les démissions se multiplient au sein du régime

Plusieurs fidèles de M. Erich Honecker, l'ancien chef du Parti communiste et de l'Etat allemand, ont remis leur démission, jeudi 2 novembre.

Sous la pression de la base, le chef du syndicat unique FDGB, M. Harry Tisch, s'apprête à démissionner. Il a déjà été remplacé par M. Amelie Kimmel, qui dirigeait depuis dix ans l'organisation syndicale de Berlin-Est. Bien que le Parti communiste (SED) n'ait pas encore décidé si M. Tisch gardera sa place au sein du bureau politique, dont il est l'un des dix-huit membres, il semble que sa carrière politique soit « forcée » compromise. Le président du syndicat unique des métallurgistes, M. Gerhard Neustadt, avait démissionné la veille après avoir été accusé de corruption.

Il est par ailleurs confirmé que M. Margot Honecker, l'épouse de l'ancien dirigeant, a demandé à être relevée de ses fonctions de ministre de l'éducation. Très contestée, M. Honecker était responsable par une partie de la population de l'enseignement militaire dans les écoles.

M. Krenz à Varsovie

Deux dirigeants communistes ont également démissionné : M. Hans Albrecht, chef du parti du district de Gera, l'un des quatre districts qui compte la RDA, et M. Herbert Ziegelaar, son homologue du district de Suhl. Le quotidien ouest-allemand *Bild Zeitung* affirme, vendredi, que l'ensemble du gouvernement est allemand, son premier ministre Willi Stoph en tête, va démissionner mercredi prochain lors de l'ouverture du comité central du SED.

Enfin, le président des deux partis dans la mouvance du SED — M. Gerald Götting, du parti chrétien-démocrate (CDU) est-allemand, et M. Heinrich Homann, du Parti national-démocrate (NDPD) — se sont démis de leurs fonctions jeudi soir. Le départ de M. Götting met en question ses fonctions de vice-président de la Chambre du peuple (Parlament) et de vice-président du Conseil d'Etat (présidence de la République). La question se pose également à propos de M. Homann, lui aussi vice-président du Conseil d'Etat.

Le même jour, le nouveau numéro ouest-allemand, M. Egon Krenz, a effectué une visite de quelques heures à Varsovie, où il a été reçu par le général Wojciech

Jaruzelski et le premier ministre Tadeusz Mazowiecki. « Cette expérience peut être très bénéfique après mon retour en RDA », a indiqué, peu après son arrivée en Pologne, M. Krenz, qui avait été reçu la veille au Kremlin par M. Mikhaïl Gorbatchev. « Je pense que tous les Etats socialistes doivent apprendre les uns des autres et, en enrichissant notre expérience, nous pouvons tous aller de l'avant », a-t-il indiqué à l'issue de sa rencontre avec M. Mazowiecki.

A Berlin-Est, un magazine de la presse officielle a rompu jeudi un tabou vieux de vingt et un ans, en publiant un éloge des réformes du « printemps de Prague », antécédent en 1968 par l'arrivée des chars du pacte de Varsovie. Dans un entretien, M. Volker Braun, l'un des écrivains les plus populaires du pays, membre du SED, déclare à propos du « printemps de Prague » : « Quel renouveau de l'idéal socialiste, comparé aux réformes polonaises, ou hongroises aujourd'hui ! Le Parti communiste et le peuple unis : quel moment incomparable ! Comme nous brûlons de revoir cette époque ! » La veille, à Moscou, M. Krenz avait affirmé qu'il ne regrette pas l'invasion de la Tchécoslovaquie.

Jeudi soir, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont à nouveau manifesté pacifiquement dans plusieurs villes du pays, selon l'agence officielle ADN. A Gera, environ 70 000 personnes se sont rassemblées ; des défilés ont également eu lieu à Erfurt, Halle et Wilhelm-Pieck-Stadt-Guben. A Dresde, des poursuites judiciaires ont été engagées contre seize personnes qui avaient participé à la répression de manifestations au début du mois d'octobre, a indiqué, jeudi, le maire de la ville, M. Wolfgang Berger.

A Berlin-Est, les autorités craignent visiblement des débordements lors de la manifestation pour la liberté de la presse prévue pour samedi. Le maire de la ville a lancé un appel à la population en demandant que « cette manifestation paisible » ne soit pas troublée « par la provocation et la violence ».

A Prague, la nouvelle vague des réfugiés est-allemands — la troisième en l'espace de cinq semaines (le Monde du 3 novembre) — continue de déferler. Près de 1 300 personnes laissent part de leur scepticisme face aux promesses de M. Krenz se trouvant jeudi soir dans l'ambassade de RFA. Néanmoins, le président de la Croix-Rouge à Bonn a annoncé jeudi qu'environ deux cents Allemands de l'Est réfugiés en RFA ont demandé l'aide de l'organisation pour retourner dans leur pays. — (AFP, Reuters.)

Une nouvelle vague de grèves menace dans les bassins miniers du Grand Nord sibérién

Les grèves de mineurs ont massivement redémarré, jeudi 2 novembre, dans la région de Vorkouta, dans le grand nord sibérién. Selon l'agence officielle Tass, neuf puits sur treize avaient déjà débordé dans la matinée à Vorkouta même, et une autre ville au moins de la région, Irta, s'est jointe au mouvement.

MOSCOU

de notre correspondant

Longtemps couverte de camps et peuplée jusqu'à aujourd'hui de nombreux anciens détenus qui s'y sont définitivement installés, la région de Vorkouta avait été, en juillet dernier, l'un des trois grands bassins miniers à cesser le travail. Première grève de cette importance en URSS et première grève, surtout, à s'être terminée sur un accord négocié, ce mouvement avait débouché sur la création, de fait, de nouvelles organisations syndicales, les « comités de grève », qui avaient été maintenus en fonction pour surveiller l'application des accords passés.

Enjeu politique

La solution pacifique de cette crise avait représenté un succès politique pour l'équipe de M. Gorbatchev, mais le revers de la médaille est que les promesses faites se révèlent chaque jour plus coûteuses et difficiles à tenir. D'importants efforts ont été faits, mais les conditions de travail des mineurs, particulièrement dans le grand nord, sont si épouvantables que les menaces de redémarrage du mouvement se sont précipitées dès la fin septembre, qu'une première « grève d'avertissement » a eu lieu le 25 octobre à Vorkouta — dont l'un des plus importants puits n'avait ensuite pas repris le travail — et que la tension est très forte dans les autres bassins.

Dans le Donbass, les comités de grève viennent ainsi de frôler le mot d'ordre de redémarrage puis que la moitié d'entre eux se sont prononcés en faveur d'un nouveau débrayage. Ce n'est donc que parce que les statuts des comités prévoient la nécessité d'une majorité de deux tiers pour le lancement d'un appel à la grève que le travail n'a pas été interrompu dans toute la région. Treize puits ont toutefois débordé, mercredi, pour deux

heures, et la tension est d'autant plus grande que les mineurs de cette région tiennent certains responsables locaux pour responsables de l'assassinat d'un de leurs principaux dirigeants, récemment tué dans des conditions extrêmement suspectes.

Dans le Kouzbass enfin, dix-neuf villes et quarante localités ouvrières sont privées d'énergie depuis plusieurs jours. En conséquence, les chaudières ne peuvent pas débrayer les routes, ce qui empêche l'approvisionnement des magasins. Il pourrait ne pas en falloir plus pour susciter de nouvelles grèves de d'importants secteurs de l'appareil souhaitant voir réparer, car elles impliqueraient obligatoirement des ruptures de stocks de charbon pendant l'hiver. Si l'on en arrivait là — et le danger est considéré comme tout à fait réel à Moscou — cela signifierait qu'immenses bassins ne pourraient plus tous être chauffés et que les centrales électriques connaîtraient de sérieux à-coups. L'enjeu politique est de taille. Dès jeudi, le vice-ministre de l'Industrie charbonnière, M. Belikov, était à Vorkouta pour entendre des pourparlers avec les grévistes qui ont proposé d'interrompre leur mouvement pour la durée d'éventuelles négociations avec une commission gouvernementale dont ils demandent la venue.

En préalable à toute discussion, ils demandent la complète légalisation de leurs comités et l'assurance que leur mouvement ne sera pas considéré comme illégal bien qu'il le soit aux termes de la nouvelle loi sur les grèves. Les grévistes ont ajouté à leurs revendications sociales des revendications politiques portant sur le changement de la Constitution, les lois électorales et le fonctionnement du Soviet suprême.

B. G.

□ Un journaliste indépendant en détention est hospitalisé. — Un journaliste indépendant, M. Sergueï Kouznetsov, emprisonné depuis le 18 octobre dernier à Sverdlovsk, dans l'Oural, a été hospitalisé à la suite d'une chute dans un escalier, poussé par ses gardiens, a-t-on appris de différentes sources généralement bien informées. Selon Youri Mitoumov, lui aussi journaliste indépendant, M. Kouznetsov souffre d'un traumatisme crânien. Il est accusé de diffamation envers le comité d'Etat à la sécurité (KGB). Il a commencé une grève de la faim il y a quinze jours. — (AFP.)

سكزا من الاصل

صكنا من الوجل

EUROPE

Varsovie déperit, mais respire...

Suite de la première page

Pour casser l'inflation, Solidarité au pouvoir ne connaît pas d'autre moyen : « Nous voulons décourager les gens d'acheter davantage », affirme Waldemar Kuczyński, le premier conseiller de Tadeusz Mazowiecki. « Entre janvier et septembre, les salaires ont augmenté pendant que la production diminuait. Il y a eu curiel entre les acquis des grèves et les indexations salariales. C'est un fléau. Bien sûr, tout le monde n'est pas touché de la même façon par les hausses de prix. »

Rue Mokotowska, la Croix-Rouge distribue depuis un mois une soupe populaire. « Au début, une vingtaine de personnes venaient. On sert aujourd'hui plus de deux cents repas par jour », calcule Marta Kukla, responsable de l'assistance. Ce sont des retraités, des mères célibataires, des enfants de familles nombreuses où le salaire des deux parents est insuffisant, des handicapés. « Quand les journalistes sont venus avec leurs caméras, ajoute-t-elle, ils étaient gênés, refusaient de répondre aux questions. Certains pleuraient et ne comprenaient pas pourquoi ils se retrouvaient là après une vie de travail. »

« Les clés d'une maison délabrée »

La pauvreté existait avant, mais on n'en parlait pas. Elle fait aujourd'hui partie des choses dites et débattues. Chacun se sent concerné, menacé. Les personnes âgées, les diplômés en proie à la sous-qualification, les jeunes qui voient leurs chances d'obtenir un appartement reportées au siècle prochain, avec la perspective de connaître un niveau de vie inférieur ou seulement égal à celui de leurs parents. Sauf à s'expatrier...

Sur les bancs de la philologie romaine, à l'université, les étudiants livrent leurs états d'âme.

« C'est pire qu'avant ! », se plaint une jeune fille. « L'aide alimentaire, je l'ai vue... dans la presse », plaisante son voisin. Quatre fois ce mois-ci, il a entendu des gens demander un demi-pain plutôt qu'un pain entier. « A Varsovie, on ne mange pas, mais on respire », corrige un journaliste. A mesure qu'on s'approche des milieux du pouvoir, on sent monter le doute, le pessimisme et un peu de désespoir. « Notre chance est unique, et le risque est immense. On nous a donné les clés d'une maison délabrée », constate Irena Woycicka, conseillère de Jacek Kuron, le ministre du travail. Elle était de ceux qui refusaient de prendre le pouvoir. Mais comme l'a dit le jour même Bronisław Geremek devant les ouvriers d'Ursus, l'usine de tracteurs de Varsovie, « il était impensable de laisser se poursuivre le désastre économique ». L'auditoire a applaudi. Pas une voix ne s'est élevée pour critiquer la dégradation de la vie quotidienne. Aucune grève sérieuse ne bloque l'activité. Car à la base, sur les marchés ou dans les fabriques, le petit peuple garde l'espoir, un espoir ténace et silencieux. Il n'a pas manifesté sa joie après le départ des communistes. Il ne descendra pas dans la rue pour chasser l'équipe en place. C'est du moins ce qu'on dit au bazar Rozyckiego, devant l'échoppe d'un marchand de tissu. « Les prix sont choquants, mais on commence à s'habituer. On va tenir ! », lance le boutiquier. Une grosse dame intervient : « Nous soutenons tous Mazowiecki. Il est pauvre lui-même. Il faut lui donner des sacs d'or. Et pour les communistes, il faut la potence... »

Un client rappelle les améliorations tangibles intervenues dans les années 70, quand Edward Gierek devint premier secrétaire du parti. Il est aussitôt coupé : « Gierek n'a rien changé. C'était un mondain, il parlait un peu le français... mais

il était comme eux », sous-entendu les communistes. Le décor est d'après-guerre, dominé par de hauts murs lépreux de briques calcinées. C'est ici que, depuis quelques mois, Russes et Polonais se parlent et s'échangent des biens. Un aspect inédit de libéralisme, en vogue de part et d'autre de la frontière, désormais ouverte. « Il n'y a pas d'amour entre nous, seulement de l'intérêt », admet le marchand de tissu. On a bien retenu la phrase de Walesa : « Si vous n'êtes pas contents du pain qu'on vous vend, fabriquez-le vous-même ». Chacun doit se reprendre en main, et tout ira mieux... « Regardez, poursuit le marchand, les prix du beurre sont retombés de 10 % ces derniers jours. Les paysans viennent en ville vendre leur viande, moins cher que dans les magasins d'Etat. Avant, on les aurait mis en prison ! »

La course avec le temps

De l'espoir, les Polonais en ont à revendre. Le soir à la télévision, Jacek Kuron leur explique, avec des mots simples, que la politique menée est la seule possible. « Il donne un visage humain à la crise », reconnaît une étudiante. Loin des ministères, on refuse de croire au minouillage réaliste auprès de douze parlementaires de Solidarité. La question était : quelle durée de vie pour le gouvernement Mazowiecki ? Pas une réponse n'a dépassé quatre mois. « On se rend mieux compte des impossibilités », dit Irena Woycicka.

La nuit est tombée sur Varsovie, on joue à se faire peur. « C'est la course entre le pouvoir et le temps. Mazowiecki essaie de freiner l'inflation avant que le peuple ne demande sa démission », écrit Janusz, un jeune père de famille, membre de Solidarité. Les aveugles semblent interminables, si peu éclairés, sauf aux carrefours. Les magasins ont déployé leur rideau de fer. Mais les pharmacies sont comblées. On vient d'annoncer une hausse de 100 % à 150 % du prix des médicaments à base de sucre, d'herbes et d'alcool pur. Plus tard, à la télévision, la vice-présidente du Sénat, Zofia Kruczkowa, calca les esprits. Les retraités n'auraient à supporter que le coût de l'emballage, une centaine de zlotys. Les vieux pouvaient se faire du monron. Professionnels des queues, pour le compte des plus jeunes qui n'ont pas le temps d'attendre, ils sont les premiers exposés au souffle de l'hiver.

Près du ministère des finances, où le cinéma Le Trésor a fermé ses portes, les changeurs de devises guettent encore le client, à l'entrée des banques. 1 dollar pour 7500 zlotys. Le billet vert a moins la cote. En septembre, on l'a vendu jusqu'à 13000 zlotys. Mais les Polonais n'ont plus les moyens de thésauriser en devises. Ils apportent leurs petites coupures de 5 ou 10 dollars et réclament à regret la monnaie nationale, pour joindre les deux bouts. Sous un tableau rural — deux breufs creusent un sillon, — dans la salle à manger de la Chambre des députés, le vice-ministre des finances se félicite de la nouvelle option libérale : « La suppression progressive des subventions sur les produits alimentaires nous permet 300 milliards de zlotys d'économies sur le budget 1990. »

Les catégories les plus touchées par ces mesures recevront des bons d'alimentation pour se procurer du lait, du pain et du fromage à 0 % de matière grasse (3). Une table plus loin, l'économiste Ryszard Bugaj critique : « On remplace une aide aux marginaux par une aide aux marginaux. » Elu député de Solidarité, il juge « injuste » cette politique dont les inconvénients affectent une partie seulement de la population. « Le gouvernement, accuse-t-il, ne veut pas augmenter les impôts du secteur privé non agricole, qui se développe à la limite de la légalité. »

La nomenclature se privatise

Les ex-nomenclaturistes créent, à l'intérieur des entreprises d'Etat, des sociétés anonymes dont l'activité est obscure, mais semble-t-il fructueuse pour leurs bénéficiaires. Le ministère de la justice a ouvert des enquêtes sur treize de ces nouvelles firmes soupçonnées de gaspiller le bien public. « La nomenclature se privatise », ironise un observateur. A l'heure où les gens

rentraient chez eux souvent fourbus par une double journée de travail, les « riches » de Varsovie courent les établissements chics. Au Basza, ils colleront tout à l'heure un billet de 5 000 zlotys sur le front du serveur pour passer commande. L'un d'eux mettra peut-être la clé de sa Mercedes sur le tapis vert du casino. Dans les restaurants des grands hôtels, on boira du champagne à 1,5 million de zlotys la bouteille, plus de cinq fois le salaire moyen polonais. Mais qu'importe, après tout. On veut croire, à Varsovie, que ces nantis de l'ancien régime appartiennent déjà au passé. La population ne s'attache pas aux apparences, elle qui a donné sa confiance à Tadeusz Mazowiecki sans rien recevoir de lui, pas même un sourire. « La moitié des habitants ne sont pas syndiqués. Ils sont impatients, observe un ouvrier de l'usine d'Ursus, au siège de Solidarité. Ce sont eux qui, à un moment donné, décideront du sort du gouvernement. »

Mais le nombre ne fait pas la force. Nous étions dix millions en 1981, et on a été détruits en une nuit. Ce qui compte, c'est l'engagement personnel des gens. » Malgré l'inflation et le froid, les Varsoviens, à l'image du pays, observent un calme rassurant. Ils serreront leur ceinture de deux crans, mais trouveront toujours quelques zlotys pour fleurir la tombe du Père Popieluszko, assassiné en 1984. Ils lui disent qu'ils résisteront, si là est le prix à payer pour se débarrasser à jamais du communisme. L'espoir reste intact. On est habitué, à Varsovie, à voir la neige tomber à la Toussaint, sans que l'hiver ait pour autant commencé. En octobre, on pensait au printemps.

ERIC FOTTORINO

(3) L'imprimerie nationale a fait savoir le 27 octobre qu'elle renouvellerait ces bons pour des raisons techniques.

La prochaine visite du chancelier en Pologne

M. Kohl renonce à assister à une messe en allemand

Le chancelier Helmut Kohl a renoncé à la visite qu'il comptait faire au mont Sainte-Anne, en Pologne, et qui contraindrait vivement ses hôtes polonais (le Monde du 3 novembre), a-t-on appris, jeudi à Bonn, de sources diplomatiques.

Lors de son voyage officiel en Pologne, du 9 au 14 novembre, le chancelier avait projeté d'assister à une messe en allemand dans le monastère franciscain du mont Sainte-Anne, en Haute-Silésie, ter-

ritoire allemand avant la deuxième guerre mondiale et aujourd'hui symbole patriotique pour chacun des deux pays.

La presse polonaise avait violemment critiqué le choix de ce site, où les Polonais et les Allemands s'étaient battus au lendemain de la première guerre mondiale. Même le premier ministre, M. Mazowiecki, s'était prononcé contre cette partie du programme du chancelier. — (AFP.)

Le Monde
EN BANQUE DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE INDEXÉ DEPUIS JANVIER 87. EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINTEL. POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS :

SINORG C.A.M. SERVEUR
TEL. 01 48.38.70.72

ENQUÊTE :

LES VRAIS REVENUS DES ENSEIGNANTS

Il n'y a pas que le salaire qui compte. En plus de leur traitement mensuel, bien des profs tirent des revenus annexes, parfois très importants, des heures supplémentaires, des « colles », des cours particuliers, ainsi que d'autres interventions, notamment dans la formation continue. En tête du palmarès des « heureux », les enseignants de gestion, de technologie, de maths, d'éducation physique, d'anglais. L'enseignement paie-t-il moins bien que l'entreprise ? A bien y regarder, pas si sûr !

■ LES INGÉNIEURS D'UNIVERSITÉ

Les universités forment de plus en plus d'ingénieurs. Les atouts de ces filières pour les jeunes diplômés : une formation de haut niveau et une bonne cote auprès des entreprises. Le Monde de l'éducation indique la démarche à suivre et les adresses utiles pour s'inscrire.

■ L'INITIATION AUX LANGUES ÉTRANGÈRES DÈS LE PRIMAIRE

L'initiation aux langues étrangères dans les écoles primaires, lancée par Lionel Jospin, a trouvé un actif soutien de la part des municipalités. Une expérience à découvrir dans le Monde de l'éducation.

■ L'UNIVERS CULTUREL DES TOUT-PETITS

Quand ils ne regardent pas la télé, les 3-6 ans débordent d'activités culturelles (lecture, musique, jeux, cinéma...) pas toujours du goût des parents et des enseignants.

Le Monde de l'Éducation

NUMÉRO DE NOVEMBRE - 17 F
En vente chez votre marchand de journaux

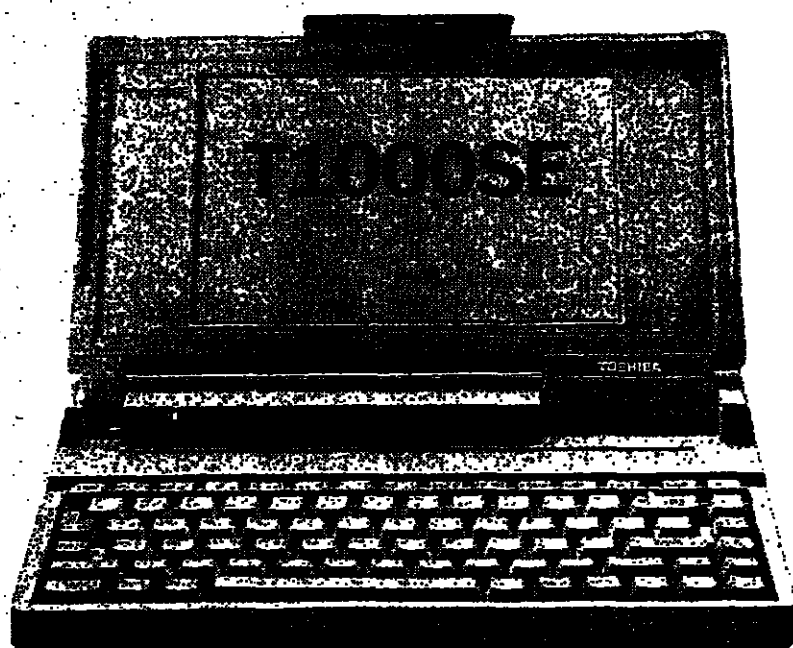
Un vrai PC qui tient dans la main, vous n'y croyez pas ?

Essayez le T1000SE... vous l'emporterez

Le "très grand" PC autonome qui tient dans la main. S'il est un symbole parfait de l'évolution de l'Homme, c'est bien la main. L'outil à la fois le plus simple et le plus sophistiqué.

Avec le T1000SE, Toshiba confirme aujourd'hui sa volonté : donner à celle-ci l'outil informatique le mieux adapté et le plus performant possible.

31cm sur 25,4, 4,4cm d'épaisseur et 2,7 kg! Pas de doute, le micro "bloc notes" est né. Il peut se passer d'une prise de courant. Son écran haute résolution (640 x 400) et géant pour sa catégorie vous garantira une lisibilité optimale partout et en toutes circonstances.



Poids plume, mais loin d'être "léger". Le T1000SE est un vrai PC à part entière, prêt à accueillir la plus grande bibliothèque logicielle du monde. 1 Mo de RAM extensible à 3 Mo. Lecteur de disquettes standard 3 1/2 (720 Ko et 1,44 Mo). Connecteurs série, parallèle et modem. Pour la vitesse : microprocesseur Intel 80C86 à 9,54 MHz et DOS 3.3 en ROM. Pour le confort, un Disque Electronique, deuxième lecteur de disquette en puissance. Et un clavier de 84 touches digne de ce nom. Enfin, après sauvegarde automatique, le T1000SE vous permettra de reprendre automatiquement là où vous vous serez arrêté. Mais aurez-vous seulement envie d'arrêter ?...

L'Empreinte de Demain
TOSHIBA

TOSHIBA SYSTEMES (France) S.A. DIVISION INFORMATIQUE 7, RUE AMPERE - B.P. 131 - 92804 PUTEAUX CEDEX - TEL : (1) 47 28 26 28

حفظ من الاجل

هكذا في الوطن

EUROPE

YOUgoslavie : violences au Kosovo

Cinq Albanais de souche ont été tués par la police

De nouveaux affrontements sanglants se sont produits, jeudi 2 novembre, dans différentes localités du Kosovo, dans le sud de la Yougoslavie. A Pristina, chef-lieu de la province, quatre manifestants de souche albanaise ont été tués par la police au cours d'une fusillade qui a duré plusieurs heures.

Selon l'agence officielle Tanjug, les quatre hommes armés s'étaient retranchés, au début de l'après-midi, après la dispersion d'une manifestation, dans la cave d'un immeuble et avaient ouvert le feu sur les forces de l'ordre. Les unités spéciales de la police fédérale sont alors intervenues pour « réduire » le nid de résistance et « liquider les terroristes ». Des dizaines de personnes auraient été blessées au cours des affrontements. La situation demeure tendue en fin de soirée.

Le procès d'Azem Vllasi

Dans la journée, plusieurs centaines de personnes avaient également manifesté à Podujevo et à Uroševac après l'annonce de la mort d'un jeune Albanais de vingt-sept ans, blessé la veille au cours de heurts avec la police. A Podujevo, ville située à 30 kilomètres de Pristina, un policier a été sérieusement blessé à coups de hache par un manifestant. A Uroševac, une cinquantaine d'Albanais de souche ont

défilé dans les rues pour réclamer le statut de République pour le Kosovo et la libération des prisonniers politiques.

Les manifestations de ces trois derniers jours font suite à l'ouverture, lundi, du procès de l'ancien chef du Parti communiste du Kosovo, Azem Vllasi, accusé d'avoir été le cerveau de la révolte des Albanais, largement majoritaires dans la province, contre la reprise en main de celle-ci par la Serbie, sa République de tutelle. Au mois de février, des heurts d'une extrême violence avec les forces de l'ordre avaient fait vingt-cinq morts, dont deux policiers, et justifié le maintien du couvre-feu et de l'état d'urgence dans la région. Selon la justice, Azem Vllasi et quatorze de ses anciens collaborateurs, sont responsables de ces événements et d'actions dirigées « contre l'ordre constitutionnel yougoslave et contre-révolutionnaires ». Le procès, qui devait se dérouler à Titova-Mitrovica, a été ajourné à l'issue de la première audience, le principal accusé ayant demandé à être jugé en dehors de la Serbie. (Le Monde du 1^{er} novembre).

A Ljubljana, capitale de la Slovénie, quelque trois cents personnes, originaires pour la plupart du Kosovo, ont déposé, jeudi soir, des fleurs et des bougies allumées dans un jardin de la ville, à la mémoire des victimes des affrontements de Pristina. — (AFP, Reuters, Upl.)

TCHÉCOSLOVAQUIE

Poursuites judiciaires après les manifestations du 28 octobre

Cent quarante-huit citoyens tchécoslovaques, qui avaient participé, samedi 28 octobre, aux manifestations célébrant le soixante et onzième anniversaire de la fondation de la Tchécoslovaquie, risquent des poursuites judiciaires, a indiqué, jeudi 2 novembre, à Prague, le porte-parole du ministère de l'Intérieur. Selon le commandant Belohlavek, trois manifestants doivent être poursuivis pour « attaque contre un agent public », délit passible d'une peine allant jusqu'à trois ans de prison ferme. Les cent quarante-cinq autres personnes risquent des poursuites judiciaires pour un délit mineur d'« obstruction à l'ordre public » passible tout

de même d'une amende allant jusqu'à 20 000 couronnes (soit près de sept fois le salaire mensuel moyen) ou d'une peine de prison pouvant atteindre six mois. En outre, treize étrangers appréhendés samedi ont dû payer une amende de 50 dollars.

Un porte-parole du gouvernement, M. Miroslav Pavel, a toutefois déclaré, lors d'une conférence de presse, que « les actions policières ne peuvent résoudre les problèmes politiques de manière permanente », ajoutant qu'il fallait « rechercher des solutions politiques ». — (AFP, Reuters.)

Par ailleurs, M. Yanko Yankov, l'un des prisonniers politiques bulgares les plus connus, a été libéré, mercredi 1^{er} novembre, après avoir purgé une peine de prison de cinq ans. Il a fait une apparition remarquée à la conférence du Club. Arrêté en mars 1984, il avait été condamné une première fois à douze ans de prison sous l'accusation de « propos calomnieux portant atteinte à l'ordre de l'Etat et à l'ordre social en Bulgarie ». Selon M. Yankov, il y a actuellement au moins deux cents prisonniers politiques encore détenus en Bulgarie. — (AFP.)

Le premier ministre sait néanmoins se montrer opiniâtre et défendre ses convictions. En 1985, il n'avait pas hésité à affronter une salle de plusieurs milliers de pacifistes hostiles à la décision du gouvernement d'accepter l'installation de quarante-huit escadilles aux Pays-Bas.

Une carrière fulgurante

Lois d'être usé par l'exercice des responsabilités, M. Ruud Lubbers semble au sommet de son art. Taciturne, subtil, il est parvenu à s'arroger un pouvoir qui va bien au-delà du rôle de premier inter parz qu'attribue la Constitution au « ministre président ». En théorie, simplement coordinateur de l'action gouvernementale, il en est, en fait, l'inspirateur.

La rebuffade des libéraux ayant offert au premier ministre l'occasion de gouverner avec le Parti socialiste, le virage devrait être bien venu pour un chef de gouvernement désireux, après sept années d'une rigueur économiquement fructueuse mais socialement douloureuse, de « gauche » quelque peu sa politique et de s'imposer comme un artisan du consensus

PAYS-BAS : formation du gouvernement

Les écologistes critiquent l'accord réalisé entre chrétiens-démocrates et socialistes

Après une semaine de négociations, les partis chrétiens-démocrates (CDA) et socialistes (PVDa) se sont mis d'accord, jeudi 2 novembre, sur la répartition des portefeuilles ministériels au sein du nouveau gouvernement de centre gauche : ils fourniront chacun sept ministres et cinq secrétaires d'Etat. La coalition sera dirigée par M. Ruud Lubbers, le net vainqueur des élections législatives du 6 septembre, premier ministre pour la troisième fois consécutive, et M. Wim Kok, le numéro un du Parti socialiste, qui sera à la fois ministre des finances et vice-premier ministre. La composition complète du cabinet néerlandais devrait être connue lundi prochain au plus tard.

Accueillie sans surprise mais aussi sans passion dans les milieux politiques, économiques et sociaux, la plate-forme électorale de centre-gauche provoque, en revanche, une nette insatisfaction des principales organisations écologistes qui déplorent notamment l'absence de mesures concrètes, ainsi que l'insuffisance des moyens financiers nouveaux — 1 350 millions de francs — en faveur de la protection de l'environnement. « On est en retrait par rapport aux promesses électorales », constate le directeur de Natuur en Milieu, M. Aad Van Den Biggelaar. Renvoyé à l'occasion de l'élaboration d'un plan national de protection de l'environnement, M. Lubbers n'avait-il pas promu l'écologie « priorité numéro un sur l'agenda du futur » ? Le Parti socialiste n'avait-il pas, de son côté, proposé d'augmenter de quelque 8 milliards de francs par an les dépenses liées à la protection du milieu naturel.

Mais le dossier écologique — déjà largement éclipsé au cours de la campagne pour les élections législatives du 6 septembre par le débat économique et financier — n'a pas au droit au traitement de faveur promis par les responsables politiques. « L'écologie reste subordonnée à l'évolution de l'économie. Celle-ci garde le primat », souligne M. Aad Van Den Biggelaar.

MM. Ruud Lubbers et Wim Kok : les nouveaux duettistes

LA HAYE

(de notre correspondant)

En accueillant des socialistes dans son nouveau gouvernement, M. Ruud Lubbers reforme donc une boucle personnelle : n'était-ce pas un premier ministre socialiste, M. Joop Den Uyl, qui lui avait confié son premier portefeuille ministériel, celui des affaires économiques, en 1973 ?

Venu en droite ligne de la « société civile » — il était alors le jeune (trente-quatre ans) patron de l'entreprise métallurgique familiale —, M. Lubbers joue, depuis le premier rôle sur la scène politique et collectionne les records : en 1982, il devint à quarante-trois ans le plus jeune chef de gouvernement de l'histoire des Pays-Bas. En 1991, au terme de son troisième et, à l'en croire, dernier mandat, il sera le premier ministre resté le plus longtemps en fonctions ! Un exploit dans un pays qui n'a compté pas moins de vingt gouvernements depuis la guerre.

A l'évidence, le style Lubbers plaît toujours : le plus récent sondage de popularité le crédite d'une cote de 56 %, toutes sensibilités confondues.

Piètre orateur, le premier ministre a toutefois la capacité, disent les Néerlandais d'« exposer les problèmes compliqués avec beaucoup de bon sens et en respectant les nuances des points de vue opposés ». Revers de cette honnêteté intellectuelle : M. Ruud Lubbers s'en sert comme d'un masque, exécutant à dissimuler ses intentions profondes. Ainsi, lors de la dernière campagne électorale, il s'était gardé d'indiquer vers quel partenaire de coalition allaient ses préférences.

national. Le succès de cette nouvelle partition politique dépendra en premier lieu de la capacité du chef d'orchestre Lubbers à jouer non plus en soliste mais en duettiste avec M. Wim Kok, le numéro un du Parti socialiste, qui est désormais son vice-premier ministre.

Ce dernier, âgé comme M. Lubbers de cinquante ans, franchit ainsi une étape importante de sa fulgurante carrière politique. Président de la principale centrale syndicale, FNV, jusqu'en 1985, il a été élu député en 1986 et est immédiatement devenu président du groupe parlementaire socialiste, succédant

au charismatique Joop Den Uyl dans la fonction de chef de l'opposition.

La mission de M. Wim Kok était claire : ramener le calme dans les rangs socialistes et, dans la foulée, faire revenir le PVDa aux affaires. Il l'a menée à bien en jouant de ses deux principaux atouts : un sens inné du compromis et des nerfs d'acier. Artisan du recentrage du PVDa, il est parvenu à clarifier l'image de son parti en le débarrassant de sa gangue idéologique. Si plusieurs « poids lourds » du PVDa ont quitté le parti, M. Wim

Kok a tenu bon, résistant aux critiques de mollesse et réussissant à rendre les socialistes crédibles aux yeux des chrétiens-démocrates.

Incarnant le socialisme gestionnaire et responsable, M. Wim Kok a négocié au sein du nouveau gouvernement un grand nombre de postes-clés : les finances (pour lui-même), la défense, la coordination et l'intérieur notamment. Le message est clair : M. Wim Kok entend être bien plus que le contrepoint du premier ministre : un vrai secondus inter pares.

CHRISTIAN CHARTIER

GRÈCE : les élections du 5 novembre

La croisade de Mikis Théodorakis contre le terrorisme et le PASOK

ATHÈNES

(de notre correspondant)

Mikis Théodorakis, le célèbre compositeur grec, vit dans une somptueuse villa blanche, près de la colline boisée de Philopappou, dans le centre historique d'Athènes. De sa terrasse où il multiplie les déclarations fracassantes sur les dangers du terrorisme, le nouveau chantre de la droite grecque a une vue imprenable sur l'Acropole. Mais voilà : les bois et les fourrés qui surplombent cette terrasse inquiètent beaucoup « Mikis », qui craint en permanence un attentat contre sa personne. Devant nous, le musicien prie les policiers, en tenue et en civil, qui gardent sa maison nuit et jour d'aller patrouiller dans le bois de pin, qui pourrait bien cacher des tireurs embusqués...

« Ici, c'est Paterna. » Le ton est donné. Théodorakis, ancien député communiste du Pirée, symbole de la gauche et de la résistance contre la dictature des colonels (1967-1974) s'est allié aux conservateurs de la Nouvelle Démocratie pour « éliminer le terrorisme de Grèce » et rejeter le PASOK (Parti socialiste grec) de la scène politique nationale.

Il est de tous les meetings conservateurs, au côté du président de la Nouvelle Démocratie, M. Constantinos Mitsotakis, et insiste sur la question de l'insécurité, après la série d'attentats et de tentatives d'attentats qui ont empoisonné la campagne électorale. Mercredi soir 1^{er} novembre encore, alertés par un appel téléphonique anonyme, les policiers ont démolé un engin explosif devant l'entrée du domicile du chef de la police nationale, le général Yannis Antonopoulos.

« C'est la troisième fois que je m'engage en politique », déclare Théodorakis. D'abord pour l'assassinat de Grigoris Lambrikis (député de gauche

abattu en 1963 à Thessalonique par des tueurs d'extrême droite), puis pour l'assassinat de la démocratie par les colonels, et maintenant pour l'assassinat de Bakoyannis. »

Le meurtre, le 26 septembre, de Pavlos Bakoyannis, député, porte-parole de la Nouvelle Démocratie et gendre de M. Mitsotakis, par les terroristes du groupe du « 17 novembre » a été « la goutte qui a fait déborder le vase ». Les terroristes ont « des complices dans les services de renseignement, la justice et la presse », assure le musicien, qui a dénoncé auprès du parquet « l'insécurité morale » du terrorisme intérieur grec pour « prouver la culpabilité au moins morale et politique du PASOK et de son président Andrius Papandréou ».

« Les policiers sont terrorisés, les juges aussi, ils n'osent rien dire. Si le PASOK part pour toujours de la scène politique, alors je suis sûr que les policiers et ceux qui servent quelque chose commenceront à parler. Nous allons en finir avec le terrorisme et la corruption », souligne le compositeur.

Combattre la corruption

« Pourquoi ne suis-je pas avec la gauche en ce moment ? Parce que la gauche a eu des illusions sur Papandréou et tient une analyse erronée sur lui. Ils ont compris à midi moins cinq. Même maintenant, ils ne comprennent pas le grand danger. Avec toutes les déclarations que je fais, je suis dans l'œil du cyclone et j'ai besoin physiquement d'être appuyé par un grand parti, la Nouvelle Démocratie, qui, comme moi, a des raisons de combattre le terrorisme. »

Mikis Théodorakis n'est pas tendre avec le chef du PASOK : « La stratégie de Papandréou,

c'est la psychose de la droite d'un côté, et la division de la gauche de l'autre. » Papandréou, c'est le maquisard de la gauche. Sa seule politique, c'était de diviser et de mettre la gauche au coin. »

Outre le phénomène du terrorisme, il reproche à l'ancien premier ministre d'avoir créé « un chauvinisme sans limites » et dénonce son rôle dans le scandale provoqué par le banquier-escroc Georges Kostas. Selon lui, ce sont les services grecs qui ont aidé Kostas à fuir le pays. « Le PASOK voulait contrôler à 100 % l'opinion publique » en étendant son pouvoir sur la presse, via Kostas. Seul importait « le pouvoir pour le pouvoir » et les socialistes en sont arrivés à la corruption, « les chaînes publiques ont été vidées ». Les mises en accusation de cinq anciens ministres socialistes pour différents scandales « ne constituent qu'une partie émarginée de l'iceberg. Il y a des milliers de gens qui ont volé », affirme l'ancien député.

Avec la Nouvelle Démocratie, Théodorakis est convaincu qu'il répènera à terme sa croisade et qu'il fera disparaître le terrorisme et la corruption du pays. Il est prêt pour cela à accepter un poste dans un éventuel gouvernement Mitsotakis, devenu par exemple « Monsieur terrorisme ». ou « Monsieur corruption ». Il n'est pas question qu'il accepte un portefeuille à la culture car, assure-t-il, en Grèce actuellement, « la culture n'est pas une priorité ». Pourtant, il devait reprendre sa baguette, vendredi soir, 3 novembre, pour diriger deux jours du scrutin un « concert de l'espoir », dans le stade olympique d'Athènes avec les deux autres grands compositeurs grecs, Manos Hadjidakis et Stavros Xanidakis, pour mettre le point final à la campagne électorale des conservateurs.

DIDIER KUNZ

AU SOMMAIRE DE NOVEMBRE

Le Monde DES

PHILATELISTES

L'Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Dossier : Pécin et la philatélie.
- Soudan : un demi-siècle de variétés.
- Cartes postales : le bilan des cartes du Bloemonaire
- C'était hier : l'actualité du timbre en 1988.

LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

PROCHE-ORIENT

LIBAN : l'élection d'un nouveau président

La réunion du Parlement demeure incertaine

A vingt-quatre heures de la convocation officielle du Parlement libanais pour l'élection d'un président de la République, la plus grande incertitude régnait à Beyrouth, à la fois sur la tenue, samedi 4 novembre, de cette élection et sur la venue, exigée par le général Michel Aoun avant le scrutin, d'une délégation de députés du camp chrétien.

BEYROUTH

de notre envoyé spécial

Tard dans la nuit, de jeudi à vendredi, à l'issue d'une nouvelle réunion à Paris, les parlementaires libanais n'ont pas d'accord sur l'attitude à adopter, malgré la décision qu'ils avaient prise la veille d'envoyer deux députés, aux MM. Georges Saeid, le chef du Front libanais (coalition des partis chrétiens et de la milice des Forces libe-

naïses), et M. Kazem Al Khalil, un musulman chiite, députés du Parlement, résident dans le « pays chrétien » — rencontrer, au siège du patriarcat maronite, le général Aoun. Celui-ci avait menacé, mercredi, de dissoudre la Chambre si les députés ne venaient pas se concerter avec lui avant l'élection présidentielle.

Si M. Kazem Al Khalil a annoncé au patriarche maronite, Mgr Nasrallah Sfeir, sa décision de renoncer à ce voyage, il semble que M. Saeid y soit, pour sa part, toujours favorable, mais que la majorité de ses collègues considèrent que cette rencontre ne peut rien donner, compte tenu du refus déterminé du général Aoun de l'accord de Taef.

L'annulation d'une telle rencontre organisée à la suite d'une médiation de l'ancien président Charles Helou, menée sous les auspices du patriarcat maronite, constituerait non seulement un camouflet au patriarcat, mais marquerait, à coup sûr, la rupture avec le général Aoun. Cette hésitation des parlementaires du camp chrétien a accru la tension à Beyrouth-Est (chrétien), où on a le sentiment que, en refusant toute tentative de conciliation, les députés obéissent à un jeu réglé d'avance et que, en définitive, tout le monde a été joué. Il ne fait pas de doute toutefois que les parlementaires, accusés de « trahison » et menacés de la « justice populaire » par le général Aoun, sont peu enclins à des concessions.

Jusqu'où peut aller ce bras de fer, qui ne concerne pas seulement

le général Aoun, mais aussi les autorités religieuses et les partis chrétiens ? C'est d'autant plus difficile à dire que ces derniers restent très discrets.

La milice chrétienne des Forces libanaises, favorable à l'élection d'un président, demeure totalement muette, attendant, de toute évidence, de voir de quel côté va pencher la balance pour se positionner. Il est toutefois difficile d'imaginer que les députés chrétiens prennent une telle décision de rupture sans avoir de solides garanties du côté de leurs partis et de leur communauté.

Comment va réagir le général Aoun ? Pour l'instant, il ne fait montre d'aucune volonté de renoncer à son objectif de « libération », qu'il a dissimulé le Parlement, ce qui ne signifierait pas que l'élection ne puisse avoir lieu. Si un président devait être élu, l'isolement international du général serait total, et les milieux diplomatiques à Beyrouth envisagent, dans ce cas, d'évacuer la zone sous son contrôle.

Resterait à savoir alors ce que feraient les brigades de l'armée qui relèvent de son commandement et comment réagirait le « pays chrétien ». On ne peut toutefois exclure qu'au dernier moment le général Aoun, après avoir tout tenté, se retire purement et simplement de la scène pour éviter d'entraîner le pays dans une partition quasi certaine et dans une reprise des combats.

FRANÇOISE CHIPHAUX

Selon M. Dumas

L'accord de Taef devrait aboutir à la restauration de la « pleine souveraineté » de l'Etat

Un haut responsable syrien a vivement critiqué jeudi 2 novembre le rôle de la France au Liban. « Le rôle de la France n'est pas constructif », car il encourage le général Aoun à entraver le processus de réconciliation nationale tout comme les éléments extrémistes au Liban à aggraver la crise », a affirmé ce responsable, estimant que cela pourrait entraîner une reprise des combats.

Cette mise au point syrienne intervient au lendemain d'une déclaration du ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, selon laquelle l'aboutissement de l'accord interlibanais de Taef devrait être la restauration « de la pleine souveraineté » du Liban sur son territoire, ce qui « implique aux yeux de la France que le territoire libanais se trouve alors libre de toute présence militaire non libanaise ».

A l'initiative de la France, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU avaient adopté mardi une déclaration commune tout à fait exceptionnelle, appelant tous les Libanais à mettre en œuvre l'accord interlibanais de Taef et demandant la pleine restauration de la souveraineté libanaise sur l'ensemble du territoire. — (AFP.)

BIBLIOGRAPHIE

Les bahaïs, nouveaux « fils d'Abraham »

Née du babisme, dissidence issue en 1844 de l'islam chiite persan, considérée en Iran comme des hérétiques, les bahaïs sont aujourd'hui cinq millions répartis à travers le monde. On peut en rencontrer dans plus de cent pays, notamment les Etats-Unis, la Colombie, le Zaïre et l'Inde, outre l'Iran où ils sont parvenus à se maintenir dans une semi-clandestinité.

Se voulant « fils d'Abraham » et quelque reconnaissant toutes les grandes religions apparues avant la leur, les bahaïs sont manifestement à ranger dans la filière judaïsme, christianisme, islamisme. Ils pratiquent en outre une sorte de persévérance non violente à la Gandhi.

Ayant pris leur cause à cœur, deux journalistes, Philippe Journon et Colette Gouvion dressent dans *Les bahaïs de Dieu* un tableau « un peu vierge » de cette « nouvelle religion ». Ils se sont rendus entre autres à Haïfa, en Israël, où se trouve le siège mondial du

Israël pour une nouvelle version du Kfir

Jérusalem achète des réacteurs d'avion militaire à la France

A la suite d'un accord intergouvernemental entre la France et Israël, la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'avion (SNECMA) a été autorisée à vendre cinq réacteurs militaires Atar 9 K 50 pour permettre à la société Israël Aircraft Industry (IAI) de propulser une nouvelle version de son avion de combat Kfir, qui est inspiré, au départ, du Mirage III du groupe Dassault.

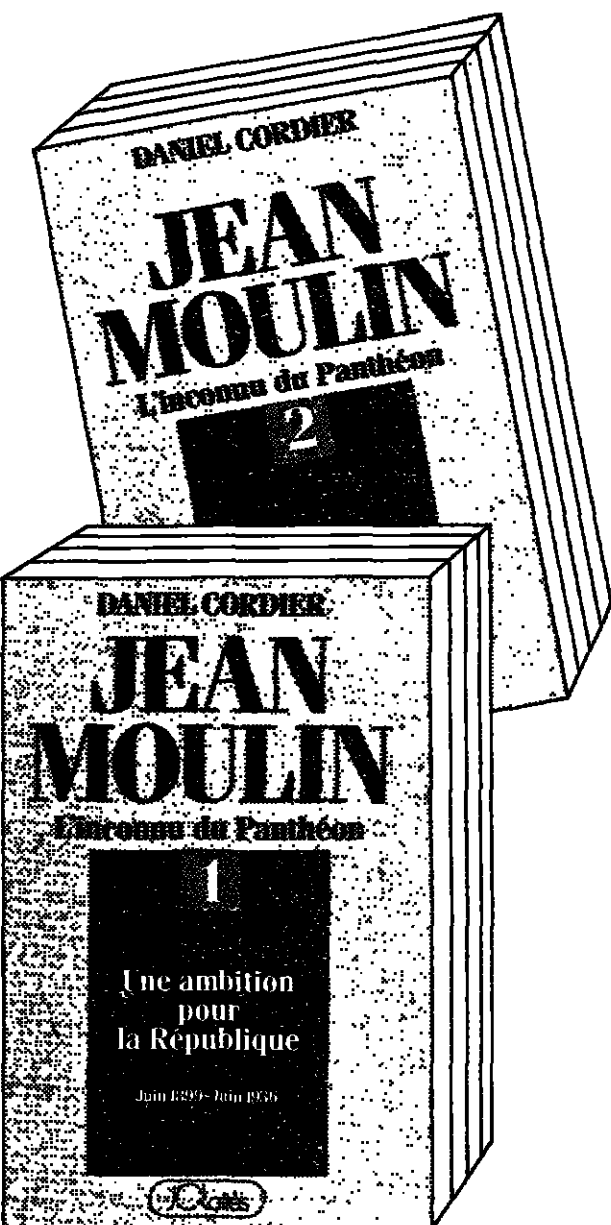
En 1987, sous la pression des Etats-Unis, le gouvernement israélien a dû abandonner son programme Lavi d'un nouvel avion de combat pour son armée de l'air, censé remplacer progressivement le Kfir. Néanmoins, le gouvernement israélien a conçu le projet de tirer avantage de la technologie déjà acquise par IAI sur le Lavi pour dessiner un avion dérivé du Kfir et modernisé par rapport à cet appareil dont la construction remonte au début des années 70.

Un « démonstrateur » biplace de ce nouveau Kfir perfectionné a été développé. Comme les Kfir sont propulsés par un réacteur américain J 79 de General Electric et que les Israéliens ont appris à se méfier d'une dépendance excessive vis-à-vis des Etats-Unis, le gouvernement israélien a demandé à la France, qui l'a accepté, que la SNECMA lui fournisse cinq réacteurs Atar 9 K 50 pour étudier l'adaptation de ce moteur sur la version perfectionnée du Kfir.

Le réacteur Atar 9 K 50 est une version dérivée du réacteur Atar 09 K qui propulse les bombardiers nucléaires Mirage IV. Destiné à l'intercepteur Mirage F-1 de défense aérienne, l'Atar 9 K 50 développe une poussée de 7 200 kilogrammes (avec postcombustion ou réchauffe supplémentaire).

Conclu entre les deux gouvernements, l'accord franco-israélien spécifie que le réacteur est interdit de reproduction et de réexportation sans l'autorisation de la France. Cette double interdiction entend répondre à la crainte émise par le groupe Dassault que le société IAI cherche à placer l'Atar 9 K 50 à l'étranger, notamment en Amérique du Sud où les Israéliens prospectent de nombreux clients.

JEAN MOULIN: La vérité



On ne parlera plus de la même façon de la Résistance après avoir lu ce livre.

Jean-Pierre Elkabbach. *Europe 1*

Les deux premiers volumes de cette monumentale biographie sont — je pèse mes mots — stupéfiants. Par l'ampleur du travail (...), par sa sûreté documentaire (...), par l'art du recoupement d'archives authentifiées (...), par l'émotion du contenu aussi.

Jean-Pierre Rioux. *Le Monde*

Attention chef-d'œuvre (...), cette œuvre ne ressemble à nulle autre.

Pierre Assouline. *Lire*

Tome 1 : Une ambition pour la République. 892 p. 170 F.

Tome 2 : Le choix d'un destin. 762 p. 155 F.

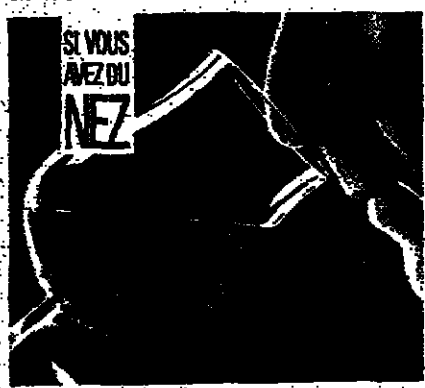
J. Clartès

Une odeur de jamais vu!

DU 2 NOVEMBRE
AU
29 NOVEMBRE 89
GRAND
CONCOURS

le nouvel
Observateur
+ DE 5000
BOUTEILLES
A GAGNER

CETTE SEMAINE, LE PREMIER CONCOURS DU NOUVEL OBSERVATEUR
OU VOTRE NEZ AURA UN RÔLE À JOUER



50% من المبيعات

حکومت الاموال

DIPLOMATIE

Les entretiens de MM. Mitterrand et Kohl

Suite de la première page

Deuxième grand dossier à l'ordre du jour : celui de l'aide aux pays de l'Est engagés, dramatiquement pour certains, dans la voie des réformes. M. Jacques Delors, chargé de coordonner l'aide occidentale à la Pologne et à la Hongrie, s'efforce de désamorcer dans lequel sont annoncées les initiatives générales des uns et des autres. A Bonn, on fait valoir en réponse que les responsabilités historiques de l'Allemagne vis-à-vis de la Pologne sont de nature à justifier une démarche spécifique. Celle-ci devrait se matérialiser lors du prochain voyage du chancelier Kohl en Pologne par d'importants crédits garantis par le gouvernement fédéral.

De côté français, on met l'accent sur le fait que l'aide à la Pologne est une entreprise de longue haleine et qu'elle ne peut s'assimiler à des « secours d'urgence après une catastrophe naturelle ». A Paris comme à Bonn, on est d'accord sur le fait qu'il faut que le gouvernement polonais définisse plus concrètement ses besoins et cesse de présenter des demandes jugées « irréalistes », comme le paiement en dollars des employés des entreprises mixtes.

L'impulsion de la RDA dans le groupe des pays communistes engagés dans la voie des réformes pose le problème d'un éventuel soutien économique à ce pays : sa nécessité est perçue avec acuité en RFA, alors que, du côté français, on fait valoir que l'économie de la RDA n'est pas, loin de là, dans l'état de délabrement de celle de la Pologne, et que cela reste, après tout, une affaire interallemande.

Occupés à échanger leurs points de vue sur ces problèmes brûlants et importants, MM. Kohl et Mitterrand ont laissé le soin à leurs ministres de traiter quelques épines douces bilatérales. En l'absence, regrettée par les Allemands, du ministre des

transports, M. Michel Delebarre, M. Michel Rocard aura la charge de défendre les positions françaises sur deux dossiers où de profondes divergences existent entre Bonn et Paris : celui du transfert d'une chaîne de montage d'Airbus en RFA, demandé par Bonn, et celui du TGV-Est.

Depuis longtemps, les Allemands demandent que la chaîne de montage de l'Airbus A-320 soit transférée de Toulouse à Hambourg. Les experts allemands et français sur la rentabilité d'une telle opération sont totalement contradictoires. Les autres participants, Britanniques et Espagnols, veulent également avoir leur mot à dire. « Il faut à l'avenir trouver des procédures d'arbitrage indépendantes dans le cas de différends de ce type », estime-on à la chancellerie qui regrette qu'un dossier technique comme celui de l'Airbus remonte jusqu'au sommet du pouvoir politique.

A Bonn, on se montre, par ailleurs, inquiet de l'étude réalisée pour le compte de la SNCF par M. Philippe Esig qui conclut à la construction d'une ligne directe à grande vitesse Paris-Strasbourg laissent Metz et Sarrebruck à l'écart.

A l'actif de la coopération franco-allemande pourra être portée la déclaration commune concernant la politique énergétique : celle-ci ouvre à terme le marché ouest-allemand à la production électrique française, la France s'engageant de son côté à appuyer la politique allemande de soutien à l'industrie charbonnière jusqu'en 1995.

On devrait enfin annoncer, vendredi, la création d'un conseil franco-allemand de l'environnement, dont l'objectif est de mettre sur une même table les problèmes franco-allemands dans ce domaine.

LUC ROSENZWEIG et CLAUDE TRÉAN

La rencontre de MM. Bush et Gorbatchev les 2 et 3 décembre

La presse sera basée à Malte

Les croiseurs américains *Belknap* et *Soviet*, constituant les sites du sommet « informel » qui réunira MM. Bush et Gorbatchev, les 2 et 3 décembre, au large de l'île de Malte, ont confirmé des sources américaines. Les navires se trouveront probablement à une vingtaine de kilomètres des côtes maltaises. Une équipe de la Maison Blanche arrivera lundi prochain à La Valette pour organiser cette réunion, qui, de l'avis des responsables américains, constitue un « *cauchemar logistique* ». M. Bush devrait arriver le vendredi 1^{er} décembre à La

Valette, où il rencontrera le premier ministre maltais, M. Fenech Adams, avant de se rendre sur le *Belknap* à bord duquel il devrait passer la nuit du samedi 2 au dimanche 3. Il devrait repartir directement pour Washington dimanche soir.

Washington et Moscou sont toujours en train de négocier le nombre de navires qui accompagneront les deux croiseurs. Quant à la presse, elle sera basée à La Valette et un petit groupe de journalistes sera conduit au moins une fois sur le navire américain.

Les précédents sommets sur les flots

De Napoléon à Haïlé Sélassié

Le sommet « marin » américain-soviétique des 2 et 3 décembre prochains a un beau crépuscule à sa naissance. Il n'est pas pour autant unique dans l'histoire des rencontres internationales.

Le précédent le plus connu est la rencontre du président américain Franklin Roosevelt et du premier ministre britannique Winston Churchill au large de Terre-Neuve, du 8 au 12 août 1941. Les entretiens avaient eu lieu alternativement sur le croiseur américain *Augusta* et le navire britannique *Prince of Wales*. Ce sommet est resté célèbre parce que les deux dirigeants y ont débatté la charte de l'Atlantique, document qui jetait les bases d'une nouvelle collaboration atlantique.

Point de journalistes, cependant, pour cette conférence, puisqu'il fallait donner le temps à Churchill de regagner l'Angleterre sans alerter l'Allemagne. Roosevelt, qui

semblait avoir un penchant pour ces sommets sur les flots, répéta l'expérience en 1945, en s'entretenant avec le roi égyptien Farouk, l'empereur éthiopien Haïlé Sélassié, et le monarque d'Arabie saoudite à bord d'un destroyer américain sur le Grand Lac Amer, près du canal de Suez. Une tante même dû être installée sur le pont avant, à la demande du roi Farouk.

Moins connus peut-être est une entrevue de l'empereur Guillaume II et du tsar Nicolas II qui eut lieu sur le yacht de l'empereur en 1905, où avait été élaboré le traité de Björkö renouant en cause l'alliance franco-russe.

Quant au tsar Alexandre I^{er} et à Napoléon, ils étaient apparemment moins regardants sur le choix de leur embarcation, puisqu'ils avaient choisi de se rencontrer, le 7 juillet 1807, près de Tilsit, en Russie, sur... une barque. Ph. E.

AFRIQUE

NAMIBIE

Le représentant sud-africain à Windhoek juge « improbable » l'incursion de maquisards de la SWAPO

JOHANNESBOURG
de notre correspondant

La situation est parfaitement calme à la frontière anglo-namibienne. Une incursion des combattants de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) paraît « improbable », a estimé M. Louis Pienaar, administrateur général de l'Afrique du Sud en Namibie, en précisant qu'il n'y avait « aucun élément pour appuyer les rumeurs d'une infiltration ». « C'est plus une hypothèse qu'une réalité », a-t-il ajouté.

Les préparatifs pour les élections, qui doivent avoir lieu du 7 au 11 novembre, continuent dans un climat de confusion provoqué par la décision des autorités de l'Union de placer certaines troupes en état d'alerte à la suite d'informations selon lesquelles les guérilleros du mouvement de libération se massaient à la frontière en vue de son franchissement (le Monde du 3 novembre).

M. P. Pienaar, ministre des affaires étrangères, et le gouvernement sud-africain se sont-ils donc laissés abuser par des informations fausses, en l'occurrence l'interception de messages de l'ONU faisant état d'une « situation critique » ? Le porte-parole, M. Fred Eckard, a répondu, jeudi 2 novembre, que ces messages « émanaient pas du groupe d'assistance des Nations unies pour la période de transition (GANUPT) », ajoutant qu'il pensait que ceux-ci étaient « faux dans leur contenu et dans leur forme ».

Ce porte-parole a indiqué qu'il n'y avait eu « aucune violation de l'esprit des accords sur l'indépendance de la Namibie » et qu'il n'y avait « aucun combattant de la

SWAPO au-dessous du 16^e parallèle ».

Face à de telles certitudes, M. Botha, perplexe, a déclaré qu'il espérait « qu'il avait tort et que ses informations n'étaient pas correctes » et qu'ainsi « la publicité (donnée à cet affaire) aura été utile ». « Mais en permanence, il est dit qu'il n'y a pas d'activités de la SWAPO ». « Tout ce roman-mélange a provoqué la colère du mouvement indépendantiste, M. Hideo Hamutenya, responsable de la mobilisation, qualifiant les informations sud-africaines de « contre-façon grossières ». Il a donné sa garantie qu'il n'y aurait pas « d'actions armées avant, pendant et après les élections », d'autant que les structures de commandement ont été démantelées.

Une commission de vérification va se rendre sur place pour établir la bien-fondé d'une présence de la SWAPO sur la frontière namibienne. Selon certains témoignages recueillis au nord de la Namibie, des groupes armés ont été aperçus dans qu'il puisse être formellement prouvé qu'il s'agit de combattants de l'Armée populaire de libération de la Namibie (PLAN).

Toujours est-il que M. Botha, représentant spécial de l'ONU en Namibie, a critiqué M. Botha d'avoir rendu publiques ces allégations dont il avait descendu avec lui auparavant. « D'une certaine manière, c'est triste, mais il semble qu'il n'y ait rien de nouveau, et il déclare à la BBC : Je lui ai dit que cela ne semblait pas très plausible et que, d'après moi, quelque chose était en train de se passer ».

MICHEL BOLE-RICHARD

AMÉRIQUES

BIBLIOGRAPHIE

« Les 100 portes de l'Amérique latine » de Maurice Lemoine

« Les dates, les chiffres, les noms, les faits » : Maurice Lemoine, qui a écrit sur l'Amérique centrale et caribbe plusieurs livres débordant de chaleur humaine (ainsi *Sucre amer*, sur les travailleurs haïtiens de la canne parqués dans les « bataves » de République dominicaine), a choisi cette fois le ton plus sec de ce qu'il dénomme lui-même un « *mini-dictionnaire* ». Corrélativement, son propos s'élargit aux dimensions d'un continent : l'Amérique tout entière, puisque les États-Unis sont aussi, comme il est bien évident, l'une des clés ouvrant les « 100 portes de l'Amérique latine ».

On ne chipotera pas en reprochant à l'auteur le fait qu'on ne trouve que quarante-neuf pages, en lieu des cent annoncées : ce n'est pas la quantité qui compte, en effet ; et la qualité des informations fournies est indéniable. Mais on aurait facilement pu trouver les cinq rubriques manquantes du côté des Caraïbes, par exemple, notamment sous-traitées.

Sont donc passés en revue : 25 pays ou territoires (ainsi la Guyane, département français), y compris 3 pays extérieurs à la zone (outre les États-Unis, la France et Israël - mais pourquoi pas le Canada, - si actifs en Amérique latine ?) ; 1 continent ; 16 personnages historiques ou personnalités encore actives (de Bolívar à Alfonsín en passant par Fidel Castro) ; 10 organisations internationales ou spécifiquement interaméricaines ; et 8 parties, 7 guerilles, 3 révolutions... On trouve encore des rubriques assez diverses que « *coke* » (pour cocaïne, bien sûr, et non Coca-Cola !), « *dette* », « *Hispania* » (les « Latins » vivant aux États-Unis), « *sectes* » ou « *théologie de la libération* »...

Ainsi conçu, ce « *mini-dictionnaire* » peut intéresser aussi bien le spécialiste (à qui sont en outre offertes une douzaine de pages de « *repères démographiques et économiques* ») que le profane désireux d'apprendre l'essentiel sur les « 20 Amériques latines ».

J.-P. C.
Aux Éditions Autrement, 359 pages, 149 F.

A TRAVERS LE MONDE

COLOMBIE Grève des magistrats après deux nouveaux assassinats

Bogotá. — La justice colombienne a une nouvelle fois été paralysée par une grève partielle, observée jeudi 2 novembre, pour exiger des mesures de protection supplémentaires pour les magistrats, cibles permanentes des tueurs de la mafia de la drogue. L'Association nationale des fonctionnaires du pouvoir judiciaire (ASONAJ) a décidé d'observer, tous les jours, quatre heures d'arrêt de travail. Les 7 et 8 novembre est prévue une grève totale, qui pourrait être prolongée si le gouvernement n'accorde pas des moyens supplémentaires pour la protection des magistrats les plus exposés, à Bogotá, Medellín et Cali.

Cette grève, la troisième en deux mois, a été notamment motivée par l'assassinat, mercredi soir à Medellín, de M^{re} Mariela Espinosa, magistrate chargée des dossiers liés au trafic de drogue. Une demi-heure auparavant, M. Francisco Madero Forta, député et ancien ambassadeur aux Nations unies, avait été tué à Bogotá.

Par ailleurs, le gouvernement colombien et l'Organisation de guérilla Mouvement du 19 avril (M-19) ont signé, jeudi, dans la capitale colombienne, un accord dans lequel l'organisation ratifie officiellement sa décision de déposer les armes après vingt années d'insurrection. — (AFP, Reuters.)

CORÉE DU NORD Pyongyang rappelle son ambassadeur à Varsovie

La Corée du Nord a vigoureusement dénoncé, vendredi 3 novembre, la décision de la Pologne d'établir des relations diplomatiques avec la Corée du Sud. Le Monde du 30 octobre. La radio de Pyongyang qualifie cette démarche d'« *irréfutable* » et estime que la Pologne commet là une « *grave erreur* », en pensant pouvoir venir à bout de ses difficultés économiques par une normalisation complète de ses relations avec Séoul. Pyongyang a rappelé son ambas-

sadeur à Varsovie. La Pologne est, importante offensive contre les rebelles de l'Est à établir des relations diplomatiques avec la Corée du Sud. — (AFP.)

LIBYE Le colonel Kadhafi cherche à endiguer les activités terroristes des fondamentalistes

Pour faire face à la recrudescence d'attaques-suicides organisées par les fondamentalistes libyens, le colonel Kadhafi s'apprête à introduire une législation réprimant sévèrement les activités des intégristes islamiques.

Selon le correspondant à Tripoli du journal britannique *The Independent*, plusieurs heurts armés ont récemment opposé les fondamentalistes aux forces de sécurité. Il cite le cas, notamment, d'un incident qui se serait déroulé le mois dernier dans la ville côtière de Misratah. Des bandes armées auraient attaqué la foule des fidèles qui assistaient aux prières du vendredi, les accusant de « *suivre le courant satanique de Kadhafi* ». Les forces de sécurité et les comités révolutionnaires seraient intervenus au cours d'une véritable bataille rangée qui se serait prolongée jusqu'au matin. Les forces gouvernementales auraient eu sept tués.

Cet incident a été évoqué par le colonel Kadhafi le 7 octobre devant le congrès du peuple. A cette occasion, il a accusé les fondamentalistes de terrorisme, les comparant « *au cancer et au sida* ». Par ailleurs, l'enquête ouverte sur le mort d'un technicien italien tué par balles et brûlé indirectement, selon *The Independent*, qu'il s'agirait d'une provocation montée par les fondamentalistes dans le but d'embarrasser le colonel Kadhafi. Ce dernier lui-même aurait été l'objet d'une tentative d'assassinat en avril au cours de la visite en Libye du président Hafez El Assad.

NICARAGUA Importante offensive contre les « contras »

Managua. — Le président nicaraguayen Daniel Ortega a confirmé, jeudi 2 novembre, que

ses troupes avaient lancé une importante offensive contre les rebelles de la Contra, en affirmant qu'il s'agissait d'une opération de pacification. « *Oui, c'est une grande offensive, mais une grande offensive pour la paix* », a-t-il déclaré à la télévision américaine. M. Ortega a précisé que cette offensive était liée aux pourparlers sur le conflit nicaraguayen qui doivent avoir lieu lundi et mardi prochains aux Nations unies, à New-York.

Les rebelles nicaraguayens ont accepté officiellement jeudi de prendre part à ces négociations auxquelles participent aussi des représentants d'une commission de vérification de l'ONU, et des responsables de l'Organisation des États américains (OEA) chargés de superviser la démobilitation des « contras ».

Le président du Costa-Rica, M. Oscar Arias, promoteur d'un plan de paix pour l'Amérique centrale, a critiqué l'offensive en qualifiant la rupture du cessez-le-feu de pas en arrière. Le président américain, M. George Bush, a lui aussi dénoncé cette initiative en déclarant : « *On ne voit pas bien jusqu'où Ortega a l'intention de mener sa campagne militaire et d'intimidation* ». En conséquence, nous devons, et nous allons, garder toutes nos options ouvertes ». — (AFP, Reuters.)

PÉROU L'armée prend position dans la capitale

Lima. — A la veille de la « *grève armée* » du Sentier lumineux, l'armée a pris position jeudi 2 novembre dans les rues de Lima et du port voisin de Callao, après la mort, mercredi, de dix-neuf personnes tuées lors d'actions de ce mouvement (maoïste), qui a appelé au boycottage armé des élections municipales du 12 novembre. Des soldats et des blindés sont stationnés aux endroits stratégiques de la capitale, qui compte plus de huit millions d'habitants, afin d'empêcher cette « *grève armée* », destinée à interdire aux électeurs de participer au scrutin.

Alors que l'armée a renforcé les contrôles d'identité et de véhicules à Lima, les autorités commencent la possibilité d'étendre ces

mesures d'exception : à Jurín, Pasco et Huancayo, trois départements où le Sentier lumineux compte organisé d'autres « *grèves armées* » du 11 au 13 novembre. La police, par ailleurs, perquisitionne le même jour les locaux du journal *El Diario*, très proche du Sentier lumineux. Cinq employés ont été interpellés, et les policiers ont saisi des tracts appelant à la grève. — (AFP, Reuters.)

SALVADOR La guérilla suspend le dialogue avec le gouvernement

SAN-SALVADOR. — Le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) a annoncé, jeudi 2 novembre, la suspension des pourparlers avec le gouvernement salvadorien, prévus les 20 et 21 novembre au Venezuela, en raison de l'attentat à la voiture piégée perpétré, mardi dernier, en plein centre de San-Salvador, contre une des principales centrales syndicales.

Après cette action meurtrière « *contre le mouvement populaire* », le FMLN « *se voit dans l'obligation de réviser les conditions actuelles du processus de dialogue* » et ainsi il y a un mois et demi avec le gouvernement du président conservateur Alfredo Christiani, explique le guérillero, dans un communiqué lu par le commandant Ferman Clarifugos sur une radio locale. Dix personnes avaient péri et trente autres avaient été blessées dans l'attentat qui visait la Fédération nationale syndicale des ouvriers salvadoriens (FENASTRAS) et que des syndicats de gauche et la guérilla attribuent aux forces armées salvadoriennes. Le gouvernement et l'armée ont toutefois rejeté toute responsabilité.

Le commandant Clarifugos a annoncé que son mouvement comptait entrer en contact jeudi avec les observateurs du dialogue, d'est-à-dire des représentants de l'ONU, de l'Organisation des États américains et de l'Eglise catholique salvadorienne, pour leur exposer « *les souffrances endurées* » par les organisations d'opposition. — (AFP, Reuters.)

TCHAD

Après de durs combats dans le Darfour le gouvernement accuse la Libye d'aider les rebelles

Le gouvernement tchadien vient d'annoncer que ses troupes avaient tué, lundi 30 octobre, au moins six cents combattants de la Légion islamique libyenne et « *dérouté* » une « *importante base militaire* » de cette armée « *à la frontière soudano-soudanaise* ». Il ajoute que « *la foule continue dans une zone particulièrement accidentée* ». Il s'agit, selon les spécialistes, de celle du djebel Marra, un massif fleuve de la province du Darfour, dans l'ouest du Soudan. Mais, selon des sources dignes de foi, ces affrontements n'auraient pas eu l'ampleur que leur donnent les autorités de N'Djamena.

A la mi-octobre, des combats très durs avaient déjà eu lieu dans le Darfour entre forces régulières et rebelles libyennes. Ces affrontements, sur lesquels les autorités de N'Djamena avaient alors gardé le silence, auraient fait, selon les sources mêmes, environ deux cents morts et quelques trois cents blessés, du côté des troupes gouvernementales.

Dans un communiqué diffusé par son ambassade à Paris, le gouvernement tchadien dénonce « *l'implication directe de la Libye* » dans les « *agressions* » de la Légion islamique. Il y voit une « *violation* » de l'accord-cadre signé le 31 août à Alger, dans lequel N'Djamena et Tripoli s'engageaient notamment à rechercher un règlement pacifique à leur conflit territorial. « *Les dirigeants libyens n'ont pas renoncé à leur projet original de traiter la parole donnée et les engagements pris* », ajoute-t-il.

Ce communiqué dénonce, à cet égard, « *le recrutement massif et obligatoire de milliers de travailleurs tchadiens et soudanais en Libye* », qui sont « *débarqués dans le Darfour* » et « *l'impunité* », dans cette province soudanaise de « *nombreux agents des services spéciaux libyens chargés de superviser les entreprises d'agression contre le Tchad* ». L'accord d'Alger prévoyait notamment que le Tchad et la Libye s'abstiendraient de « *porter une aide politique, matérielle, financière et militaire aux forces hostiles à l'un des deux pays* ». — (AFP.)

africain à Windhoek
le « Fincursion
de la SWAPO

POLITIQUE

La polémique sur le port du foulard islamique et les problèmes de l'immigration

Le PS reste divisé

Loi d'apaiser la controverse, les déclarations de M. Lionel Jospin à l'Assemblée nationale, la semaine dernière, sur le « foulard islamique » continuent de susciter des polémiques à gauche. Le Parti socialiste est divisé sur l'interprétation du principe de laïcité, et le ministre de l'éducation nationale s'attendait à être de nouveau interpellé sur ce sujet au Palais Bourbon, vendredi 3 novembre. Le débat sur l'immigration n'épargne pas le Parti communiste. Le maire de Clichy-sous-Bois vient en effet de manifester sa compréhension à l'égard de son collègue de Montfermeil (droite) protestant contre le nombre, qu'il juge trop élevé, d'étrangers dans sa commune.

La controverse sur le « foulard islamique » continue à gauche. M^{me} Danielle Mitterrand, dont la première intervention avait suscité beaucoup de critiques, persiste à plaider pour le port du voile à l'école de la part des jeunes intégristes musulmans. Dans une interview publiée par l'Express, elle déclare notamment : « C'est au nom de la laïcité que je prône la tolérance. C'est leur tradition, pourquoi ne pas la respecter ? Chacun a le droit de la trouver rétrograde, mais en ce cas laissez les intégristes évoluer sans les briser ». M^{me} Mitterrand ajoute qu'elle ne redoute pas une poussée des intégristes en France parce que : « Les Français sont suffisamment informés ».

Sur la Cinq, jeudi soir, le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, a soutenu la position du ministre de l'Éducation nationale en recommandant, à propos du rôle joué par les intégristes musulmans, de ne pas se laisser aveugler par quelques cas isolés. Il est urgent, a-t-il dit, de dépassionner le débat.

En revanche, l'ancien ministre des droits de la femme, M^{me} Yvette Roudy, s'insurge contre ceux qui « regardent le port du foulard comme une chose banale ». « Il s'agit, dit-elle, de notre message laïque s'est affaibli et risque de s'effriter encore. Il convient donc de le renforcer en introduisant dans notre enseignement laïque l'instruction civique, la réflexion sur les droits de l'homme et les droits de la femme, celle sur la laïcité et l'histoire de l'émancipation des femmes ». M^{me} Roudy réclame la mise au point d'une circulaire ou d'un décret interdisant, au nom du principe de l'égalité, le port à l'école de « tous les signes symboliques d'une quelconque appartenance religieuse ».

Le maire communiste de Clichy-sous-Bois « comprend » son collègue de Montfermeil

Dans son édition du 30 novembre Valeurs actuelles publie un entretien avec M. André Deschamps, maire communiste de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), dans lequel celui-ci indique qu'il « comprend » l'attitude de son collègue de Montfermeil face aux problèmes de l'immigration.

pour les enfants qui habitent la commune.

A la question de savoir si il soutient M. Bernard, le maire communiste répond : « non, pour ce qu'il a fait, mais je ne lui jette pas la pierre. Je le comprends, et je dirais plutôt qu'il a peut-être manqué d'un peu de patience. Mais je trouve stupide et hypocrite d'en faire le bouc émissaire d'une affaire dont l'Etat est le premier responsable ».

« Une tache brune colle à Montfermeil. Celle de l'exclusion raciste. Le maire de droite, Pierre Bernard, s'est acquis de la sorte une réputation qui donne la nausée ». Tel était le jugement porté dans l'édition de l'Humanité du 1^{er} novembre sur le maire de cette ville de Seine-Saint-Denis qui, après avoir menacé de couper les vivres à deux écoles maternelles dont les directrices n'avaient pas suivi son interdiction d'inscrire les enfants d'immigrés nouvellement installés, avait annoncé, notamment, qu'il accordait « deux mois de sursis au gouvernement pour un contrôle rigoureux de l'immigration ». Il reconnaît ainsi « temporairement » à envisager d'exclure les deux chefs de ses établissements scolaires dont il avait projeté de ne plus couvrir les frais de cantine, de garderie et d'entretien.

M. Deschamps considère que dans ces deux villes, « il n'est plus question de parler d'intégration. Pas avec les taux d'immigrés que nous avons ». Après s'être demandé « de quoi M^{me} Mitterrand se mêle en nous faisant venir des villages entiers de Kurdes ? » selon M. Deschamps, elle va chercher directement chez eux ! le maire de Clichy-sous-Bois conclut : « l'intégration, ce n'est pas le voile islamique, la gandoura ou le bonnet. Mais tous ces arabes, ces noirs et ces asiatiques soient en costume-cravate, ou en jeans. C'est comme ça que j'ai envie de les voir dans les rues ».

Un débat brouillé

par Alain Rollot

Sⁱ M. Jospin espérait que les vacances de la Toussaint aient engendré la querelle sur le port du foulard islamique à l'école, c'est raté. Non seulement cette « affaire » divise plus que jamais la gauche, mais elle trouble l'entente de l'opposition, à en juger par les réactions nombreuses et contrastées.

Le ministre de l'éducation nationale ne peut même pas se prévaloir d'avoir clarifié le débat. Bien au contraire, plus la polémique se développe, plus le débat se brouille parce qu'il se nourrit de fausses nouvelles.

Dans leur offensive contre M. Jospin, les plus ardents défenseurs de la laïcité renouent avec les accents d'un Jules Ferry dénonçant en 1881 le cléricalisme catholique. Comme si les groupuscules intégristes musulmans menaçaient les institutions républicaines... Il n'y a pourtant aucune commune mesure entre la montée de l'intégrisme religieux, au sein de la communauté musulmane en France, et la force du courant contre-révolutionnaire qui, sous la III^e République, s'employait encore derrière le drapeau de l'Épée à résister à la sécularisation de 1789. Ce courant réactionnaire est encore, certes, mais c'est le Front national qu'on le retrouve embryonnaire, représenté par les intégristes qui « cassent » du Scomex.

Si la violence s'impose, au lieu de l'égard des intégristes musulmans qui partagent avec l'extrême droite traditionnelle la conviction que l'Etat doit être fondé sur la religion, elle doit s'accompagner, sauf à se complaire dans des discussions oiseuses, d'une réflexion courageuse sur la place de l'islam en France.

Dans le droit il est de la laïcité telle que l'ont définie les « grands ancêtres », toute proposition de restriction du port du foulard islamique à l'école devrait, en bonne logique, se prolonger par une demande de création en France non pas de simples écoles coraniques — où

La laïcité et les « Grands Ancêtres »

« J'ai toujours pensé que l'œuvre du gouvernement de la République n'est point une œuvre de sectaires ; que nous n'avons ni le devoir ni le droit de faire la chasse aux consciences (...) et que agissant ainsi nous manquerions à notre premier devoir ; que nous sommes institués pour défendre les droits de l'Etat contre un certain catholicisme bien différent du catholicisme religieux que j'appellerai le catholicisme politique. Quant au catholicisme religieux qui est une manifestation de la conscience d'une grande partie de la population française, il a le droit à notre respect et à notre protection dans la limite du contrat qui lie les cultes avec l'Etat ».

tolérance éclairée, humaine, supérieure, la tolérance qui a son principe non seulement dans la liberté de l'esprit, mais aussi dans la charité du cœur. Je dis qu'il est absurde, dans une société bien réglée, qu'on se dispute pour des affaires religieuses qu'on se querelle à propos d'obligations religieuses. Je dis qu'il est temps de lutter contre tous les fanatismes, quels qu'ils soient, contre tous les sectarismes, à quelques sectes qu'ils appartiennent.

Je dis que sur ce point vous pouvez compter à la fois et sur la vigilance du gouvernement pour maintenir les droits de l'Etat, et sur l'esprit nouveau qui l'anime et qui tend, dans une société aussi profondément troublée que celle-ci, à ramener tous les Français autour des idées de bon sens, de justice et de charité qui sont nécessaires à toute société qui veut vivre ».

Où, nous sommes entrés résolument dans la lutte antichrétienne, je l'ai dit, et la majorité républicaine m'a acclamé quand j'ai tenu ce langage. Oui, nous avons voulu la lutte antichrétienne, mais la lutte antireligieuse... jamais ! (...) Si vous voulez chasser des esprits des utopies, si vous voulez, émonder les idées fausses, il faut que vous sachiez entrer dans les esprits et dans le cœur de l'enfant des idées vraies sur la société où il doit vivre, sur les droits qu'il doit exercer ».

Eugène Spillier, ministre de l'instruction publique et des cultes, à la Chambre des députés, le 3 mars 1884.

Je dis et j'ai essayé de démontrer que seuls dans une démocratie républicaine ont le droit d'enseigner ceux qui reconnaissent, non pas à titre relatif, mais à titre absolu, non pas à titre précaire, mais à titre définitif, le droit de la personne humaine à la liberté illimitée des pensées et des croyances.

Jean Jaurès, à la Chambre des députés, le 4 mars 1904.

Un « démenti » ambigu

Jeudi 2 novembre, la fédération de Seine-Saint-Denis du PCF a publié un communiqué fustigeant « le maire du déshonneur de Montfermeil » et se félicitant de son « recul ». Ce succès, indique la fédération, est à mettre à l'actif du large rassemblement qui s'est opéré dans la ville et le département pour empêcher M. Pierre Bernard, le RPR, l'UDF et le Front national qui le soutiennent, de se servir des enfants comme otages ».

Interrogé sur les déclarations de M. Deschamps recueillies par Valeurs actuelles, un dirigeant fédéral a répondu au Monde qu'elle faisait l'objet d'un « démenti » de l'intéressé. Curieusement, ce que la fédération baptise « démenti » à la particularité de ne rien démentir du tout. Le texte évoque « l'article déformé paru dans Valeurs actuelles », sans préciser la nature de la déformation.

Principal destinataire de ce « démenti », la rédaction de l'hebdomadaire affirme ne pas l'avoir reçu et elle fait remarquer que M. Deschamps s'était félicité avec laquelle ses propos avaient été retranscrits avant de donner son aval pour la publication. L'entourage du maire communiste de Clichy-sous-Bois confirme cette version en disant que ce « démenti » n'a qu'une vocation interne, rédigé à la demande de la fédération car le langage très direct de M. Deschamps ne s'écrit pas précédemment dans la ligne du parti.

O. B.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni au palais de l'Élysée, jeudi 2 novembre, sous la présidence de M. François Mitterrand. A l'issue des délibérations, le service de presse de la présidence de la République a diffusé le communiqué suivant :

- Conventions internationales
- Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, a présenté au conseil des ministres trois projets de loi autorisant l'approbation de deux conventions et d'un avenant à une convention, tendant à éviter les doubles impositions entre, d'une part, le gouvernement de la République française et, d'autre part, les gouvernements de l'Autriche, des Emirats arabes unis et du Sultanat d'Oman.
- Protection des personnes hospitalisées en raison de troubles mentaux
- Le ministre de la santé, de la famille et de la protection sociale a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes hospitalisées en raison de troubles mentaux et à leurs conditions d'hospitalisation.
- Ce projet de loi a quatre objectifs :
 - instaurer un meilleur contrôle des conditions d'hospitalisation en psychiatrie quel que soit le mode

- d'admission ou le type d'établissement d'accueil ;
- étendre les droits des malades hospitalisés libérés dans tout établissement accueillant des malades mentaux ;
- mieux garantir les droits des personnes hospitalisées sans leur consentement, notamment en faisant procéder d'un avis médical la décision du préfet en cas de placement d'office et en demandant deux avis médicaux en cas de placement sur demande d'un tiers, en instaurant des procédures de révision périodique des placements sous contrainte et en permettant aux malades de mieux connaître les possibilités de recours qui leur sont offertes ;
- favoriser par des sorties d'essai la guérison et la réinsertion sociale des personnes hospitalisées sans leur consentement.
- Code des ports maritimes
- Le ministre délégué chargé de la mer a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à la partie législative du code des ports maritimes qui avait été publiée par un décret du 22 mars 1978.
- Ce code constituera une référence unique et complète pour les professionnels et usagers des ports maritimes aux fins et placés de textes législatifs dispersés que la codification de 1978 n'avait pu abroger par elle-même. Il indiquera toutes les conséquences des lois de

- décentralisation qui ont transféré aux départements et aux communes la responsabilité du plus grand nombre des ports.
- Le projet adapte et modernise diverses règles applicables aux ports maritimes devenus déshérités ou insuffisants, tout particulièrement l'ensemble des dispositions régissant la police des ports.
- Personnels civils de l'Etat
- Le ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, a présenté au conseil des ministres un décret relatif à la fixation et à la révision du classement indiciaire de certains grades et emplois des personnels civils de l'Etat.
- Charte sociale européenne
- Le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle a présenté au conseil des ministres une communication sur la préparation de la charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs.
- An terme des débats du conseil des ministres du travail et des affaires sociales du 30 octobre, ce projet a recueilli l'aval de onze délégations ; seul le Royaume-Uni maintient une réserve générale.
- Le projet de charte qui sera soumis aux chefs d'Etat et de gouvernement à Strasbourg les 8 et 9 décembre incarne la volonté des Etats-membres de faire marcher

du même pas l'Europe économique et l'Europe sociale.

Il reconnaît aux travailleurs de la Communauté des droits sociaux, à la consultation et à la participation au sein des entreprises implantées dans plusieurs Etats-membres ou comme le droit à la formation tout au long de la vie professionnelle.

La mise en œuvre effective des droits énoncés par la charte sera assurée par les Etats-membres et par la Communauté dans le cadre de ses compétences. Le texte de la charte invite à cet égard la Commission des Communautés européennes à prendre des initiatives

du même pas l'Europe économique et l'Europe sociale.

Il reconnaît aux travailleurs de la Communauté des droits sociaux, à la consultation et à la participation au sein des entreprises implantées dans plusieurs Etats-membres ou comme le droit à la formation tout au long de la vie professionnelle.

La mise en œuvre effective des droits énoncés par la charte sera assurée par les Etats-membres et par la Communauté dans le cadre de ses compétences. Le texte de la charte invite à cet égard la Commission des Communautés européennes à prendre des initiatives

du même pas l'Europe économique et l'Europe sociale.

Il reconnaît aux travailleurs de la Communauté des droits sociaux, à la consultation et à la participation au sein des entreprises implantées dans plusieurs Etats-membres ou comme le droit à la formation tout au long de la vie professionnelle.

La mise en œuvre effective des droits énoncés par la charte sera assurée par les Etats-membres et par la Communauté dans le cadre de ses compétences. Le texte de la charte invite à cet égard la Commission des Communautés européennes à prendre des initiatives

Nominations individuelles

- Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :
- Sur proposition du premier ministre, M. Bernard Sarazin, préfet hors cadre, est nommé directeur des Journaux officiels.
- Sur proposition du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget et du ministre du commerce extérieur, M. Jacques Desponts est nommé directeur des relations économiques extérieures (Lire page 30).
- Sur proposition du ministre des postes, des télécommunications et de l'espace et du ministre de la recherche et de la technologie, M. Jacques-Louis Lions, membre de l'Institut, est renouvelé en qualité de président du conseil d'administration du Centre national d'études spatiales.
- Sur proposition du ministre de la recherche et de la technologie, sont nommés les membres du Comité national d'évaluation de la recherche, qui sera présidé par M. Guy Paillotin.

secours rapide à des populations touchées par une catastrophe naturelle ou par un conflit. Au total, environ 300 millions de francs ont été engagés par l'Etat.

L'action humanitaire internationale de la France s'est déployée au cours de ces derniers mois dans les pays suivants : Soudan, Somalie, Ethiopie, Népal, Burundi, Bangladesh, Jamaïque, Arménie soviétique, Yémen, Djibouti, Liban, Sénégal et Mauritanie, Antilles anglophones, Vietnam, Chine.

Ces opérations interministérielles ont été menées selon les principes suivants : coopération étroite entre les différents ministères intéressés, association entre les moyens publics et privés, recherche d'une action européenne dans le prolongement des initiatives françaises, concours de la France aux institutions spécialisées de l'ONU. La France a ainsi pu assurer, notamment grâce au dévouement des équipes de la sécurité civile et des armées, une présence active sur le terrain. Sa capacité opérationnelle sera accrue grâce à l'installation à partir de l'été 1990 de la cellule d'urgence et de veille du ministère des affaires étrangères, du ministère de la coopération et du développement et du secrétariat d'Etat à l'action humanitaire dans des locaux mieux adaptés, l'augmentation des moyens du fonds d'urgence humanitaire dont la dotation est portée à 50 millions de francs et la mise en place dans certaines de nos ambassades d'attachés humanitaires.

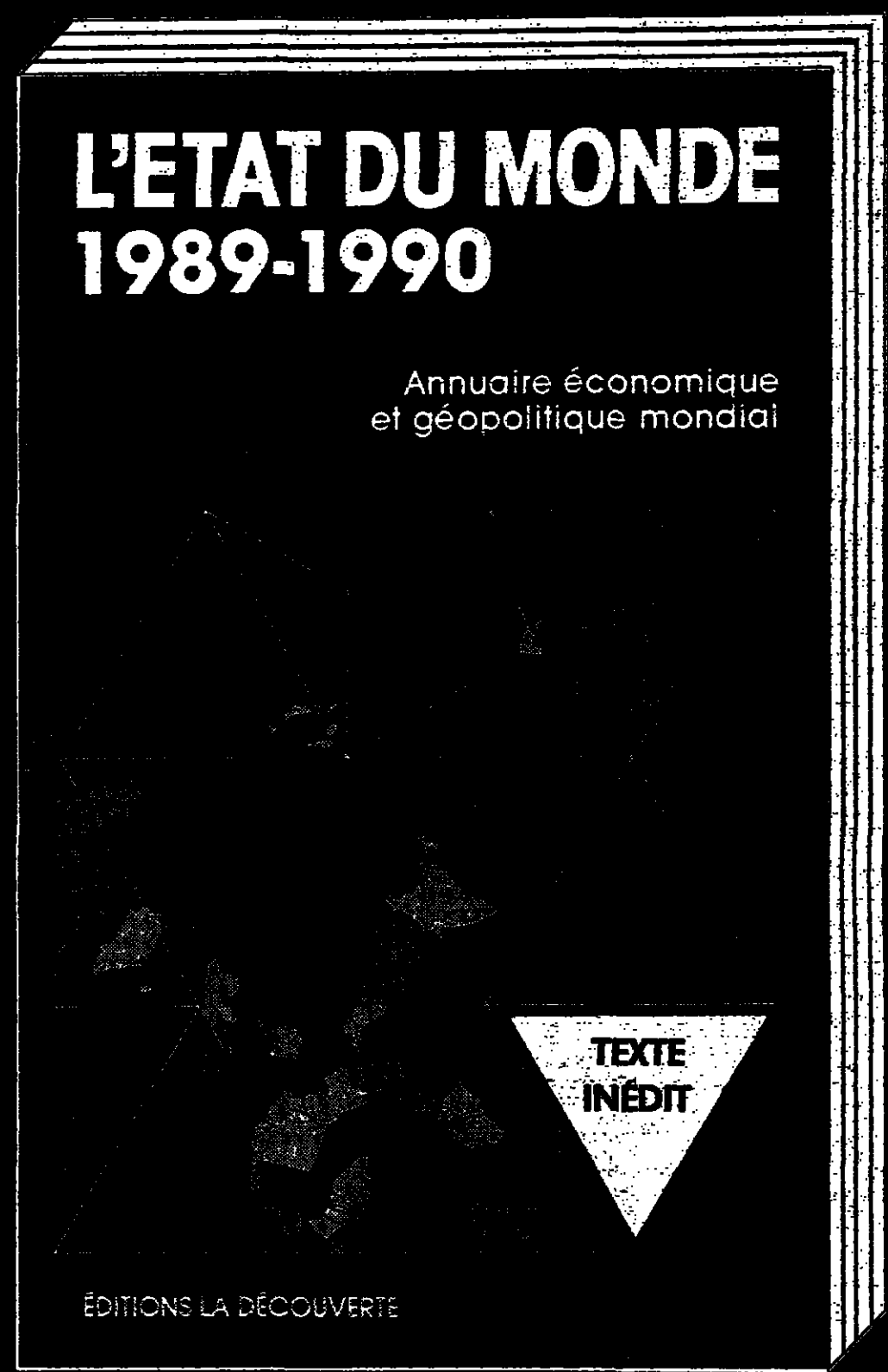
صلى الله عليه وسلم

صكنا من الاصل

L'ÉTAT DU MONDE 1989-1990

- Entièrement renouvelé, comme pour chacune des éditions précédentes, *L'état du monde 1989-1990* est un outil de travail indispensable pour qui veut suivre l'actualité internationale et comprendre l'évolution du monde.
- 280 articles rédigés par 140 spécialistes: journalistes, universitaires et chercheurs parmi lesquels Paul Balta, Michel Beaud, Denis Clerc, Jean-Luc Domenach, Pierre Haski, Alain Labrousse, Yves Lacoste, Alain Lipietz, Georges Mink, Olivier Roy, Marie-France Toinet, Michel Vovelle.
- Le dossier de l'année: l'écologie et l'environnement.
- 38 cartes inédites, 16 chronologies thématiques, 190 tableaux statistiques mis à jour, 80 bibliographies, un index de 2000 entrées... et l'humour de Plantu.

Relié, 640 pages.



Édition 1989

dans la même collection



Relié, 516 pages.

L'ÉTAT DE LA FRANCE ET DE SES HABITANTS sous la direction de Minelle Verdé

Avec cette nouvelle édition, qui comprend 160 articles inédits, rédigés par une centaine d'auteurs, *L'état de la France et de ses habitants* offre un panorama "sociologique" de la France d'aujourd'hui (rapport des Français avec les institutions et la politique, éducation, loisirs, culture, travail et emploi, consommation, amour et sexualité...), dresse un diagnostic complet et rigoureux de l'état de l'économie française (commerce extérieur, emploi, Bourse, croissance, protection sociale, fiscalité...), et analyse la politique extérieure de la France et la place de cette dernière dans le monde. La France, ce sont aussi ses 22 régions: pour

chacune d'entre elles, un article de fond, rédigé par un spécialiste reconnu, présente les évolutions majeures de ces dernières années. Complété par de nombreuses bibliographies et statistiques, un outil de connaissance sans équivalent sur notre société.

"C'est la densité des textes qui impressionne. Beaucoup d'informations, de rapprochements, de mises en perspective viennent, en quelques pages, compléter, renouveler ou transformer ce que l'on croyait savoir sur la question."

André Laurens, *Le Monde*.



POLITIQUE

La discussion du budget du ministère du travail à l'Assemblée nationale

M. Soisson annonce « une nouvelle donne entre l'Etat et l'ANPE »

Les députés ont adopté, jeudi 2 novembre, le budget du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Seuls les élus socialistes ont voté pour les crédits de M. Jean-Pierre Soisson. Le groupe centriste s'est abstenu tandis que le RPR, l'UDF et les communistes se trouvaient ensemble dans un

vote négatif. Ces crédits s'élevaient à 72214 millions de francs pour 1990 (6,1 % du budget général). Par rapport à 1989, ce budget est en régression de 10,3 %. Toutefois, le ministre a précisé que ces crédits augmentaient en fait, à structure égale par rapport à

l'année dernière, de 7,7 %. En effet, la subvention de l'Etat à l'Association pour la structure financière (ASF), dont le but est de financer en partie les surcoûts de l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans, arrive à échéance le 31 mars 1990. Cette subvention ne devrait pas être reconduite. En outre, certains crédits ins-

crits en 1989 n'ont pas été consommés ou ont été transférés vers d'autres ministères. En 1990, ils seront transformés en interventions en faveur de l'emploi et de la formation professionnelle. L'opposition a contesté en partie ces chiffres, estimant que le budget n'augmentait que de 4,5 %.

« J'engage la réforme du service public de l'emploi. Une rénovation s'impose », a lancé M. Jean-Pierre Soisson. Le ministre d'ouverture, a mis tout particulièrement l'accent sur la réforme de l'ANPE. Souffrant d'un sérieux déficit d'image, de marque, trop souvent considéré comme un simple fichier passif, l'Agence est en voie de refonte. « Les services rendus ne sont pas à la hauteur des besoins. C'est vrai en matière de prospection et de traitement des offres d'emploi des entreprises, c'est vrai également pour l'accueil et le suivi des demandeurs d'emploi », a expliqué le ministre qui a ajouté qu'il allait engager « une nouvelle donne entre l'Etat et l'ANPE ».

Pour ce faire, il souhaite donner à l'ANPE l'autonomie et la capacité d'adaptation indispensables à sa mutation. Un « contrat de progrès » sera ainsi mis en place entre le ministère du travail et l'ANPE. « Une évolution de son organisation interne et la définition d'objectifs précis en matière de classement d'une part, en matière d'accueil et d'évaluation des demandeurs d'emploi d'autre part ».

L'Etat s'engage à affecter à l'ANPE, progressivement, les emplois supplémentaires nécessaires et à financer un programme spécial pour l'amélioration des conditions matérielles d'accueil

des chômeurs. Dès 1990, les crédits correspondants, à hauteur de 100 millions de francs, seront inscrits au budget de l'établissement. « Le gouvernement déposera un amendement à la fin de la discussion de la seconde partie de la loi de finances qui prévoira les moyens nécessaires pour la première année du contrat de progrès, notamment la création de trois cents emplois », a expliqué M. Soisson.

Le statut du personnel de l'Agence sera également amendé. Le gouvernement donnera mandat au directeur général de l'ANPE afin qu'il négocie un nouveau statut avec les organisations syndicales. « Il faut aller vers un statut qui valorise les compétences, favorise la mobilité, assure un meilleur équilibre entre la promotion interne et le recrutement externe et, enfin, qui apporte en contrepartie des améliorations sensibles à la situation des agents ».

Le scepticisme des centristes et l'opposition des communistes

M. Adrien Zeller (UDC, Bas-Rhin), a fait le même constat que le ministre quant aux difficultés rencontrées par l'ANPE pour être en mesure d'organiser aujourd'hui la régulation et l'animation d'un marché du travail en mutation. Pour autant, le dispositif de M. Soisson a laissé M. Zeller plu-

lot sceptique : « Je crains que le lancement d'un projet d'entreprise ne fasse long feu et ne soit qu'un palliatif, les pesanteurs administratives reprennent rapidement le dessus. A vrai dire, il n'y a pas d'alternative dans ce domaine comme en matière de formation à une authentique régionalisation et décentralisation de ce service ».

M. Germain Gengenwin (UDC, Bas-Rhin) a d'ailleurs regretté que seuls 15 % des crédits de formation soient aujourd'hui décentralisés. Si le scepticisme était plutôt de mise à l'UDC, c'est une franche opposition qui a prévalu dans les rangs communistes. La réforme de l'ANPE n'a pas trouvé grâce aux yeux de M^{me} Mugette Jacquart (PCF, Seine-Saint-Denis), qui a accusé le gouvernement de vouloir « casser l'ANPE en la soumettant à la concurrence et en voulant en faire une entreprise comme les autres ». Selon ce député communiste, ne serait pris en compte dans cette réforme que « les besoins du patronat et de l'Europe (...) et ce qui quel que soit le prix pour les salariés actifs ou au chômage ».

Pour le reste, il n'est guère de pans de budget de M. Soisson qui n'aient été la cible des flèches du groupe communiste : « Les moyens en personnel dégrègés par votre budget demeurent largement insuffisants au regard des besoins, lesquels croissent paral-

èlement au développement de la précarité et des atteintes au droit du travail ». En revanche, le rapporteur spécial de la commission des finances, M. Pierre Forget (PS, Hautes-Pyrénées), s'est félicité de l'approche « plus globale et plus cohérente » de ce budget. Il s'est plu à souligner les innovations : contrats emploi-solidarité, mesures en faveur des chômeurs de plus de cinquante ans et des femmes créatrices d'entreprise, crédits d'impôt pour favoriser la réduction du temps de travail et une meilleure utilisation des équipements. C'est, notamment à cause de ces « progrès réels », que l'UDC a finalement décidé de s'abstenir, même si M. Méhaignerie et ses amis regrettaient « les ambiguïtés des concessions socialistes en matière d'aménagement du temps de travail ».

Le député RPR « rénovateur » du Val-de-Marne, M. Jean-Pierre Delalande, a également jugé que ce budget allait globalement dans le bon sens, mais qu'il lui manquait « le souffle de l'innovation ». Il s'agit en fait à ses yeux d'un budget « de reconduction et de redistribution des moyens ».

L'adhésion aux trois premières orientations de votre budget, a-t-il dit à M. Soisson, encourager les entreprises à une gestion prévisionnelle des emplois, accentuer le traitement économique du chô-

mage par des mesures fiscales, lancer des contrats emploi-solidarité. En revanche, je m'interroge sur votre quatrième objectif, à savoir agir sur la durée du travail. Le partage du travail est une idée malthusienne, une fausse bonne idée qui repose sur un raisonnement erroné. En réalité, le travail génère le travail. Et si l'on peut encore envisager une réduction du temps de travail pour les travaux manuels pénibles, le problème se pose en des termes très différents pour les services et les activités intellectuelles qui constituent maintenant la majorité des emplois ».

Négociations des Indes

M. Soisson a quant à lui insisté à nouveau comme il l'avait fait lors de la discussion de ses projets de loi concernant la prévention du licenciement et la lutte contre l'exclusion du monde du travail, sur la nécessité de s'attaquer au noyau dur du chômage qui reste pour l'heure insensible à la reprise de la croissance. « Il s'agit de promouvoir le retour à l'emploi de ceux que la reprise laisse sur le bas-côté de la route ».

Le ministre a indiqué en outre, pour apaiser notamment les craintes du groupe socialiste, qu'il engagerait, dès lundi 6 novembre, des négociations avec les par-

ties sociales en vue d'élaborer un projet de loi sur les contrats à durée déterminée et sur l'intérim.

De plus, s'agissant du volet de formation professionnelle (31 milliards de francs), M. André Laignel, secrétaire d'Etat pour ce secteur, a estimé que ce budget traduisait « une politique volontaire au service de la promotion de l'individu et de la modernisation de l'économie ». L'organisation des services de la formation professionnelle va subir des modifications. Ainsi les compétences dans ce domaine des directions départementales du travail et de l'emploi seront étendues, « afin de constituer un pôle gestionnaire suffisamment proche du terrain ». Au plan régional, sera créée au sein des délégations régionales à la formation professionnelle une cellule chargée du contrôle et de l'évaluation des organismes de formation.

Dans chaque région sera mise en place une cellule de planification commune à la direction régionale du travail et de l'emploi et à la direction régionale à la formation professionnelle. Enfin, aux niveaux départemental et local, les services devront appuyer la modernisation négociée des entreprises, développer le rôle d'experts en relations sociales, soutenir les initiatives locales pour l'emploi et la formation.

PIERRE SERVANT

La majorité sénatoriale réservée sur l'opportunité de modifier le régime social des agriculteurs

Les sénateurs ont entendu, jeudi 2 novembre, l'examen, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social, présenté par M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture. Ce texte, qui a pour objectif principal la modification du régime des cotisations sociales agricoles, avait été discuté au Sénat du 21 au 24 juin dernier, puis adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 1^{er} juillet.

« Je n'ai pas une vision pessimiste de notre secteur agricole », a déclaré M. Nallet en déclarant sa conviction en rappelant les derniers résultats du recensement général de l'agriculture, qui montraient qu'un grand nombre de jeunes agriculteurs se sont installés au cours de ces dernières années. « Ce recensement », a-t-il ajouté, « montre avec une parfaite clarté les problèmes que va poser, pendant vingt ans au moins, la gestion de la démographie agricole, complètement déséquilibrée ». Dans les deux prochaines décennies, a-t-il rappelé, « il y aura une baisse de 25 % de la surface agricole nationale utilisée ». Le premier objectif du gouvernement est de faire en sorte que ces terres « ne soient pas abandonnées, mais qu'elles aillent renforcer les exploitations subsistantes et les jeunes qui s'installent ».

Ce volet structurel passe par une réforme de certains instruments d'aménagement rural. Les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) verront leur mission élargie. Elles pourront ainsi apporter leur concours aux collectivités locales. De même, des Associations foncières agricoles (AFA) permettront à des propriétaires de mettre leurs terres en commun. Cette anticipation d'une abondance prochaine de terres passera, également par un assouplissement et une décentralisation

du mode de contrôle des structures agricoles. « Souplesse », « clarté », « simplicité », autant de principes que le ministre a souhaité appliquer à ces réformes structurelles. Ce sont les mêmes principes qui devront présider à l'élaboration de la grande réforme du régime de cotisations sociales agricoles qui constitue le trait principal du projet de loi.

Le déséquilibre démographique de la population agricole, a rappelé M. Nallet, « conduit inéluctablement à une détérioration du rapport entre le nombre des actifs et celui des inactifs, c'est-à-dire une hausse des dépenses plus forte que celle des recettes ». Le ministre a assuré que le déséquilibre « sera compensé par les concours de l'Etat et par un recours accru à la solidarité des autres régimes sociaux ». Ces solutions, « normales et justifiées », a-t-il ajouté, « imposent aux agriculteurs de donner à leur régime social des règles de fonctionnement aussi claires et équitables que possible » et « de se plier, sans réticence, aux règles qui s'appliquent à tous ». Sans de quoi, il risquerait, une nouvelle fois, de s'aliéner l'opinion publique.

Le RPR veut élargir les prérogatives de la Chambre Haute

Les sénateurs du groupe RPR vont être saisis d'un ensemble de propositions rédigées au sein d'un groupe de travail, présidé par M. Roger Homeni (Paris), qui a « plaché » sur une modification éventuelle des méthodes de travail du Sénat. Les propositions rapportées par M. Hubert Haenel (Haut-Rhin) seront transmises après examen le 15 novembre au président du Sénat M. Alain Poher.

Le nouveau régime des cotisations sociales sera fondé non plus sur le revenu cadastral, théorique, figé et souvent inégal, mais sur le revenu individuel effectif des exploitants agricoles.

Les différents intervenants au cours du débat général sont convenus du bien-fondé du projet et, particulièrement, de son volet social. M. Charles Fromaget (RPR, Nord) a déclaré : « cette réforme tant attendue, souvent promise, toujours remise ». Mais M. Marcel Souplet (UC, Oise) a souligné l'effort qui devait être fait auprès de l'opinion publique, « car le message agricole a du mal à passer ». Les sénateurs ont surtout voulu faire entendre leurs différences.

C'est surtout sur la question de la modification du régime social agricole que les sénateurs ont manifesté le plus de réserves. « Il s'agit d'un véritable bouleversement », a fait remarquer M. Raymond Bouvier (UC, Haute-Savoie). M. Auguste Cazalat (RPR, Pyrénées-Atlantiques) a ajouté que si « le principe est incontestable, il faut en mesurer les conséquences ». Les explications du ministre, faisant état de simulations relativement favorables au nouveau dispositif, n'ont pas

convaincu M. Prouvost, qui a regretté que le Parlement n'ait pas été saisi des derniers résultats. « Les simulations font apparaître des moyennes ; les variations individuelles seront beaucoup plus fortes », a-t-il ajouté.

Inquiet de l'augmentation prévisionnelle des cotisations, M. Roland du Lart (RI, Sarthe) a fait remarquer que ce régime allait entraîner « des transferts de charges, qui ne se réaliseraient dans de bonnes conditions que s'il existe un consensus général sur leurs modalités ». C'est pourquoi les sénateurs ont envisagé l'adoption d'un certain nombre de mesures, telles que la limitation à 10 % des hausses de ces cotisations ou l'exonération de la rente du sol pour les propriétaires.

Le ministre, qui s'était déclaré au début de la discussion générale « déçu de voir apparaître ces propositions (...) qui aboutiraient, si elles étaient adoptées, à vider le nouveau système de tout son sens », a demandé un vote bloqué sur l'article central du projet de loi.

La discussion devait reprendre vendredi matin.

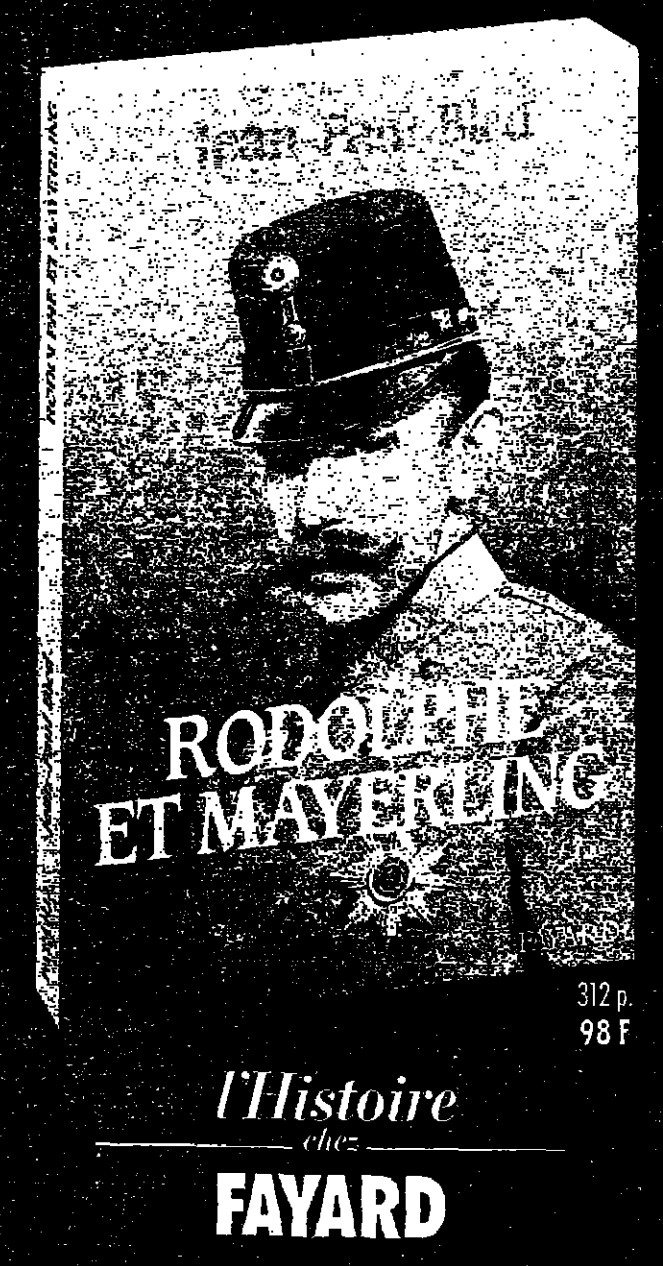
JEAN-PAUL BLED

Le livre définitif sur une histoire d'amours et de politique. Le cœur et la raison d'Etat.

Pierre Lamys, la Charente Libre

Une démonstration impeccable.

Jean Sevilla, Le Figaro Magazine



ALTERNATIVES ECONOMIQUES n° 71 novembre

EMPLOI Un plan pour quoi faire ?

17 F

502 من الاموال

15 Les bureaux français et européens
17 L'Agence centrale de presse et l'histoire de l'art

18 Théâtre : un entretien avec Edmond Jahès
19 Arts : la Biennale de São Paulo

19 La photographie et l'histoire de l'art
28 Tennis : l'Open de Paris-Bercy

Le désengagement de M. Robert Maxwell

L'Agence centrale de presse en quête de sauveteurs

Le désengagement de M. Robert Maxwell, actionnaire principal de l'Agence centrale de presse, met en cause la survie de la deuxième agence française. Au nom du pluralisme, les salariés de l'agence en appellent aux pouvoirs publics et aux autres actionnaires. Ils veulent aussi mettre en lumière les responsables de la crise, dans un contexte, il est vrai, difficile pour toutes les agences de presse. Les syndicats doivent rencontrer les dirigeants de la presse française et le ministre de la communication, avant le conseil d'administration de l'ACP prévu samedi 4 novembre.

Dans les bureaux modernes de l'ACP, au fond d'une cour rénovée de la rue du Sentier, le cliquetis des terminaux informatiques continue comme si de rien n'était. Le fil de l'agence, ce flot incessant de nouvelles, abonde en permanence les abonnés, télévisions, radios et quotidiens — dont une dizaine n'ont que ce fil pour remplir leurs pages nationales ou internationales. Les salariés tiennent à ce que ce fil-là marque leur volonté de survie. Sa cassure réjouirait trop les concu-

rs du président de l'agence, M. Alain Couture. La venue au son de cloche de l'agence pendant la journée, doute facilité par la géographie des locaux : l'existence d'une entrée spéciale de la direction dans l'immeuble lui permet de vivre en quasi-entente dans son troisième étage.

M. Couture est venu à 17 h 30, précédé d'une lettre expliquant qu'« aucune décision n'a été prise

bre : un nouveau comité d'entreprise étant convoqué pour lundi 6 novembre ».

Le calme de l'assemblée générale du personnel qui a suivi le comité d'entreprise n'a pas masqué l'insatisfaction devant ces attermoissements. « Consternant », a déclaré un syndicaliste au milieu des quotidiens. Au moins l'intersyndicale peut-elle constater dans un communiqué que « l'ACP n'est pas fermée ». Mais, poursuit-elle, « Robert Maxwell confirme son désengagement, et la fermeture de l'agence est inéluctable si des solutions ne sont pas trouvées rapidement ». L'intersyndicale insiste donc sur l'urgence des appels concrets, au-delà de toutes les déclarations de soutien qui se sont accumulées dans la journée : « C'est maintenant que doivent se prononcer nettement et passer aux actes tous ceux qui sont attachés au pluralisme des sources d'informations en France ».

Les déclarations de M. Tasca, envisageant un soutien de l'Etat sous forme d'abonnements supplémentaires des administrations, ont été bien accueillies. Mais l'apparition de M. Robert Maxwell, coiffé d'une casquette sportive, sur les écrans de télévision, a suscité en revanche les sarcasmes. Le son des journaux télévisés est vite coupé : on sait déjà que le magnat britannique de la presse « ne veut pas remettre un sou dans l'agence », même s'il envisage de rester actionnaire minoritaire.

En attendant le conseil d'administration décisif de samedi, les cent vingt salariés de l'agence attendent poursuivre leur pression sur deux fronts : celui du pluralisme et celui des responsabilités de M. Maxwell. Ils devaient ainsi ren-

contrer, dans la matinée du vendredi 3 novembre, les dirigeants de la Fédération nationale de la presse française avant une entrevue au ministère de la communication avec M. Tasca, dans l'après-midi.

Payer le prix du pluralisme

Si M. Maxwell confirme par écrit d'ici samedi sa volonté de ne plus combler le déficit — 2,5 millions de francs par mois —, comme le lui demande le président, M. Couture, ce dernier se tournera vers les autres actionnaires de l'agence (presse régionale, groupe Expansion, RTL, RMC). A défaut d'un engagement de leur part d'assumer ce financement, le dépôt de bilan serait alors envisagé.

Rappelant que c'est M. Maxwell, par sa gestion de fait — même s'il n'est pas dirigeant légal — qui a creusé le déficit de l'agence, les salariés veulent lui faire préciser les conditions de son retrait. Principal actionnaire, mais aussi principal créancier de l'agence, le groupe Maxwell peut avoir intérêt à éviter le dépôt de bilan et à négocier une sortie lui permettant de récupérer une partie de sa mise.

Toute la question reste de savoir qui acceptera de payer le prix du pluralisme de l'information en maintenant la vocation généraliste de l'ACP dans une solution de reprise. Le titre de la pétition lancée par le personnel le rappelle : « Pour le pluralisme des sources d'information, l'ACP doit vivre ».

MICHEL COLONNA D'ISTRIA



rents aux agents. En même temps, le personnel de l'agence souhaite un autre fil, celui du dialogue social, bien tenu depuis l'annonce de son désengagement par le principal actionnaire, M. Robert Maxwell (le Monde des 1^{er} et 2nd novembre).

En préface au comité d'entreprise qui s'est tenu dans la soirée du jeudi 2 novembre, les syndicats avaient posé une série de questions

concernant l'avenir de l'ACP jusqu'à un plan est en chantier. Au cours du comité, M. Couture a délivré une série de documents comptables et expliqué qu'un audit est certes en cours, mais qu'aucun plan n'a été établi et ne peut donc être communiqué, comme le demandaient les syndicats. Toute décision est donc renvoyée au conseil d'administration de l'agence, prévu samedi 4 novem-

POINT DE VUE

Sauver l'ACP

par Albert Boccara

L'ACP se meurt ! L'ACP est morte ? En bien non ! L'Agence centrale de presse, parisienne de presse issue de l'union générale de la Résistance, portée sur les fonts baptismaux par des pères fondateurs qui ont nom Gaston Defferre, Georges Lurçat, Henri Nogues, ne mérite pas de finir dans un caniveau de ce Sentier dont elle espérait faire ses Champs-Élysées et qui se révèle être, hélas, une mortelle impasse.

Mais qui est responsable de la situation dramatique dans laquelle elle se trouve ? Certes, pas en tout cas les cohortes de journalistes valeureux qui y ont œuvré ou y œuvrent encore dans le puevreté et la dignité. Mais il est vrai dans une ambiance qui fut toujours reconnue comme unique, faite de volontarisme, d'enthousiasme, d'unité et de confiance réciproque.

Une ambiance qui aura laissé sa marque sur les dizaines et les dizaines de stagiaires passés dans ses murs, qui en gardent tous un souvenir « inoubliable ». Car l'ACP fut un vrai conservatoire — pas le grand, celui de Mirailles plutôt — ou de nombreux grands noms de la presse actuelle — du Monde au Figaro en passant par Libération — ont fait leurs classes.

Quels sont alors les responsables ? Sera-t-il permis à quelqu'un qui fut des années durant, et jusqu'en 1987, le chef des informations de l'ACP de le désigner ? En premier l'AFP. Certes pas nos chers concurrents et amis de la place de la Bourse, mais les dirigeants successifs de la grande agence nationale et internationale que la France s'est donnée. Jamais ils n'auront consenti à laisser à l'ACP une place, fût-elle modeste, au soleil. Se battant même pour ne pas perdre à son avantage la moindre « feuille de chou » de sous-préfecture, la moindre départementale. Prêt-quant des prix de dumping pour retenir ceux qui tentaient tout de même l'aventure. Là où il y aurait pu y avoir une complémentarité bien comprise dans le cadre d'une coopération journalistique tonique et positive, l'impérialisme de l'AFP aura éradiqué les racines taries et provinciales sur lesquelles l'ACP comptait prospérer. C'est été de bonne guerre si le combat n'avait été aussi inégal, le

grande agence nationale vivait de subventions qui font de ses déficits autant de comptes passés par pertes et profits, alors que l'ACP vivait de ses seules recettes.

Un relais privilégié

Les autres responsables ne manquent pas, que sont les grands patrons de la presse régionale dont l'ACP devrait être le relais privilégié. Causés d'or pour la plupart, les grands régionaux et les moins grands, et jusqu'aux départementaux, n'auront jamais voulu consentir l'effort qui eût permis à la petite agence de la rue Carnation de survivre, sinon de prospérer. Et puis le temps passait où les patrons, encore fidèles à leur passé d'héroïques saltimbanques, passaient le relais à des géomètres issus de HEC ou de la Harvard School of Business... L'ACP n'était plus aux yeux de ces derniers qu'une proie facile dans la chasse aux « dépenses superflues » qu'ils entreprenaient dès leur arrivée. Mais il y avait heureusement Gaston Defferre qui, lui, n'oubliait pas et nous demeurait fidèle.

Au jour qu'il est fait en tout cas pour sauver l'ACP. Si le « capitaine Bob » voulait reprendre la barre, se disait qu'il serait digne ainsi d'un valeureux combattant qu'il fut lui-même lors de la dernière guerre et le non moins digne successeur de ceux qui fondèrent l'ACP, tout pourrait encore être sauvé. Robert Maxwell qui a, il faut le reconnaître, beaucoup investi à perte, y consentira-t-il ? Dans le cas contraire, comment ne se mobiliseraient pas des socialistes, et plus généralement des résistants au nom des plus glorieux parmi leurs aînés, qui firent de l'agence ce qu'elle est, et qui n'est pas rien ?

Comment enfin « Dieu » lui-même ne se pencherait-il pas sur l'agonie d'une entreprise que l'un de ses amis et ministres préférés a fondée dans l'ivresse de la Libération ?

Il faut donc sauver l'ACP. Mais si elle venait à mourir, que nous épargnerait alors leurs pleurs ceux qui n'auront pas su la préserver.

Albert Boccara a été chef des informations générales de l'ACP.

Les réactions

M^{me} Tasca veut favoriser la « reprise du dialogue »

Dans les milieux politiques

M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée chargée de la communication, s'est exprimée prudemment sur le dossier de l'ACP. Affirmant ne pas avoir eu de tout connaissance du plan de redressement de la direction et souhaitant avoir communication « aussi rapidement que possible » des principales données, le ministre a déclaré vouloir « favoriser la recherche de solutions » et « la reprise du dialogue » entre les personnels et M. Maxwell, qui a assumé, dit-elle, « depuis qu'il est entré dans cette entreprise, un déficit extrêmement lourd devant lequel, inéluctablement, c'est l'indépendance même de l'entreprise qui est en jeu ».

Évoquant un éventuel soutien du gouvernement à une tentative de sauvetage de l'ACP, M^{me} Tasca a précisé : « Il ne s'agit pas de faire traverser M. Maxwell. Je pense qu'il faut aussi entendre le point de vue d'un entrepreneur qui, c'est certain, ne peut pas non plus porter indéfiniment le poids de déficits considérables ».

Le porte-parole du Parti socialiste, M. Jean-Jack Queyranne, souligne combien, « dans un paysage marqué par les mouvements de concentration, il est indispensable qu'il y ait une diversité des sources d'information ». La France, déclare-t-elle, a la chance de posséder deux agences de presse : c'est une situation unique en Europe. Elle doit être préservée.

M. Jacques Toubon (RPR) qualifie de « catastrophe » la fermeture de l'agence, estimant que « le jour où Maxwell a pris le contrôle de l'agence, le sort de celle-ci était scellé ». « Cela ne veut pas dire que cela soit fini, estime toutefois M. Toubon. L'agence peut reprendre à condition que la presse et l'Etat mettent le paquet ». « Je ne crois pas, a-t-il ajouté, qu'il y ait la place pour une deuxième agence généraliste » ; cependant « il y a des moyens de retrouver un projet, mais pas sous la houlette d'un homme d'affaires ». « Une agence qui rendrait à la presse de province et à la presse spécialisée un certain nombre de services que ne leur rendent pas les grandes agences internationales peut être un projet qui tienne debout ».

M. François d'Aubert, député UDF de la Mayenne, n'épargne pas davantage ses critiques contre l'entrepreneur britannique, lequel

s'est comporté selon lui « comme un travailleur britannique revu par le Thatcherisme ambiant ». « Seule une volonté gouvernementale » et un nombre « suffisant d'abonnements » de la presse de province pourraient, dit-il, sauver l'agence. « Si les pouvoirs publics veulent faire un effort ils peuvent le faire ».

Le PCF, lui, se dit « solidaire des journalistes et du personnel de l'agence dans leur lutte pour se faire entendre » et fait « une question de principe » de sa position « pour le maintien de la pluralité des sources et contre la réduction du nombre de journaux ou d'agences ».

Dans les milieux syndicaux Les organisations syndicales dénoncent, unanimement, les méthodes de M. Maxwell. Le SNJ-CGT, dans un communiqué, souligne le « mépris des lois françaises, et notamment de l'article 48 de la convention collective nationale du travail des journalistes, qui prévoit le recours à une commission de conciliation avant toute fermeture d'entreprise ». Comme certains salariés de l'agence, le syndicat se réfère à quelques conflits précédents qui ont opposé M. Maxwell à ses salariés d'outre-Manche : « M. Maxwell se conduit envers les journalistes de l'ACP comme il l'a fait à l'encontre des grévistes de l'Argentan Press à Londres : il « lock-out », il licencie, lorsque des salariés sont contraints de défendre leur droit au travail ».

Avec quelque 8 % des parts de l'ACP avec RMC, RTL fait encore figure d'actionnaire minoritaire de l'ACP. Un actionnaire très détaché de la vie quotidienne de l'agence depuis la venue de la plupart de ses actions à M. Maxwell — il ne figure pas au conseil d'administration — et mis devant le fait accompli. M. Jacques Rigaud, son PDG, déclare : « On ne peut pas faire survivre artificiellement et indéfiniment une entreprise déficitaire. Nous avons fait à notre époque de gros efforts, croyant notamment à l'idée de pluralisme des agences. Cela n'a pas marché et nous ne sommes pas prêts à recommencer l'effort d'il y a cinq ou six ans pour essayer de sauver l'ACP. Robert Maxwell a visiblement d'autres problèmes mais aussi d'autres perspectives à l'étranger. Je crois donc, hélas ! le dossier totalement désespéré ».

Une rentabilité difficile

L'information coûte cher, à produire et à diffuser. Aussi les agences de presse mondiales sont-elles peu nombreuses. On en compte quatre en excluant la soviétique Tass : les américaines Associated Press et UPI, la britannique Reuter, et l'Agence France-Presse (AFP). Toutes entretiennent un personnel important, 1 600 journalistes et photographes pour AP, plus de 1 000 pour Reuters et l'AFP, 900 pour UPI, qui connaît des problèmes financiers depuis quelques années. Les autres agences de presse sont essentiellement nationales, comme DPA (Allemagne), ANSA (Italie), EFE (Espagne), ANP (Pays-Bas), etc.

Les marchés sur lesquels ces agences peuvent amortir leurs coûts sont de taille bien différentes : ainsi AP, coopérative regroupant plus de 1 000 journaux américains, compte — rien qu'aux États-Unis — plus de 1 600 quotidiens et près de 6 000 radios ou télévisions abonnés. Alors que l'AFP ne trouve qu'une part réduite de ses revenus sur le seul marché français des médias, et doit compter sur ses ventes à l'étranger et sur les nombreux abonnements des services de l'Etat pour équilibrer ses comptes.

Les agences ne peuvent plus, pour vivre, se cantonner à leur seul rôle d'agence de presse, au service exclusif des médias. Elles se sont donc, comme le note une étude récente d'Euromed Deise, lancées dans des stratégies de diversification et/ou de spécialisation. Reuter, par exemple, a été la première à confier à des multiples services d'information financière, et même de transactions électroniques, dont elle tire l'essentiel de ses revenus. AP, allié avec Dow Jones, chasse sur le même terrain, le plus solvable, étant donné le besoin des entreprises et des organismes financiers.

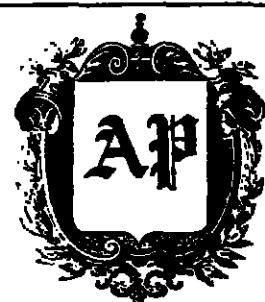
De son côté, l'AFP cherche à diversifier et ses produits et ses clients. Télématique, informatique, photo, service audio, banques de données sont autant de moyens de mieux décliner la matière produite auprès des clients traditionnels et d'en trouver le nouveau, hors des médias.

Pour l'Agence centrale de presse (ACP), agence limitée au marché français, avec des moyens réduits, se pose le même problème de stratégie générale : si ses clients traditionnels rechignent à payer le prix du pluralisme, quelle diversification ou spécialisation pourrait pallier la faiblesse des ressources tirées de la vente d'informations aux médias ? Faut-il jouer les compléments de l'AFP, avec des services « à la carte », au risque de se marginaliser, ou évoluer vers un rôle plus général d'agence d'information, cherchant de nouveaux marchés hors des médias ? Une piste que souhaitait explorer M. Michel Burton, ex-directeur de l'ACP, qui évaluait le marché de l'information générale auprès des médias dans l'Hexagone à 200 millions de francs environ alors que celui de l'information pour les collectivités locales ou les entreprises atteindrait, selon lui, 1,5 milliard de francs.

Encore le statut d'agence de presse freine-t-il la recherche de nouveaux clients, car il oblige, pour bénéficier d'avantages (tarifs de télécommunications, etc.) à avoir une majorité de clients de la presse écrite ou audiovisuelle.

Si l'ACP renonçait à sa vocation d'agence généraliste, d'autres sont sans doute prêts à tirer parti du vide créé. Outre l'AFP, Reuter, par exemple, fournit déjà une centaine de médias français, avec ses soixante-dix journalistes à Paris, dont la moitié produisent ou traitent l'information générale en français.

M. C. L.



ANTIQUAIRES A PARIS

ESPACE CHAMPERRET
PARIS 17^{ème}

Du 3 au 12 Novembre 1989

En semaine de 11 h à 20 h
Samedi Dimanche de 10 h à 20 h
Nocturne jusqu'à 22 h
Les 3 et 9 Novembre

سكن من الاول

حكايا من الوجدان

14 Le Monde • Samedi 4 novembre 1989 •

La rentrée littéraire

EDITIONS DU ROCHER

JEAN-PAUL BERTRAND ÉDITEUR



L'érudition et la passion

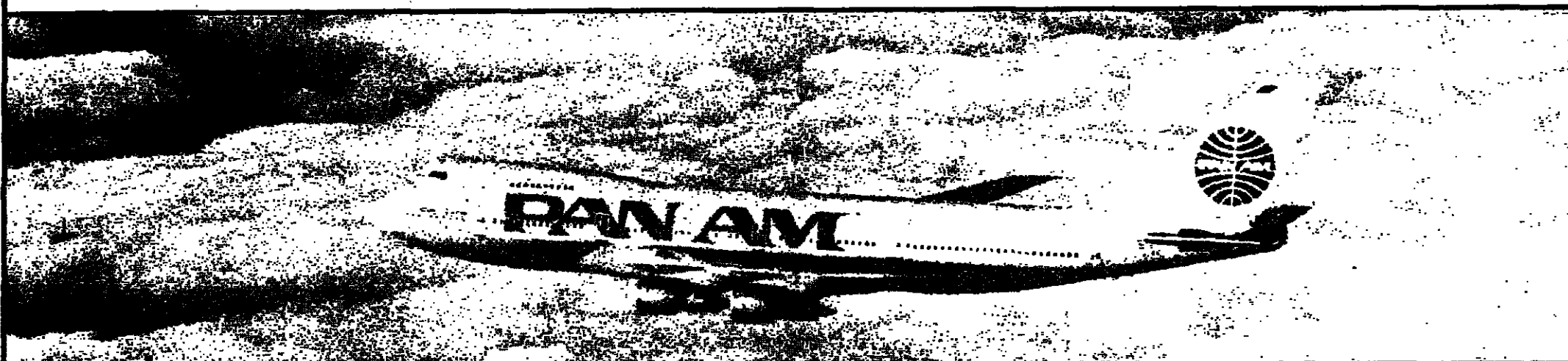
Un meurtrier suisse est condamné à la réclusion à vie

Fausse querelles

EDF doit fournir un courant « de qualité »

PAN AM U.S. SUPERPRICE + 180 F

c'est un billet U.S.A., 2 nuits d'hôtel
et une semaine de location de voiture.



Miami	3690	.....	4190
Orlando	3690	.....	4190
Dallas/Ft. Worth .	3890	.....	4390
Los Angeles	4490	.....	4990
San Francisco	4490	.....	4990

Pan Am vous offre des Superprice d'autonomie pour les USA. Pour en bénéficier, réservez vos places au plus tard 7 jours avant le départ. Faites votre voyage quand vous voulez entre le 2 novembre 1989 et le 31 mars 1990. Vous pouvez séjourner de 7 à 30 jours en territoire américain. Deux personnes ou plus munies chacune d'un billet Pan Am peuvent également bénéficier d'une offre exclusive proposée par Pan Am et Vacances Travelodge. Fabuleuses en collaboration avec Travelodge, Alamo et Dollar Rent-A-Car. Pour New York, cette offre spéciale comprend deux nuits d'hôtel et une 1/2 journée de visite de la ville. Pour nos

autres destinations, 2 nuits d'hôtel et une semaine de location de voiture. Cette offre exceptionnelle coûte seulement 180 F par personne. Pour plus d'informations, contactez Pan Am au (1) 42.66.45.45 ou Vacances Fabuleuses au (1) 42.66.41.76 ou votre Agent de Voyages et renseignez-vous sur nos offres spéciales valables pour 41 destinations.

Conditions d'application : Les billets U.S. Superprice s'appliquent sur des vols aller-retour au départ de Paris en Classe Economie. Ils doivent être réservés 7 jours avant le départ et payés dans les 48 heures suivant la réservation. Ils ne sont pas remboursables. L'offre spéciale Vacances Fabuleuses est valable du 1^{er} novembre 1989 au 31 mars 1990. Location de voiture de catégorie Economie (taxes et assurances non incluses). Logement en hôtels Travelodge ou Viscount de la chaîne Trusthouse Forte.

PAN AM

NUMERO UN SUR L'ATLANTIQUE

هكذا من الاعمال

حکذا من الاجل

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Un livre de Dominique Vernier et Maurice Peyrot

La cour d'assises au-delà du mythe

De toutes les juridictions judiciaires, c'est bien la cour d'assises que les Français pensent le mieux connaître. Depuis ses origines tout a été fait pour la populariser. La littérature romanesque l'a souvent mise en scène y compris par le truchement d'auteurs aussi huppés que Stendhal et Victor Hugo. Le cinéma, son tour venu, n'a pas été en reste. *Justice est faite*, d'André Cayatte, comme *la Vérité*, d'Henri-Georges Clouzot, qui faisait de Brigitte Bardot une accusée passionnelle de fort bon aloi, suffisaient pour en témoigner. On ne saurait oublier dans ces représentations des assises, toutes celles dues à la télévision et dont le succès constant, en dépit d'inégales qualités et de grossiers défauts, atteste l'attrait exercé sur le grand public par ces illustrations des aboutissements de la justice criminelle.

Le spectacle d'un spectacle n'a jamais donné qu'une connaissance sommaire et souvent erronée de la réalité. Voilà pourquoi, avec son titre tout simple : *La Cour d'assises* et sa méthode dans la bonne lignée des ouvrages de la collection « Que sais-je ? », le livre de Dominique Vernier et Maurice Peyrot est le bienvenu. Pour l'écrire les auteurs n'étaient pas sans titre ni qualité. La première est en charge de la rubrique judiciaire à l'Agence France-Presse ; le second est bien connu des lecteurs du *Monde* pour lesquels il se montre un observateur rigoureux de la justice au quotidien, celle qui commande de bien écouter pour bien faire connaître. L'un et l'autre savaient donc tout autant sur quoi ils entreprenaient d'écrire que la raison de cette entreprise.

Il s'agissait, sans prétention, de faire savoir au plus grand nombre de citoyens possible ce qu'est la cour d'assises, comment elle fonctionne, à quelles règles elle est tenue, s'agissant d'une juridiction pénale et la plus haute, où peuvent être appelés à siéger n'importe lequel des citoyens.

Comme l'écrivent, dès la première page, Dominique Vernier et Maurice Peyrot, les assises « occupent au sein des juridictions de jugement une place particulière et même exceptionnelle à bien des égards ». Avant eux, dans les années 50, un autre chroniqueur judiciaire de haute stature, Pierre Scize, exprimait autrement une impression identique : « Comme toutes les cérémonies aux formes immuables, écrit-il, que fixent en tous leurs détails des rites rigoureux — la messe, les courses de taureaux — les procès d'assises se ressemblent tous et sont tous différents. »

Souveraineté populaire

Ce sont justement ces « rites rigoureux » de la procédure en cour d'assises, que ce nouveau livre porte à la connaissance du public. Il présente un panorama précis, sans être fastidieux, de tout ce que la justice pénale doit accomplir, depuis la constatation d'un crime — qui n'est pas seulement un meurtre, un assassinat mais aussi un faux monnayage comme une atteinte à la sûreté de l'Etat — jusqu'au jugement de celui ou de ceux qui s'en trouveront accusés. Ainsi a-t-on un aperçu du rôle de chacun de ceux qui auront à intervenir au long de ce cheminement — police et gendarmes, juge d'instruction, chambre d'accusation, défense et partie civile — et pour finir de la cour d'assises elle-même.

L'institution remonte à 1810. Cependant les prémisses apparaissent dès 1792. Depuis 1810, on a aussi beaucoup réformé, modifié, amodié. L'idée de base est et reste celle de la souveraineté populaire au nom de laquelle il fut considéré que les hommes ou les femmes accusés des plus graves des infractions pénales, les crimes, devaient être jugés par des représentants du peuple. Ainsi apparaurent les jurés.

Aucun régime, république, empire, monarchie ne les ont jamais réunis en cause. Cela n'empêche pas qu'au fil des décennies leur statut a changé, leur nombre a varié et aussi leurs pouvoirs.

Dominique Vernier et Maurice Peyrot racontent cela très bien, très clairement. De même exposent-ils sans faille, dans le langage le plus accessible, les étapes de l'audience d'assises — de la comparution de l'accusé à la lecture du verdict, en passant par le tirage au sort des jurés, l'appel des témoins et des experts, l'interrogatoire, etc. Il ne s'agit pas pour autant d'un abrégé du code de procédure pénale. Certes les textes existent et il convient d'en donner la référence. Mais nos auteurs disposaient aussi de leur expérience, des impressions laissées par maints procès. C'est pourquoi leur livre a pu s'enrichir de touches discrètes qui viennent, chaque fois à point, pour illustrer une faille du système, montrer les raisons d'une évolution, faire subodorer les nécessités d'une réforme.

En les lisant, n'importe qui peut comprendre pourquoi l'article 64 du code pénal, celui qui définit, si mal depuis si longtemps, l'état de déraison, se trouve en passe d'être modifié. De même on mesure, à travers *La Cour d'assises*, aussi bien la difficulté du rôle d'accusé que celle des fonctions de président constamment guetté par la tentation inquisitoriale.

On n'est plus, ici, au théâtre ou à la télévision. Sans effets, deux journalistes nous parlent sérieusement de choses sérieuses. Il est à souhaiter que leur travail puisse être mis à la disposition de tout juré en puissance, mais aussi qu'en soient généralement pourvus les écoles de journalisme.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE
► *La Cour d'assises*, de Dominique Vernier et Maurice Peyrot, Presses universitaires de France, collections « Que sais-je ? », 126 pages, 30 F.

FAITS DIVERS

A Lille

L'acte de naissance de Charles de Gaulle retrouvé chez une greffière du tribunal

M^{me} Paulette Duriez, cinquante ans, greffière divisionnaire au tribunal de Lille, a été inculpée de vol, jeudi 2 novembre. L'original de l'acte de naissance de Charles de Gaulle, qui avait été retiré du registre d'état-civil du palais de justice (le *Monde* du 28 octobre), a été retrouvé, mercredi soir à Loos-lez-Lille, au domicile de la greffière.

M^{me} Duriez a été interpellée mercredi soir à la gare de Lille par des enquêteurs du SRPJ de Lille, alors qu'elle revenait d'une cure de trois semaines à Amélie-les-Bains (Pyrénées-Orientales).

La greffière a affirmé avoir placé le document, en juillet dernier, dans son sous-main au palais de justice, après l'avoir remplacé dans le registre par une photocopie. L'original s'était, en effet, détaché du registre après avoir été photocopié à de nombreuses reprises.

Selon ses affirmations, M^{me} Duriez est ensuite partie en vacances d'été, oubliant d'informer le greffier en chef du remplacement du document. A son retour, elle a demandé au relieur du palais s'il était possible de réinsérer le document dans le registre. A la veille de son départ en cure, le 6 octobre dernier, elle avait tenté en vain, a-t-elle affirmé, de joindre son supérieur avant d'emporter le document chez elle.

Une procédure disciplinaire a été engagée à l'encontre de la greffière.

■ **Bibliothèque franco-allemande à Ludwigsburg.** — Une bibliothèque sur la France est en train de se créer auprès de l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg grâce à un financement d'un montant initial de 1 million de deutschmarks (3,3 millions de francs) accordé par les Fondations Volkswagen et Robert Bosch. Une banque de données donnera accès à ce qui constitue dès aujourd'hui en République

ÉDUCATION

Les revenus des enseignants

Une enquête du « Monde de l'Éducation » provoque la colère du SNES

« Le Monde de l'Éducation de novembre tente une grossière et malveillante diversion visant à accablér l'idée que les enseignants auraient des rémunérations occultes et que leurs luttes passées et à venir, pour faire revaloriser ce métier et améliorer les conditions de travail, sont sans objet ». Dans un communiqué publié le 2 novembre, le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) réagit très vivement à l'enquête publiée dans la dernière livraison du *Monde de l'Éducation* et intitulée : « Les vrais revenus des enseignants ». « Nul doute, ajoute le principal syndicat des professeurs de lycées, que cet article sera ressenti comme un coup bas de la part d'un journal généralement très lu par les enseignants ».

Quel est l'objet du délit ? Une enquête iconoclaste, mais précise, chiffrée à l'appui, sur les revenus des enseignants. « Il n'y a pas que le salaire qui compte », souligne d'entrée de jeu Catherine Bédarida, principal auteur de cette enquête. « En réalité, les revenus que perçoivent les enseignants au titre de leur activité professionnelle sont bien supérieurs aux chiffres de la grille indiciaire de la fonction publique ». Avant d'ajouter : « S'il est vrai que la rémunération des enseignants est insuffisante, et bien inférieure à celle du privé, les disparités sont grandes. Et les revenus perçus plus élevés qu'il n'y paraît. »

A l'origine de ce décalage entre salaire de base et revenu réel, on trouve tout d'abord un système d'indemnités s'appliquant automatiquement à certaines catégories

d'enseignants : indemnité de logement des instituteurs, lorsqu'ils ne sont pas logés par la mairie, indemnité de suivi et d'orientation des élèves des professeurs de collège ; indemnité de professeur principal — à quoi s'ajoutent, désormais, des indemnités introduites au terme des négociations du printemps dernier sur la revalorisation du métier d'enseignant. Mais surtout l'enquête du *Monde de l'Éducation* donne un aperçu précis des revenus annexes que les enseignants — ceux du secondaire en particulier — peuvent tirer des heures supplémentaires de la formation continue, des « petits cours », des leçons particulières ou d'autres activités annexes que rendent possibles les libertés du métier. Les activités annexes payées par l'Éducation nationale représentent en moyenne 11 % du salaire pour les enseignants du second degré ; 25 % pour les agrégés hommes. Des rémunérations mensuelles brutes de 25 000 à plus de 30 000 F ne sont pas exceptionnelles pour les agrégés enseignant en classe préparatoire. « Pour faire sa démonstration, l'auteur s'appuie sur quelques exceptions et laisse entendre qu'il s'agit de la règle générale », rétorque le SNES. Tiède d'exemples précis et de données des fichiers de salaires, l'analyse du *Monde de l'Éducation* n'a pourtant rien de fantaisiste. La reconnaissance, désormais largement partagée, de la faiblesse relative des salaires des enseignants n'autorise pas pour autant à considérer comme tabou la question de leurs revenus annexes.

G. C.

-Moi, je suis très près de mes sous.



Téléservice BNP. La BNP sur Minitel.

Votre banque confortablement chez vous. Le Téléservice BNP vous permet 24 heures sur 24 d'accéder directement à vos comptes BNP et d'effectuer à domicile toutes vos opérations bancaires courantes. En toute confidentialité. Il vous suffit de faire 3614 BNP. Vos 3 premiers mois d'abonnement gratuits, si vous vous abonnez avant le 30 novembre 1989*

*Au lieu de 32,00 F par mois. Offre réservée aux particuliers s'abonnant pour la première fois. Coût de la communication Minitel : 0,13 à 0,37 F la minute.

BNP

C'est gagner.

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

Après l'accident du 19 octobre en Espagne

La centrale nucléaire de Vandellòs pourrait être définitivement arrêtée

Une délégation d'ingénieurs EDF s'est rendue jeudi 2 novembre en Espagne pour examiner la centrale nucléaire de Vandellòs I, arrêtée depuis le 19 octobre à la suite d'un incendie. Les responsables espagnols devaient tenir une conférence de presse ce vendredi 3 novembre pour donner des explications sur l'accident et ses conséquences. Pour leur part, les ingénieurs catalans organisent le lendemain un rassemblement sur place, des populations locales pour exiger l'arrêt définitif des quatre réacteurs en service dans la province de Tarragone.

BARCELONE

de notre envoyé spécial

C'est une coïncidence, mais elle vaut son pesant de symbole : Barcelone n'est qu'à 130 kilomètres de Vandellòs, soit la même distance qu'entre Kiev et Tchernobyl. Autre similitude : on dénombre quatre réacteurs nucléaires en Catalogne, comme à Tchernobyl. Mais le rapprochement s'arrête là. La centrale de Vandellòs I n'a pas explosé, et son réacteur a pu être stoppé immédiatement après le déclenchement de l'incendie.

L'unité de Vandellòs I, conçue et installée par les Français - EDF détient toujours 25 % des parts de la société franco-espagnole Hifensa, créée pour l'occasion, - est du type graphite-gaz, comme à Saint-Laurent-des-Bains, et non un modèle soviétique du type RBMK. Quant aux trois autres réacteurs, ils sont d'un autre type : réacteurs à eau pressurisée Westinghouse, donc américains - et surtout d'une autre génération. Les deux réacteurs d'Ascó, sur l'Ebre, ont été mis en service en 1983 et en 1985, et celui de Vandellòs II en 1987, soit quinze ans après le premier.

La différence entre les deux centrales de Vandellòs - qui restent des entreprises distinctes, implantées sur deux sites voisins ayant chacun leur clôture - saute aux yeux. Le réacteur franco-espagnol, avec son hangar cubique peint en rouge et gris, ressemble à une centrale thermique classique. Vandellòs II, en revanche, dresse vers le ciel un dôme de béton que, dans ce cadre privilégié entre mer et

montagne, on prendrait volontiers pour un observatoire astronomique.

Depuis l'incendie du 19 octobre, toutefois, les riverains du site nucléaire ne font plus de distinctions. Pour eux, il y a de l'atome là-dessous, et cela suffit. Ils ne font même plus la distinction entre les unités de Vandellòs, qui prennent leurs eaux de refroidissement en mer Méditerranée, sous le nez des pêcheurs qui croisent à quelques mètres de la côte, et les réacteurs d'Ascó, qui puisent dans l'Ebre, à l'intérieur des terres. Les quatre réacteurs se trouvent dans la province de Tarragone, dans cette Catalogne moins bien connue que la Costa Brava (pour le tourisme) et que Barcelone (pour le reste). C'est donc un tout.

Le 30 octobre, sous un soleil éclatant, les habitants de la région ont tenu à marquer leur hostilité au nucléaire en se rassemblant un peu partout : 400 personnes à Salou, 1 500 à Reus, et encore 1 500 à l'Anella de Mar où, le matin, les manifestants sont descendus dans la rue avec leurs batteries de cuisine pour une *cacerolada* (concert de casseroles) à la catalane. A leur tête, Ramon Margalef, un professeur « école » bien connu en Catalogne, dont la mère avait été décapitée en 1974 par la garde civile - avec deux compagnes - pour avoir protesté - déjà - contre les centrales nucléaires.

Le système d'urgence a bien fonctionné

Curieusement, cette sensibilité antimatérialiste ne s'est pas traduite par un vote écologiste lors des élections législatives du dimanche 29 octobre - dix jours après l'incendie. A l'Anella de Mar, les voix écologistes se sont dispersées sur quatre listes, dont la plus crédible (Alternativa Verde) n'a recueilli que 31 suffrages. Et à Vandellòs même, sur 589 suffrages exprimés, les écologistes ont obtenu quatre voix ! « Les Catalans n'ont jamais été rationnels », commente avec dépit un Vert de Barcelone.

Mais que s'est-il donc passé le 19 octobre dans le réacteur de Vandellòs I ? Prisonnier des consignes de sécurité données par Madrid en attendant la publication du rapport du Conseil de sécurité nucléaire, le directeur de la centrale, M. Carlos Fernandez Palomiro, ne veut rien dire.

Lors du débat organisé le 30 octobre au soir par la télévision

de Barcelone (TV 3), on en est resté aux généralités sur le nucléaire. Même dans les coulisses, le responsable de la sûreté nucléaire, M. Jesus Gil, s'en est tenu au mutisme le plus complet sur Vandellòs. Les maires invités au débat, vexés d'avoir été placés dans les gradins du public et non à la tribune, quitteront le studio, refusant de débattre en situation d'incertitude. « C'est du cinéma », explique Santiago Vilanova, un journaliste catalan « écologiste et nationaliste ». Ils commencent à regretter d'avoir accepté la centrale. La preuve : l'ancien maire d'Ascó, qui a démissionné pour ne pas continuer « sa » centrale, est resté au débat.

Quant aux pompiers, présents eux aussi dans les studios de TV 3, ils ne savent rien non plus pour la bonne raison qu'ils sont des professionnels ordinaires, pas du tout au fait de la chose nucléaire. « Nous ne savons pas ce que nous devons faire », répondent-ils, impuissants après avoir été accusés de n'aver les pompes de refroidissement, au risque de laisser le réacteur s'emballer. Etonnant : la centrale de Vandellòs I ne disposait pas, comme en principe toute centrale nucléaire, de sa propre équipe de pompiers !

Les détails - non officiels bien sûr, - nous en obtiendrons à très bonne source, en l'occurrence par l'homme qui a mis Vandellòs I sur les rails, M. Pedro Duran Farrell, ancien président de la Compagnie hydroélectrique de Catalogne, président de la commission franco-espagnole chargée de lancer la centrale... et actuellement conseiller occulte du gouvernement espagnol pour tout ce qui touche à l'énergie.

Selon les informations recueillies par M. Duran, « on n'a jamais joué la catastrophe à Vandellòs I, pour la bonne raison que le réacteur a été arrêté en trente-trois secondes. Même si les quatre pompes étaient tombées en panne, les deux groupes (250 mégawatts chacun) n'auraient pu s'emballer puisque le système d'arrêt d'urgence a parfaitement fonctionné ». A l'origine de l'accident, il semble qu'il faille incriminer la turbine. On suppose que, par ce qu'on appelle parfois un « effet de fusée », la turbine a perdu une ailette ou une pièce quelconque, alors qu'elle moulinait à 3 000 tours par minute. Un système de sécurité l'aurait, par un coup de frein brutal, ramené à 1 500 tours par minute, ce qui aurait produit un très fort échauf-

fement et mis le feu à l'huile des circuits. Quelque 12 tonnes d'huile ont ainsi brûlé, provoquant l'intervention des pompiers et le noyage des pompes sous 4 000 mètres cubes d'eau.

« Vandellòs I a marché comme une horloge pendant dix-sept ans, s'empresse de préciser M. Duran. Avec une disponibilité de sept mille deux cents heures par an, ce qui constitue un record mondial. Et elle produisait un kilowatt-heure à 4 pesetas (21 centimes) alors que Vandellòs II fournit le kilowatt-heure à 14 pesetas (75 centimes). En somme, la marie était trop belle.

Une coûteuse remise en route

Ce qui n'a pas empêché les autorités de Madrid de confier les réacteurs suivants à la Westinghouse américaine, « pour des raisons politiques ». Amabilité à l'égard de Washington, de la part d'un Franco près de sa fin, et reprise en main d'une Généralité de Catalogne qui commençait à faire cavalier seul avec la France. M. Duran a d'ailleurs démissionné en 1974 de son poste de président pour protester contre le refus de Madrid de poursuivre la coopération avec la France : « Je n'ai rien contre le choix américain, dit-il, mais c'était l'abandon d'une politique de coopération entre un grand pays nucléaire, la France, et notre pays de Catalogne, le petit voisin. »

Que va-t-il advenir de la centrale accidentée ? S'il ne tenait qu'à EDF, qui considère la filière graphite-gaz comme en fin de course, elle serait purement et simplement abandonnée. Or la Catalogne a besoin d'électricité pour soutenir son boom économique. Les autorités de Madrid songeraient à la remettre en route après réparation. Mais il en coûterait 12 milliards de pesetas (2,26 milliards de francs), rien que pour remplacer la turbine.

Même si une décision est prise en ce sens, Vandellòs I ne va pas redémarrer de sitôt. L'été prochain, les nuages qui envahissent chaque année la plage proche n'empêcheront plus qu'un seul roulement. Celui de Vandellòs II, condamnée à produire encore davantage.

ROGER CANS

JEAN ROLIN

Si vous n'avez pas acheté, lu et offert le Rolin, c'est à désespérer de la critique...



JEAN ROLIN

La frontière belge



JOLittès

Un des deux ou trois bons livres de la rentrée, un petit roman drôle et tordu, délicieux, plein de verve et de jus, sans grand sujet pontifiant, pas ramenard, bref un livre d'écrivain (...).

Michel Braudeau. *Le Monde*

Jean Rolin démantibule la fiction, déboussole le réel, lui inflige des dommages et des trous d'air incolmatables.

Patrick Grainville. *Le Figaro*

139 p. JOLittès 85 F.

photo: John Foley.

DÉFENSE

Sur le plateau d'Albion

Vingt bougies pour dix-huit missiles

Le secrétaire d'Etat à la défense, M. Gérard Renon, devait présider, vendredi 3 novembre, la cérémonie du vingtième anniversaire du plateau d'Albion, en Haute-Provence, où sont enfouis dix-huit missiles sol-sol balistiques nucléaires S-3D (D pour *durci*) dans les silos enterrés.

Il y a vingt ans l'Aérospatiale remettait à l'armée de l'air son premier silo, six ans après la décision du gouvernement d'installer sur le plateau d'Albion, à la limite des départements de la Drôme, du Vaucluse et des Alpes-de-Haute-Provence, une base de lancement de missiles stratégiques, qui complèterait les bombardiers nucléaires Mirage-IV.

En août 1971, après une visite de Georges Pompidou, alors chef de l'Etat, une première unité de tir de neuf missiles (S-2) était opérationnelle et la seconde unité a suivi en mai 1972. Le missile S-2 était un engin de 3 000 kilomètres de portée, avec une charge explosive de 150 kilotonnes (dix fois la puissance de la bombe sur Hiroshima). Ce groupement de missiles a été réparti sur une zone de 25 kilomètres sur 35 kilomètres, pour obliger un agresseur éventuel à prévoir l'attaque simultanée de vingt objectifs différents (les silos et les centres de soutien) et l'emploi de plusieurs armes nucléaires, pour une même cible.

En 1980, puis en 1982, ces deux mêmes unités de tir ont reçu de nouveaux missiles (S-3D) qui ont une portée de 4 500 kilomètres, emportent une charge explosive d'une mégatonne (environ cinquante fois la puissance de la

bombe sur Hiroshima) et, surtout, qui ont été « durcis » (c'est-à-dire rendus résistants aux effets perturbateurs de l'impulsion électromagnétique d'une explosion nucléaire adverse) et rendus discrets (ou furtifs) face à la menace d'une détection.

Au tournant du siècle

L'an dernier, le gouvernement a pris l'initiative de renouer sur une décision de son prédécesseur qui avait conçu le projet de remplacer le système d'arme actuel par des missiles déplaçables S-4 prêts pour 1996. L'Union soviétique (avec ses missiles SS-5) et les Etats-Unis (avec leurs missiles MX et Midgeman) ont recourus à des engins qui peuvent être mobiles pour être moins vulnérables à une première frappe adverse. Le programme S-4 (trente-trois missiles à trois têtes chacun, sur des distances de 4 500 kilomètres) a été estimé à environ 30 milliards de francs sur dix ans et il a été ajourné en septembre 1988 par le ministre de la défense.

Face à une opposition de droite qui, majoritairement, réclame la maintien d'une composante terrestre qui, outre son effet proprement militaire, a le double avantage de

symboliser la « sanctuarisation » du territoire national et de venir en renfort à une discussion par les sous-marins dont l'invulnérabilité n'est pas formelle. M. Jean-Pierre Chevènement soutient qu'il n'a pas abandonné le programme S-4 mais qu'il en reporte l'exécution « au tournant du siècle » prochain.

La nouvelle programmation militaire en débat au Parlement prévoit d'allouer environ 5 milliards de francs, entre 1990 et 1993, au développement d'un remplaçant du S-3D dans les silos mêmes du plateau d'Albion. Ce missile à tir tendu, pour franchir les défenses antimissiles adverses, serait un missile léger à deux étages, pesant 9 tonnes et armé d'une charge explosive de 300 kilotonnes, dans un premier temps.

Pour expliquer la suspension du projet, le gouvernement avance que l'état stratégique du monde et les négociations actuelles sur le désarmement n'incitent pas à anticiper trop précocement sur la succession du plateau d'Albion. En revanche, l'opposition fait valoir que le pouvoir socialiste ne lui paraît pas, en vérité, décidé à moderniser la dissuasion française, surtout si l'on observe que, de surcroît, il a reporté à l'an 2005 le nouveau missile M-5 des sous-marins.

JACQUES ISNARD

MÉDECINE

Gastronomie lyonnaise en infraction

Sur quatre-vingt-onze restaurants contrôlés cet été dans le Rhône par les services de la Direction de la concurrence, de la consommation et des fraudes, douze ont fait l'objet de procès-verbaux et vingt-quatre ont reçu un avertissement pour infraction à la loi ou aux règles de l'hygiène, a annoncé le 2 novembre son directeur, M. Jean-François Revenu. Les contrôles font état d'utilisation d'huiles frelatées, d'une hygiène douteuse des cuisines, de viandes avariées (170 kilos ont été saisis) et d'appellations d'origine falsifiées.

La président des hôteliers lyonnais, M. Christian Bourillot, estime que si l'on veut appliquer la loi dans toute sa rigueur « il faudrait fermer 80 % des deux mille sept cents restaurants de Lyon ». Quant au président du syndicat des restaurateurs lyonnais, M. Jean Vitte, il propose « d'assainir la profession » en créant une « charte qualité-hygiène » qui engagerait ses signataires à subir deux fois par an, inopinément, les contrôles d'un laboratoire de l'Institut Pasteur à Lyon.

DEVANT NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION COMMUNICATION

سكزا من الاصل

صكزا من الاموال

CULTURE

THÉÂTRE

« Dieu est le silence qu'il nous faut rompre »

Pierre-Antoine Villemaine adapte pour la scène
« le Livre des questions », d'Edmond Jabès. Entretien avec l'auteur

Né au Caire d'une famille juive chassée par Nasser, Edmond Jabès est arrivé en France en 1957, avec quatre ou cinq pièces de théâtre. « sans aucun intérêt », dit-il.

« J'ai écrit que mes livres sont faits pour être lus, mais aussi pour être dits. Plusieurs tentatives ont été faites de mettre en scène le Livre des questions. Il y a vingt ans, celle d'Henri Rousse, n'a pu aboutir — faute de moyens, je crois. Puis celle de Jean-Pierre Faye, sur la demande de Lucien Attoun, à Théâtre ouvert. C'était une lecture à deux voix, avec Catherine Sellers et Roger Blin. Blin avait même déclaré : « Enfin, ça c'est du théâtre ! »

Il m'est arrivé de faire des lectures publiques. En écrivant, je me lis toujours à haute voix : lire et écouter vont pour moi de pair. Quand le texte est écrit, je demande à ma femme de me le

lire. Je l'écoute les yeux fermés, car je vois mieux ce qui est dans le livre. Vous savez, dans le désert, vous entendez le bruit avant de voir l'animal. Le théâtre est un peu le contraire de ma démarche : il fait voir avant de faire entendre.

« Une mémoire qui viendrait d'ailleurs »

Je trouve très beau le titre choisi par Pierre-Antoine Villemaine pour son spectacle, *le Livre des questions* : le livre a sa mémoire, comme les mots. Bien des années après, l'adulte, retrouvant les mots de la berceuse que lui chantait sa mère, entend à nouveau sa voix. Quelque chose reste dans les mots. Après Auschwitz, il est vrai que nous sommes devant des mots blessés.

Le Livre des questions est notamment le récit de

l'amour de Sarah et Yukel. De retour d'Auschwitz, Sarah a perdu la raison. Cette blessure et cette mémoire juive hantent votre œuvre.

Il m'est arrivé une chose très curieuse : en Egypte, j'écrivais des poèmes proches de la poésie française, avec des filiations : Mallarmé, Baudelaire, les surréalistes, dont Max Jacob, mon premier guide. Et vivant, l'expérience du désert, je ne savais pas en parler. Il a fallu la rupture avec ce pays pour que le désert s'installe, me coupe de mes filiations, et que commence une aventure à laquelle je n'étais pas préparé. Dans mes poèmes écrits en Egypte, jamais vous ne trouverez le mot *juif*, ou le mot *Dieu*. Et, tout à coup, ils se sont imposés.

Mon écriture est restée très classique, française, mais il y a derrière comme une autre écoute,

comme une mémoire qui viendrait d'ailleurs et prolongerait ces mots français. Il ne s'agit pas de l'hébreu, je ne le connais pas, et, de toutes les traductions de mes livres, c'est la traduction hébraïque qui a posé le plus de difficultés.

Vous dites : mes livres sont ma biographie...

Une grande émotion peut réveiller des choses que vous n'avez pas vécues, au sens propre du terme, mais qui étaient ancrées en vous. Ainsi, quand j'ai dû quitter l'Egypte, je me suis posé cette question : y a-t-il une condition juive à laquelle on n'échappe pas ? Puis une seconde question : être écrivain, qu'est-ce que c'est ? Interroger le langage, c'est s'interroger soi-même.

« Nous faisons toujours le même chemin »

Vos livres évoquent, dans leur écriture, leur composition, les textes sacrés.

C'est possible, mais qu'est-ce qu'un texte sacré ? Quand on dit : c'est la parole de Dieu, on désigne la parole d'un homme qui a déclaré : Dieu a dit cela. Depuis des millénaires, nous n'avons fait que sacrifier des textes profanes. Pour moi, Dieu est ce silence qu'il faut à chaque fois rompre, ce vide contre lequel nous sommes obligés de lutter, et qui nous permet de survivre : nous faisons toujours le même chemin, puis nous nous rendons compte que nous avons dit très peu de choses, alors nous recommençons. Chaque écrivain porte en lui un livre mythique qu'il ne fera jamais, et c'est tout mieux, car l'inachevé, l'inaccompli, c'est la vie.

Propos recueillis par
ODILE QUIROT

La lecture et le jeu

Le spectacle, dans un premier temps, accole aux mots un personnage, même s'il travaille l'éclatement du récit à quatre voix — dans et hors cadre de scène — et plus, puisqu'on y parle aussi « off ». Le décor, un peu balourd, mal réalisé, évoque le désert, et le blanc de la page : le sol recouvert d'un tissu s'élève en arrière-scène en un petit monticule.

Un voile tour à tour jaune opaque, noir écran (les projections de mots sont-ils bien nécessaires ?), ou transparent scinde le plateau. Devant et derrière ce voile, lointains ou proches, apparaissent Sarah et Yukel, les deux amants juifs marqués du double sceau d'Auschwitz et du destin de leur peuple.

Bernard Brieux et Gisèle Renard se défont et de l'élégie et du pathétique, mais la tâche est trop lourde pour leurs épaules. Philippe Faure et Yves-Robert Viala, eux, font merveille. Ils incarnent à eux deux tous ces rabbins-poètes auxquels, écrit Jabès dans sa dédicace, « j'ai prêté mes paroles et dont le nom à travers les siècles fut le mien ».

Une belle et grande fragilité

Dans un deuxième temps, les voici tous les quatre rassemblés autour d'une table, texte et crayon à la main. Ils lisent l'histoire d'un homme, Yukel, qui a écrit un livre, et d'un autre

homme, un tailleur, qui raconte que sa femme a lu ce livre, et l'histoire de cette femme... Ils lisent, et jouent tout à la fois. Ils se lèvent, quittent la scène comme à regret, sans cesser de parler.

Le spectacle s'achève sur une parole, un nom : Edmond Jabès.

Quand l'interprétation n'est pas fixée, comme si chaque mot était une blessure, et une joie, alors le spectacle revêt une belle et grande fragilité : instants précieux, mais trop fugitifs.

O. Q.

Théâtre Rensud-Barraut. Maison internationale du théâtre. Tél. : 42-56-60-70.

Zingaro



L'été dernier, Zingaro a envoyé en Italie avant de se poser pour un mois dans les sables de la Carrière Callet à Avignon. A partir du 7 novembre, le « théâtre musical et équestre » prend ses quartiers d'hiver au Fort d'Aubervilliers, dans un bâtiment construit exprès pour lui, une cathédrale de bois artificiellement vieilli, « où l'on peut entendre à l'occasion le bruit de la pluie sur le toit », dit Bartabas, le chef de la tribu, qui sait apprécier les choses de la nature. L'endroit est magnifique, et le spectacle aussi, qui tréballe ce rituel flamboyant où se rencontrent les élans de l'innocence et l'art le plus sophistiqué. Chatteries couvertes de fleurs trépassées par des boucs sacrés, violons tziganes, canotiers portant la mémoire de contes échevelés... Et toujours, et surtout, le dialogue passionné des chevaux et des hommes.

C. G.

Aubervilliers, 176, avenue Jean-Jaurès, métro Fort d'Aubervilliers. Bus 152. Soirées à 20 h 30. Sauf mercredi et dimanche. Tél. : 48-78-75-00. Collectivités : 48-78-75-15.

Père et fils

« Visite d'un père à son fils », Etienne Bierry joue la pièce de Jean-Louis Bourdon, avec son fils Stéphane

Le fils, à peine plus de vingt ans, est en prison. Il a encore pas mal de temps à y tirer. Le père vient le voir, à l'heure des visites.

L'auteur, Jean-Louis Bourdon, n'a pas fait demi-mesure : le père est un vilain monsieur, égoïste, inconscient, intéressé, calculateur. Le fils est franc, spontané, généreux. Ce n'est pas tout à fait clair, mais il semble que les choses qui ont conduit le gosse en prison, il les a faites pour secourir le père.

Le fils s'inquiète de la mère, malade, qu'il faut opérer : une intervention très coûteuse. Mais le père a distrait l'argent, pour ses combines.

Difficile d'imaginer plus inhumain que cette rencontre. Du moins, c'est l'une des fascinations de la pièce, du moins la rencontre a-t-elle lieu, dans l'abjection, par l'abjection, alors que le père et le fils, dans un complot moins excessif, s'ignorent l'un l'autre, sans doute. C'est parce que le cours des choses les oppose cruellement, là où ils en sont, des deux côtés de l'enceinte de la table, c'est parce qu'ils n'ont plus rien du partage d'un père et d'un fils, parce que le fils méprise le père, parce que le père trahit et « oublie » le fils, que tous deux atteignent, par moments, passagèrement, des points d'accrochage. Etrangers, presque ennemis mortels, ils peuvent au moins se prendre pour cible. Et comme le texte du dialogue est un simple, plutôt froid, Jean-Louis Bourdon a écrit là une chose forte qui, par l'entremise d'un cas d'exception, va toucher le for intérieur, le « fonds commun » des consciences.

Le fils, c'est Stéphane Bierry. Un acteur d'un instinct vif. Une fraîcheur de jeu. Le père, c'est Etienne Bierry, lui nous l'avons vu dans cent rôles, il est chevronné comme pas deux. A la ville, Stéphane Bierry est le fils, et Etienne Bierry le père, les comparaisons s'arrêtent là.

Ce qui manque, peut-être, à ce spectacle remarquable, et poignant, c'est l'odeur locale, si particulière, des prisons. Peut-être aussi le mettre en scène, Georges Werler, a-t-il orienté le jeu des deux acteurs vers une « phénoménologie » trop simple, un comportement trop attendu, mais nous pouvons compter sur le père et le fils, (les vrais), pour améliorer l'optique.

MICHEL COURNOT.

Poche-Montparnasse, Salle 2, du mardi au samedi, à 21 heures. Tél. : 45-48-92-97.

JAZZ

« Miles Davis, l'autobiographie »

L'émotion et l'histoire

Le titre, en toute simplicité, c'est *l'Autobiographie*. Miles Davis a su dire de bons pour l'écriture que Marcel Proust pour la trompette. La question n'est d'ailleurs pas là. L'expérience, sans la moindre hésitation, veut le dénouer. Même plus sommairement dicté (à Quincy Troupe), on lit encore. Même moins bien traduit (excellente adaptation de Christian Gauthier), on relit évidemment. L'émotion perce partout. L'émotion et l'histoire. Toute la grossièreté de Miles, son insolence voyou, son injustice sans paroles s'échappent. C'est drôle. C'est dur. C'est instructif.

L'histoire des Blancs et des Noirs parce le livre de bout en bout, cette guerre américaine. L'histoire des hommes et des femmes la berce. Paris est plutôt bien traité, avec des yeux d'ami. Les jugements sont à l'emporte-pièce. Le langage est en permanence secoué par l'ordure, qui sonne comme une seconde

nature. Tout le monde en prend pour son grade, sauf les très grands, cet orchestre idéal qui aura été celui de Miles en près de cinquante ans : Bird, Coltrane, Mingus, Kenny Clark, Monk et les autres... Il y a des épisodes pénibles (la drogue), des filles tendres et faciles, des souvenirs irrattrapables et juste ce qu'il faut de ragots (Bird dans un taxi, etc.) pour que les gosses s'en délectent. Comme dit curieusement, Flaubert : « J'adore qu'on me raconte du mal des gens. Ça me fait autant de plaisir que si on me donnait de l'argent ».

FRANCIS MARBANDE

Miles Davis au Zénith, le 3 novembre, 20 h 30.

Miles Davis, *l'autobiographie*, par Miles Davis, avec Quincy Troupe, traduction de Christian Gauthier, Presses de la Renaissance, 130 F.

RTL

RTL

L'EVENEMENT à BERCY

CONCERT DE MUSIQUE Russe

TCHAIKOVSKI - PROKOFIEV

MERCREDI 22 NOVEMBRE à 20 h 30

avec la participation du

GRAND ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE MOSCOU

et du

CHŒUR ACADEMIQUE ALEXANDRE YOURLOV

sous la direction de

Vladimir FEDOSSEIEV

TCHAIKOVSKI : Liturgie de Saint Jean Chrysostome
PROKOFIEV : Oratorio "Ivan Le Terrible"

Boris MORGOUNOV : récitant
Nina ROMANOVA : mezzo-soprano
Grigori GRITSIOUK : baryton

EXTRAITS DU FILM D'EISENSTEIN SUR ECRANS GEANTS

LOCATION à BERCY et au FNAC - AGENCES

43 46 12 21

RENSEIGNEMENTS 40 02 60 40

Minitel : 36 15 Code BERCY

PALAIS OMNISPORTS PARIS BERCY

LAUSON

MARIA C
que je
PIRANI

CULTURE

PHOTOGRAPHIE

Consécration d'un art impur

« L'invention d'un art », au Musée national d'art moderne, montre comment la photographie a accompagné l'histoire de l'art au XX^e siècle

C'est sur un parti pris spectaculaire, instructif et séduisant qu'est bâtie l'exposition conçue par Alain Sayag et Jean-Claude Lemagny. Elle mobilise pour Stieglitz, en dix ans, le cinquième étage du Centre Pompidou, exclusivement réservé à la photographie.

Le pari de cet ensemble copieux repose sur un refus. Celui de présenter l'invention de la photographie comme une rupture. Et de la placer au contraire dans le prolongement de la création artistique, comme invite à le faire un essai de l'Américain Peter Galassi, paru en 1981. A l'inverse du préjugé habituel, la photographie n'est plus un produit d'une nouvelle manière de voir, qui a rendu possible sa naissance.

Tout au long du XX^e siècle, la photographie longe la ligne des arts plastiques. Et accompagne les différents courants artistiques de l'abstraction. C'est ce trajet cahoteux que retrace la seconde partie de l'exposition, fondée sur six grandes manifestations collectives internationales qui ont marqué son histoire. Toutes réunies, fidèlement, du sol au plafond, de l'accrochage à l'éclairage, dans leur environnement propre.

Siseau n° 291, 5-Avenue, au dernier étage d'un immeuble, « la plus grande au monde des petites galeries » est fondée par Stieglitz en 1905. Sorte de bombonnière aux murs saumon, ornée de rideaux de jute verte, cette oasis reçoit dans ses trois salles, l'élite du courant pictorialiste (Demachy, Puy, Coburn, Clarence H. White), mais aussi les premières œuvres de Brancusi, Matise, Picasso. Le divorce viendra de l'émigration de Barrière (1916) de Paul Strand, qui promeut la « photographie pure » en idéal.

An sentimentale esthétique des pictorialistes succède « Film und Foto » (« Film », ouvert à Stuttgart en 1929. La « nouvelle objectivité », proche des constructivistes russes, allie le rigueur à la netteté et épouse l'élan du monde moderne. Soucieux de créer avec des moyens proprement photographiques, les « nouveaux voyants » (Koditchensky, Moholy-Nagy, Kertész-Patze) effacent les frontières entre l'art et la technique. Cette vision documentaire, très novatrice, formellement liée au cinéma, à l'engagement social, sera réactualisée après la deuxième guerre mondiale par Otto Steinert et la photo subjective.

Si la « nouvelle objectivité » utilise la photo comme un médium pur, les surréalistes la traitent au contraire comme un médium parmi d'autres. Surimpression, collage, solarisation, granulation, bêtise, impression négative, effets de relief et distorsions inspirent ces enchanteurs astucieux qui jouent avec la technique et résistent à la tyrannie de



Christian Boltanski : « Installations » (1989)

la logique. Cette fête de la liberté et du plaisir, visible à Ténériffe, Londres et Paris (de 1935 à 1938), célèbre l'inventivité de Bellmer et Man Ray, génie polyvalent, dont la « série facie » y compris l'ultime radicalisation de la « Photo noire » (1930). — Obéissent les toiles de Masson, Max Ernst, Miro ou De Chirico.

Le but de Steichen avec la « Grande Famille des hommes » (1955) n'est pas d'exprimer un monde intérieur ou d'être complices des beaux-arts. Après le second conflit mondial, la « plus grande exposition photographique de tous les temps » délivre un message universel : espoir, amour et fraternité. Ce projet idéaliste sera vertueusement déconstruit par Roland Barthes. Le coup de grâce est porté en 1967 par les anthropologues de la « New Documents » (Arbus, Winogrand, Friedlander) qui révèlent l'aveugle du rêve américain et ouvrent une voie nouvelle au reportage.

Féminisme esthétique

La dernière partie, « La photographie comme art en 1989 », présente côté à côté, sans parti pris, les tenants de la « photographie pure », presque exclusivement français, et quarante-huit artistes du monde entier qui ne se disent pas photographes mais pensent « utiliser » la photographie. Toutes les œuvres ont été acquiescées en 1989-1990. Cette partie contemporaine, enfin, démontre, est la plus discutée, donc la plus passionnante, de l'exposition.

Le volet consacré à la photo « créative », ou « traditionnelle », est le plus faible. A côté de classiques (Cartier-Bresson, Doisneau, Klein), il y a les disparus (Mapplethorpe), les inconnus (Luttwak, Guidi), les incongrus (Despatis et Gobeil), les ratés d'opérateurs

communs (Class, Facon), Avedon, Michaels, Penn et Newton sont absents. N'est-ce pas Man Ray qui voudrait relier l'art et la mode ? La part belle est faite à la photo « émission d'émotion » (Pless, Guillo, Shiroka).

Corollaire au propos de Peter Galassi, le versant « plasticiens » tend à prouver que la photographie stimule et même secourt aujourd'hui la peinture. Retour du baroque et du simulacre, mélange des médias, éblouissement de couleurs, assaut des grands formats, le chemin s'est inversé. De l'icône (Boltanski, Messager) à la sculpture (Kern, Witkin, Webb, Skoglund), la photo interroge l'espace (Rouss, O'Donnell) et sa propre mémoire (Gioli, Wilson, Pajic, Bally-Matthe-Grand). Elle lorgne vers le théâtre et la narration (Touf Hocks, De Nooyer), nie l'identité du sujet (Shermann), clame son autonomie plastique par l'expansion du format (Horsfield, Collins, Tassan) ou crée à l'infini ses propres images (Galli, Wilson, Pajic, Bally-Matthe-Grand). Elle lorgne vers le théâtre et la narration (Touf Hocks, De Nooyer), nie l'identité du sujet (Shermann), clame son autonomie plastique par l'expansion du format (Horsfield, Collins, Tassan) ou crée à l'infini ses propres images (Galli, Wilson, Pajic, Bally-Matthe-Grand).

On peut discuter des choix, déplorer des absences (Apet, Fautou, Long, les Becher), critiquer le parti de la commande et les installations qui sont loin d'être tous réussies. On l'accrochage de travaux si partiels (Sophie Calle) qu'ils en deviennent incompréhensibles. Il fallait à cette exposition un parti pris spectaculaire, et malgré la confusion apparente, le choix des commissaires reflète bien l'éclectisme créatif, le formidable foisonnement esthétique de la photographie contemporaine. Enfin, Alain Fleischer pose fort bien la question dans l'épave catalogue : « Que devient, après ces transferts, ces croisements, ces inversions, la photographie et la peinture ? Qui est devenu l'photo ou l'objet de l'autre ? » A cette interrogation, l'exposition du Musée d'art moderne ne répond pas. Mais elle démontre avec faste la fécondité d'un art qui, depuis cent cinquante ans, n'a cessé de se remettre en cause, d'explorer et d'élargir ses limites. Malgré ses imperfections, la grande réussite de cette rétrospective est de montrer que la photographie participe pleinement au débat esthétique du vingtième siècle.

PATRICK ROEGIERS

« L'invention d'un art », exposition consacrée par la Bibliothèque nationale et le Musée national d'art moderne, avec le soutien d'Air France, Centre Pompidou, jusqu'au 1^{er} janvier 1990. Catalogue, publié en coédition Centre Georges Pompidou/Adam Biro, 340 p., 360 F.

ARTS

A Sao-Paulo, la Biennale dans un certain flou

La Biennale de Sao-Paulo a été créée en 1951 sur le modèle de celle de Venise. Le désordre en plus

Sao-Paulo a beau être sous les tropiques, il est des mois d'octobre où il y fait plus froid qu'à Paris, où la pluie tombe, où le ciel bas permet de renifler à fond le fumet très spécial des voitures carburant à l'alcool de canne. Or rien, ni les musées publicitaires, ni les panneaux de la campagne présidentielle, ne peut distraire de la grisaille des grates-ciels sans style et en pitoyable état, sauf les graffiti variés, saturés de couleurs, et souvent très beaux, qui semblent absolument nécessaires à l'équilibre de cette mégapole de quinze millions d'habitants.

La Biennale était l'unique raison d'un voyage qui ne permettait guère de fantaisies. Pourtant la manifestation est de celles dont on peut faire le tour en un après-midi, quitte à revenir le lendemain, pour être sûr d'avoir tout vu. Trois jours auraient donc permis de visiter quelques ateliers d'artistes, ou de faire le tour des cinq ou six bonnes galeries d'art de Sao-Paulo. C'était sans mesurer la dose de confusion dans laquelle n'est ouverte cette vingtième Biennale, dont le commissariat international, mais néanmoins brésilien, Carlos Von Schmidt, a démissionné le matin du vernissage (décision que depuis, il a reprise). Pourquoi ? S'agissait-il de questions d'indépendance, de pouvoir, ou de finances ? Ou des trois à la fois ? On n'a pas réussi à l'apprendre, le principal intéressé étant inaccessable, les autres responsables de la Biennale plutôt embarrassés, et son service de presse particulièrement déstabilisé.

Des choix personnels

Pour en savoir plus, il fallait donc se mettre à l'écoute des bruits et des vents contraires qui circulent le long des rampes du pavillon de la Biennale, banal du dehors, portant au dedans la patte de Niemeyer. Les journaux locaux ont bien sûr fait état de la situation, en centrant leurs papiers sur deux incidents fâcheux survenus pendant les préparatifs de l'exposition : le vol de deux sculptures en verre de l'Américain Chihuly, probablement avant que le service de sécurité, loué par le pavillon de la Biennale des Etats-Unis, arrive ; et la chute d'un tableau d'Yves Klein, consécutive à la minceur des cimaises auxquelles les clous en vigneux n'étaient pas adaptés.

Ce qui n'a pas facilité la tâche de Catherine Millet, chargée par Paris de la sélection française. Elle fut néanmoins récompensée par le prix de la meilleure participation. Ses choix, incontestablement très personnels, (l'exposition Klein était, elle, soustraite par le Brésil), pouvaient pourtant paraître curieux : Alain Jacquet, ce presque vierx routier des sphères célestes,

Antonio Semeraro, un abstrait raide, et des photos illustrant un propos conceptuel auquel il n'est peut-être pas permis de ne rien comprendre, mais auquel on avouera tout de même n'avoir rien compris.

Indépendamment des questions d'organisation, il semble que la Biennale de cette année souffre d'un certain flottement. Son contenu est moins bon, moins vif, selon les habitués, que lors des deux précédentes éditions. Celles-ci étaient confiées à un seul commissaire général, Sheila Leirner, alors que cette année, il y en avait trois : un pour la représentation nationale, un pour la représentation internationale, un pour les événements spéciaux (danse, théâtre, vidéo...).

Cette nouvelle répartition des responsabilités au sein de la manifestation pourrait expliquer ce qui cloche à l'intérieur du pavillon, où l'on enregistre à tous les étages, des mélanges d'anciens et de nouveaux en tous genres, faisant penser plus aux résultats de compromis qu'à une saisie de l'éclectisme de la création d'aujourd'hui. Et de trouver un peu partout, même aux dernières moutures de jeunes artistes, des hommages à Guyssamin et à Vieira da Silva, à Klein, à Beuys ou à Richard Hamilton, sans que l'on sache qui a voulu quoi, y compris dans les sélections étrangères.

On ressent un peu la même chose en visitant l'espace, un grand espace, consacré aux artistes brésiliens qu'inaugurent les sculptures rigoureuses d'un bon moderne classique : Sergio de Camargo. Sur une vingtaine d'artistes exposés, deux ou trois sont de très honnêtes jeunes peintres de nature, mais un peu passe-partout. D'autres jeunes forcent plus volontiers l'intérêt. Comme Marcos Coelho Benjamin, un sculpteur dont les pièges ressemblent à des grandes rapas ou à des objets ethnologiques.

Les Sud-Américains éparpillés

Ce sont cependant des artistes ayant la quarantaine passée qui s'imposent. Carmela Gross, avec son environnement léger et vaporeux de dessins spontanés, tracés, frottés sur les murs d'une salle ; José Resende, qui pend dans l'espace des grandes tiges de métal modelées et articulées en figures ; et Cildo Meireles, dont l'installation « L'Indien recouvert de billets de banque à l'intérieur d'une aire circulaire jonchée d'os de boucherie, qui sent effectivement l'os, et dit des choses que peu d'artistes parviennent à dire de façon originale.

On ne remarque pas beaucoup les autres Sud-Américains épar-

pillés dans le contingent international, très inégal, comme à la Biennale de Venise, où il arrive d'ailleurs que certains pays envoient les mêmes artistes qu'à Sao-Paulo, et vice versa. Mais les Européens, avec Marinus Boezem pour les Pays-Bas, Marc Trivier pour la Belgique, Richard Wilson pour la Grande-Bretagne, Fischli et Weiss pour la Suisse, n'y sont pas mal. L'Américain de Chicago, Martin Puryear, non plus, avec ses énormes volumes de bois aux rochers allusifs. C'est lui qui a reçu le Grand Prix.

La Biennale de Sao-Paulo a été créée en 1951 sur le modèle de la Biennale de Venise. Et comme sa grande sœur, comme toutes les manifestations de ce genre, elle a eu, au cours de son histoire, ses hauts et ses bas, qui l'ont amenée à modifier ses structures et ses orientations, pour se maintenir au niveau d'un vaste projet d'échanges et de diffusion culturelle, dans l'euphorie de l'industrialisation. Qui lui fit gagner un bâtiment spécialement construit pour elle, dans le parc Ibirapuera, urbanisé par Oscar Niemeyer. Elle a aussi fatélement été bouleversée par les changements de régime politique, malgré l'indépendance de son statut — celui d'une fondation, depuis 1961. Auparavant, elle dépendait du Musée d'art contemporain, créé en même temps qu'elle, et rattaché à l'université.

Ainsi l'avait voulu Francisco Matarazzo Sobrinho, collectionneur-donateur et, justement, fondateur de la Biennale, dont il est resté le président jusqu'en 1975. Avec lui et son équipe, la Biennale a connu ses premières mutations. Aux éditions entourées d'expositions répondant à un réel manque d'information sur l'art moderne, ainsi qu'à un besoin d'associer la réputation de la manifestation par des participations de prestige (ainsi pour la Biennale de 1953, où étaient présentes, entre autres, des œuvres de Klee, Braque, Duchamp, Brancusi, Kokoschka et Picasso, dont Guernica, mais oui — il est vrai que l'on fêtait alors le quatrième centenaire de la ville — ont succédé des éditions qui se voulaient vitrines de l'art contemporain et de ses nouveautés à travers le monde. Elles l'ont été, en partie du moins, et pourront l'être encore à condition de ne pas renouveler les bavures de cette année. Qui risquent de décourager certains pays d'y participer avec conviction.

GENEVIEVE BREERETTE

► Biennale de Sao-Paulo. Jusqu'au 10 décembre. La sélection française sera présentée à Paris, au Centre national des arts plastiques, du 27 mars au 7 mai 1990, puis à Marseille, au Centre de la Vieille-Charité, du 28 mai au 20 août.

Un « peep-show » au musée

Sous le titre « La photographie comme mémoire », le Musée d'art moderne présente une installation de Dieter Haeber, conçue pour la Biennale de Paris en 1977. Et un cabinet noir de photos érotiques exhumées de l'anonymat par Serge Brantly. C'est une bonne idée. La photo à caractère « pornographique » est un genre à part entière comme la photo de guerre, policière ou médicale. Elle obéit, comme eux, à des lois qui lui sont propres.

Ce genre occulte a été pratiqué par d'innombrables amateurs mais aussi par de très grands photographes. Pourquoi dès lors cacher les portraits de prostituées par Atget et Bellon ? Ou les vues corées de SM par Charles-François Jeandel, vers 1890 ? Pourquoi muer ce cabinet noir en « peep-show » pour voyeurs frustrés ? La « photographie défendue », promise silencieusement à l'entrée du musée.

P. R.

THÉÂTRE HUBERTOT 43 87 23 23

MARIA CASARES

La vie que je t'ai donnée

PIRANDELLO

ESPACE CHAMPERNET 3 au 12 novembre 1989

21^e SALON DES PAPIERS ANCIENS et des COLLECTIONS

• LIVRES • MANUSCRITS • APPAREILS • CARTES POSTALES •

• DOCUMENTS • PHOTOGRAPHIES • ARTS DÉCORATIFS •

• TISSUS • OBJETS D'ART •

CHATEAU THEATRE DU CARRE SILVIA MONFORT (32m de diamètre) état parfait avec 740 sièges.

Structure : chauffage, hall d'entrée, loges.

A VENDRE DE TOUTE URGENCE

TEL. 45.33.66.70

PLT!T

Direction Antoine Vitez

LE MOBIL D'AURORE

d'après le roman d'Erich Hackl

Adaptation et mise en scène de Marcelle Salivarova

Avec Christine Fersen* Jean-Luc Bideau* Catherine Baugue*

* de la Comédie-Française

Coproduction Théâtre national de l'Odéon.

Du 31 octobre au 3 décembre

à l'exception des 12 et 14 novembre

à l'exception des 12 et 14 novembre

Le dimanche à 18 h 30.

de

Théâtre national de l'Odéon, 1 place de l'Odéon 75008 Paris.

CE MOIS-CI DANS

CHALLENGES

LE PLUS EUROPÉEN DES MAGAZINES ECONOMIQUES

ARGENT

CES ENTREPRISES QUI EN GAGNENT VRAIMENT

Elles sont 94 à faire plus d'un milliard de chiffre d'affaires et à dégager une marge nette supérieure à 5%. Comment font-elles ?

Et aussi :

MODELE : CALVET EST-IL DIFFERENT DES AUTRES GRANDS PATRONS ? ■ FILON : BONNES AFFAIRES DANS LES MOU-ROIRS ■ GRAND BLEU : COUP DE SPLEEN CHEZ IBM ■ HABITAT : TERRENCE CONRAN N'EST PAS UN BARABARE ■ IMBROGLIO : PARETI SE PAYERA-T-IL BEREGOVY ■ ENTRETIEN : GEREMEK SUR L'ESPOIR POLONAIS.

صكذ من الاصل

SCIENCES

Un bilan de la Météorologie nationale

L'année la plus chaude

Les treize derniers mois, de septembre 1988 à octobre 1989, ont été les plus chauds que la France ait connus au cours des trente dernières années. La moyenne des températures pour l'ensemble de notre pays a été de 12,7° C. Elle bat donc légèrement celles des périodes correspondantes de 1960-1961 (12,5° C), de 1958-1959 (12,4° C) et encore plus de 1975-1976 (11,7° C).

La moyenne normale est de 11,3° C, et une différence de plus de 1 degré Celsius sur de telles moyennes représente un surcroît de chaleur remarquable. De même, la moyenne de la période correspondante la plus froide (10,2° C en 1962-1963) traduisait un déficit de chaleur très notable.

L'année exceptionnelle que nous venons de vivre ne veut nullement dire que le réchauffement redouté est déjà arrivé. Selon les statistiques de la Météorologie nationale, la répartition des années un peu plus chaudes ou un peu plus fraîches au cours de ces trente dernières années est purement aléatoire. Elle ne traduit aucune tendance à un réchauffement actuel.

Un déficit important des pluies

En outre, la France vit depuis treize mois au régime sec, même si la moitié nord de l'Hexagone a reçu quelques pluies pendant les derniers jours d'octobre et les premiers de novembre. Certes, au milieu de tous ces mois radieux, elle a été un peu plus arrosée et en décembre 1988, en février et

mars 1989, et il y a eu beaucoup plus d'eau que la normale en avril 1989, mois pendant lequel il est tombé 230 % des précipitations normales. Mais, depuis avril, la pluviométrie a été très déficitaire sur tout l'Hexagone.

Pourtant, la sécheresse de ces douze derniers mois (598 mm d'eau pour toute la France) ne bat pas le record de la période correspondante établi en 1975-1976 (590 mm d'eau).

Les chiffres des derniers mois de septembre et d'octobre sont éloquentes pour quasiment tout l'Hexagone (voir les tableaux).

Ce déficit très important des pluies fait que les débits des cours d'eau sont très faibles dans toute la partie du territoire située à l'est de la ligne Le Havre-Perpignan, dans le bassin supérieur de la Seine, l'est de la Bourgogne et quelques départements du Sud-Est. Selon le communiqué publié après la réunion du groupe de travail interministériel « sécheresse » du 19 octobre, les records de faible débit sont égaux ou battus en Bretagne, dans une partie des pays de Loire, dans le Sud-Ouest, dans la Drôme et le Var.

La concentration de la pollution dans les cours d'eau rend de plus en plus difficile l'alimentation en eau potable. Le groupe de travail rappelle que l'économie de l'eau et la lutte anti-gaspillage étaient toujours nécessaires.

Depuis le 19 octobre, les pluies de la fin de mois ont, certes, fait tomber une vingtaine de millimètres d'eau sur l'Ouest, le Nord et le Nord-Est, près d'une trentaine sur le Sud-Est, mais seulement quelques millimètres sur le Centre-Est. Ce qui est loin d'avoir comblé le déficit accumulé depuis des mois.

Y. R.

Pluies (en millimètres)

RÉGIONS	SEPTEMBRE		OCTOBRE	
	1989	Normale	1989	Normale
Ouest	17	66	47	71
Sud-Ouest	38	72	28	97
Nord	43	55	40	54
Centre-Est	44	74	22	72
Nord-Est	37	65	49	53
Sud-Est	59	70	33	97

Températures moyennes (en degrés Celsius)

RÉGIONS	SEPTEMBRE		OCTOBRE	
	1989	Normale	1989	Normale
Ouest	17,2	15,6	14,7	12,2
Sud-Ouest	17,8	16,8	15,6	15
Nord	16,2	15,2	13,3	11,1
Centre-Est	16,3	16,4	12,9	11,6
Nord-Est	15,7	15,3	12,1	10,5
Sud-Est	19,9	19,4	16,6	16,8

D'AUTRES MUSIQUES



18 H
VEND. 10 et SAM. 11 NOV.
MICHAEL NYMAN
2 PROGRAMMES
PRIX : 60 F - LOC. 42.74.22.77
2, PL. DU CHATELET PARIS

LIVRES

POLONAIS

et livres français

sur la Pologne

et l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél. : 43-26-51-09



INDISPENSABLE EUROPE

Ce texte, totalement dégagé du débat français, ne se soucie pas d'épargner les "acteurs politiques" à la veille de l'élection européenne.

Un volume 232 pages, 78 F

"C'EST UN LIVRE DECAPANT"

Collection "Mondes en devenir" dirigée par Edmond Jouve

EDITIONS BERGER-LEVRULT INTERNATIONAL

5 RUE AUGUSTE COMTE, 75006 PARIS - TEL. 46 34 12 35



Jean-Paul Benoit

INDISPENSABLE EUROPE

Ce texte, totalement dégagé du débat français, ne se soucie pas d'épargner les "acteurs politiques" à la veille de l'élection européenne.

Un volume 232 pages, 78 F

"C'EST UN LIVRE DECAPANT"

Collection "Mondes en devenir" dirigée par Edmond Jouve

EDITIONS BERGER-LEVRULT INTERNATIONAL

5 RUE AUGUSTE COMTE, 75006 PARIS - TEL. 46 34 12 35

AGENDA

CARNET DU Monde

Naissances

Le docteur William ALIMI et M^{me} sont heureux de faire part de la naissance du frère de

David,

né le 20 octobre 1989.

Catherine DUFLOULON-LINDEBERG, et Thierry ALLEMAND, ont la joie d'annoncer la naissance de

Louise,

le 15 octobre 1989, à Suresnes.

1 bis, rue du Tintoret, 92600 Asnières.

Décès

Le docteur Bellalouna, ses fils, ses petits-enfants, et toutes ses familles, font part du décès de leur chère et regrettée

Alysa BELLALOUNA,

survenue à Paris, le 1^{er} novembre 1989.

26, rue de Liabonne, 75008 Paris.

M^{me} Madeleine Collignon, M^{me} et M^{me} Jean-Pierre Collignon, M^{me} et M^{me} Pierre Huchet, M^{me} et M^{me} Serge Duchastel et leur fille, M^{me} et M^{me} Georges Rony, M^{me} et M^{me} Michel Ambroise et leurs enfants, M^{me} Jean-Claude Rony, M^{me} Michel Rony, Les familles parentes et alliées, ont la tristesse d'annoncer la disparition de

M. Georges COLLIGNON, chevalier de l'Ordre national du Mérite, chevalier du Mérite agricole, décédé le 2 novembre 1989.

Les obsèques auront lieu le mardi 7 novembre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame de Boulogne, 2, rue de l'Eglise, à Boulogne-Billancourt.

31, rue Fessart, 92100 Boulogne-Billancourt.

Le mardi 24 octobre 1989,

Engelhe CLAUDRUS-PETIT, compagne de la Liberté,

a eu la grâce de quitter paisiblement ce monde pour gagner la maison du Père.

L'amié témoignage, les chants partagés et tant de prières à Paris comme à Firminy, où il repose auprès de son épouse, ont répondu au vœu de simplicité qui était le sien.

Nous vous en remercions.

Françoise et Michel Vincenzelli, 20, rue du Puits-Carré, 27000 Evreux.

Isabelle et Jean-Luc Estin, 9, rue Jean-de-Loeuvre, 69002 Lyon.

Dominique et Dominique Claudrus-Petit, 11, avenue de la Fontaine, 92410 Ville-d'Avray.

M^{me} Colette Lesure, M^{me} François Lesure, M^{me} Louis Mahieu, Le docteur et M^{me} Xavier Gras et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Christian Gras et leurs enfants, ont l'immeuble de faire part du décès de

M^{me} Colette Lesure, M^{me} François Lesure, M^{me} Louis Mahieu, Le docteur et M^{me} Xavier Gras et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Christian Gras et leurs enfants, ont l'immeuble de faire part du décès de

M^{me} Colette Lesure, M^{me} François Lesure, M^{me} Louis Mahieu, Le docteur et M^{me} Xavier Gras et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Christian Gras et leurs enfants, ont l'immeuble de faire part du décès de

M^{me} Colette Lesure, M^{me} François Lesure, M^{me} Louis Mahieu, Le docteur et M^{me} Xavier Gras et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Christian Gras et leurs enfants, ont l'immeuble de faire part du décès de

M^{me} Colette Lesure, M^{me} François Lesure, M^{me} Louis Mahieu, Le docteur et M^{me} Xavier Gras et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Christian Gras et leurs enfants, ont l'immeuble de faire part du décès de

M^{me} Colette Lesure, M^{me} François Lesure, M^{me} Louis Mahieu, Le docteur et M^{me} Xavier Gras et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Christian Gras et leurs enfants, ont l'immeuble de faire part du décès de

M^{me} Colette Lesure, M^{me} François Lesure, M^{me} Louis Mahieu, Le docteur et M^{me} Xavier Gras et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Christian Gras et leurs enfants, ont l'immeuble de faire part du décès de

M^{me} Colette Lesure, M^{me} François Lesure, M^{me} Louis Mahieu, Le docteur et M^{me} Xavier Gras et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Christian Gras et leurs enfants, ont l'immeuble de faire part du décès de

M^{me} Colette Lesure, M^{me} François Lesure, M^{me} Louis Mahieu, Le docteur et M^{me} Xavier Gras et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Christian Gras et leurs enfants, ont l'immeuble de faire part du décès de

M^{me} Colette Lesure, M^{me} François Lesure, M^{me} Louis Mahieu, Le docteur et M^{me} Xavier Gras et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Christian Gras et leurs enfants, ont l'immeuble de faire part du décès de

M^{me} Colette Lesure, M^{me} François Lesure, M^{me} Louis Mahieu, Le docteur et M^{me} Xavier Gras et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Christian Gras et leurs enfants, ont l'immeuble de faire part du décès de

M^{me} Colette Lesure, M^{me} François Lesure, M^{me} Louis Mahieu, Le docteur et M^{me} Xavier Gras et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Christian Gras et leurs enfants, ont l'immeuble de faire part du décès de

M^{me} Colette Lesure, M^{me} François Lesure, M^{me} Louis Mahieu, Le docteur et M^{me} Xavier Gras et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Christian Gras et leurs enfants, ont l'immeuble de faire part du décès de

M^{me} et M^{me} Pierre Reynaud, ses parents, M^{me} et M^{me} Hernandez Guzman-Villanar, ses sœurs et beaux-frères, M^{me} Robert Denizet et ses enfants, ses belles-sœurs, neveux et nièces, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Joëlle LACOR-DENIZE,

survenue à Paris, le 28 octobre 1989, à l'âge de quarante-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 4 novembre, à 16 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Belleville, 129, rue de Belleville, Paris-19, suivie de l'inhumation au cimetière du Pré-Saint-Gervais, rue de Pantin (Seine-Saint-Denis).

Jacqueline et Claude Charlemagne, Thierry, Dominique, Damien et Florent, Marie-Thérèse et Christian Landouzy, Bruno et Benoît, Anne et Jacques Fyfe Sainte-Marie, Nicolas, Bénédicte, Laurent, Véronique et Jean-Eric, Claude Landouzy, La vicomtesse et la vicomtesse Le Jumeau de Kergraud, M^{me} Landouzy, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean LANDOUSY,

Marguerite Le Jumeau de Kergraud,

leur mère, grand-mère, sœur et belle-sœur,

survenue à Versailles, le 31 octobre 1989, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 4 novembre, à 9 h 30, en l'église Saint-François-Xavier (chapelle de la Sainte-Vierge), 12, place du Président-Michoud, Paris-7.

L'inhumation aura lieu à Signy-le-Petit (Ardennes), à 12 h 30, dans l'intimité familiale.

On y associera le souvenir de son mari,

Jean LANDOUSY,

décédé le 23 décembre 1988.

Courvet des Augustines, 23, rue E.-Charlot, 78000 Versailles.

Fatima Brahimi, Dorothée Burckel, Alain Cassa, Marie-Suzanne Kaba, Marie-Agnès Lamy, Dominique Lecourt, Catherine Marquet, Marion O'Callaghan, Jeanine Rabaux, Jacques Revel, Dominique Valland, Et Aly Sow, ses amis et son fils adoptif, ont la douleur de faire part du décès de

Didier LECLERCQ,

survenue à Paris, le 28 octobre 1989.

M^{me} Colette Lesure, M^{me} François Lesure, M^{me} Louis Mahieu, Le docteur et M^{me} Xavier Gras et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Christian Gras et leurs enfants, ont l'immeuble de faire part du décès de

M^{me} Colette Lesure,

Une cérémonie religieuse aura lieu le samedi 4 novembre 1989, à 14 heures, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin.

Dons pour la recherche CRAC, hôpital Salpêtrière, service du professeur Jacquillat.

M^{me} et M^{me} Benjamin Pagano et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Claude Pagano et leurs enfants, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

M. Félix Benjamin PAGANO,

survenue le 1^{er} novembre 1989, à Nice, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées le samedi 4 novembre, à 10 h 45, en l'église Saint-Jean-Evangéliste, boulevard Comte-de-Fallon, Nice (Alpes-Maritimes).

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue Guinon, 78220 Viry-Chatigny, 67, allée de la Sérénité, 06100 Nice.

M. Charles-Bernard PIRE, ses parents, M^{me} et M^{me} Bernard PIRE, ses sœurs et beaux-frères, M^{me} Robert Denizet et ses enfants, ses belles-sœurs, neveux et nièces, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Joëlle LACOR-DENIZE,

survenue à Paris, le 28 octobre 1989, à l'âge de quarante-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 4 novembre, à 16 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Belleville, 129, rue de Belleville, Paris-19, suivie de l'inhumation au cimetière du Pré-Saint-Gervais, rue de Pantin (Seine-Saint-Denis).

Jacqueline et Claude Charlemagne, Thierry, Dominique, Damien et Florent, Marie-Thérèse et Christian Landouzy, Bruno et Benoît, Anne et Jacques Fyfe Sainte-Marie, Nicolas, Bénédicte, Laurent, Véronique et Jean-Eric, Claude Landouzy, La vicomtesse et la vicomtesse Le Jumeau de Kergraud, M^{me} Landouzy, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean LANDOUSY,

Marguerite Le Jumeau de Kergraud,

leur mère, grand-mère, sœur et belle-sœur,

survenue à Versailles, le 31 octobre 1989, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 4 novembre, à 9 h 30, en l'église Saint-François-Xavier (chapelle de la Sainte-Vierge), 12, place du Président-Michoud, Paris-7.

L'inhumation aura lieu à Signy-le-Petit (Ardennes), à 12 h 30, dans l'intimité familiale.

On y associera le souvenir de son mari,

Tous les parents et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Charles-Bernard PIRE,

né Amédée Michéa,

survenue à Champan-Mont-Blanc, le 2 novembre 1989, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée samedi 4 courant.

Réunion en l'église Saint-Michel, à 14 heures.

La corbillon s'effectuera en voiture.

90, descendant des Pigeons, 74400 Champan-Mont-Blanc.

M. Louis Rodière, secrétaire général honoraire de l'administration universitaire (Alger et Paris), Les docteurs Jean-Louis et Pascale Rodière, Le docteur Jacques Rodière et Nicole, Le docteur Philippe Rodière, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne ROBINEAU,

née Ciron,

leur épouse et mère,

survenue le 28 octobre 1989, à Saint-Maurice (Val-de-Marne).

La cérémonie religieuse sera célébrée le 3 novembre 1989, en l'église Saint-Similien, à Nanterre.

15, rue Faidherbe, 75011 Paris.

Les familles Safaris et Chapoutot font part du décès de

M^{me} Anne SAFERIS,

née Barkan,

leur mère et grand-mère,

survenue le 29 octobre 1989, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans,

et rappellent le souvenir de son époux,

M. Monchu SAFERIS,

leur père et grand-père,

décédé le 20 octobre 1984, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

L'enterrement a eu lieu dans l'intimité.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Raymond SCALA,

survenue le 31 octobre 1989, à l'âge de soixante-cinq ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 4 novembre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame de Boulogne (Hauts-de-Seine).

De la part de M^{me} Raymond Scala, son épouse, André Scala, M^{me} et M^{me} Olivier Scala, Isabelle Scala et Bernard Poirier, Corinne Scala, ses enfants, Mathilde, Bruno, Augustin, ses petits-enfants, M^{me} Jean Scala, son frère,

Ni fleurs ni couronnes.

12 bis, avenue Emile, 78170 La Celle-Saint-Cloud.

Le Comité français du thé et le

Syndicat français des importateurs de

thé ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Raymond SCALA,

expert près la cour d'appel de Paris, chevalier de l'Ordre national du Mérite, chevalier du Mérite agricole,

président d'honneur du Syndicat français des importateurs de thé, ancien président du Comité européen du thé, ancien président du Syndicat français des importateurs de thé, ancien président du Comité français du thé et du CEFREPT, ancien président du Syndicat national des plantes à infusion.

M. Jacques Tronche, Le docteur et M^{me} Robert Tronche, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} et M^{me} Philippe Tronche, Le docteur et M^{me} François Tronche et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Germaine TRONCHE,

née Pettinacci,

survenue à Paris le 1^{er} novembre 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année,

leur épouse, mère, grand-mère et arrière-grand-mère.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église du Crottoy (Somme), le samedi 4 novembre à 15 heures.

Le président, Le conseil d'administration, Le service de formation continue (SEPOCEP), Et les personnels de l'université Rennes-II-Haute-Bretagne, ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques VIDAL, chargé de mission au SEPOCEP,

survenue le 31 octobre 1989, à l'âge de quarante et un ans.

Anniversaires

Il y a dix ans, Marcel CARIVEN, nous quitte.

Pour l'homme et l'artiste qu'il fut, une pensée est adressée à ceux qui ont travaillé avec lui, qui l'ont approché, connu, aimé.

+ Vous nous laissez des souvenirs qui donnent des raisons de vivre. (Joseph Peyron, artiste lyrique.)

Avis de messes

Les rescapés de l'île de Pâques

Les statues ne sont pas les seuls occupants de l'île de Pâques, il y a aussi les Pascuans. Une communauté qui n'a pas été ménagée par l'Histoire.

UNE île pas bien grande apparaît dans les nuages de l'après-midi. L'île de Pâques est vraiment perdue au milieu du Pacifique sud. Depuis plus de quatre heures, le Boeing-707 a décollé de Santiago du Chili. Pendant tout ce temps, nous n'avons rien vu, sauf des nuages et, parfois, un peu d'océan scintillant. À peine entravée, l'île disparaît car l'après-midi est en train de tomber. L'atterrissage, en effet, exige que l'appareil se présente devant la piste à une hauteur faible mais bien définie, et elle donc tourner assez loin au nord-ouest de l'île. Il n'y a pas de problème de longueur : construite en 1967, la piste a été ensuite allongée à près de 3 500 mètres de façon à pouvoir, en cas de besoin, accueillir la navette américaine. Elle a même reçu un Concorde en juillet 1987. Mais l'île de Pâques est hémisphère de volcans ; elle est dans la zone des alizés du sud-est si bien que l'emplacement imposé par les conditions naturelles fait que la piste commence tout près de la côte, à quelques dizaines de mètres d'altitude, et que les premières balises signalant l'approche aux avions sont perchées sur de hautes rochers plantés en bordure de la mer.

La fréquence des deux ou trois vols réguliers qui vont, chaque semaine, de Santiago du Chili à Tahiti (et retour) avec escale à l'île de Pâques n'a pas lassé la curiosité des deux mille deux cents habitants. Une petite foule joyeuse accueille les arrivants à la sortie de l'aéroport. Les uns sont venus chercher des parents, les autres, des chiens, les derniers se contentent du seul plaisir du spectacle.

Le vent est frais, même si le soleil est fort. Il n'y a ni cocotiers ni lagon. Mais nous sommes bien en Polynésie. La plupart des Pascuans ressemblent plus ou moins aux Tahitiens, et l'accueil comprend obligatoirement le don d'un collier de fleurs. Pas des tiaras, cette petite étoile blanche, veloutée et incroyablement odoriférante qui caractérise la Polynésie française. Mais des capucines aux couleurs éclatantes qui se sont très bien acclimatées sur l'île de Pâques.

En 1972, les mille huit cents passagers du France, qui avaient passé quelques heures sur l'île, avaient dû circuler soit à cheval, soit dans des carioles à cheval. Ce qui avait posé de gros problèmes de transport. Actuellement, voitures, minibus et camionnettes sont fort nombreux et permettent de visiter

agréablement les innombrables sites, même les plus éloignés. Etant entendu que le plus grand côté de l'île - l'hypothèse d'un triangle rectangle à peu près isocèle - n'est long que de 25 kilomètres. Cela ne supprime pas toute marche à pied au milieu d'un épais tapis d'herbes qui cache traitressement d'innombrables pierres et cailloux volcaniques très instables sous les semelles.

L'île de Pâques, en effet, est entièrement volcanique. Elle est née de l'activité d'une dorsale océanique (1) et elle s'est formée par l'émission successive de trois centres principaux : d'abord Poike (la pointe est), il y a trois millions d'années puis Rano Kau (la cornue sud-ouest), il y a environ deux millions d'années, enfin l'ensemble de Terevaka (l'angle nord) actif jusqu'à il y a trois cent mille ans.

L'île appartient tout entière au domaine océanique. Jamais elle n'a été reliée à un continent, que ce soit l'Amérique du Sud ou une terre mythique - englobée bien sûr - comme ont tenté de le faire croire des auteurs à l'imagination fertile mais à l'esprit dénué de la moindre connaissance scientifique.

Seuls les poulets...

Après son immersion, l'île de Pâques est restée livrée à elle-même. Les graines véhiculées par le vent et les oiseaux de mer ont peu à peu couvert de végétation cette terre nue. Si bien que lorsque des Polynésiens, partis probablement des îles Marquises, ont abordé - par quel miracle ? - sur cette île vierge, ils y ont trouvé en abondance de l'herbe et surtout plusieurs espèces d'arbres et d'arbustes, comme l'ont montré les études palynologiques menées depuis 1977 par un spécialiste britannique, J.R. Flannery, sous l'impulsion du cercle d'études sur l'île de Pâques.

Ainsi les premiers habitants, arrivés très probablement vers le début du sixième siècle de notre ère, avaient-ils le combustible nécessaire à la cuisson des aliments et le bois indispensable au transport des énormes statues de pierre - les moai - qu'ils ont façonnées par centaines du septième au dixième siècle jusqu'au seizième ou dix-septième siècle. D'autres arrivées ont probablement eu lieu plus tard, de Mangareva (les Gambiers) en particulier.

Comme toujours, les immigrants polynésiens ont dû apporter, sur leurs énormes pirogues, des plantes vivrières et des animaux domestiques. Toutes les espèces n'ont pas survécu à la traversée ou à l'installation sur une terre plus fraîche que leurs îles d'origine. En tout cas, lorsque les premiers navigateurs européens arrivèrent - Jacob Roggeveen, le 5 avril 1722, puis Cook, Lapérouse, entre autres - la nourriture de base des Pascuans se composait de patates douces, de bananes, d'ignames, de taro. Pour les protéines, les émigrants polynésiens importaient toujours des porcs, des chiens et des poulets. Mais les poulets, seuls, survécurent. A ces volatiles pas très nombreux, les Pascuans ajoutaient des coquillages, des crustacés, quelques poissons. Les arbres autochtones, en effet, ne permettaient pas la construction de pirogues capables d'aller assez loin au large.

Le cannibalisme devait fournir quelques protéines supplémentaires, surtout à partir du quinzième ou du seizième siècle lorsque firent rage les luttes tribales, probablement induites par la surpopulation : des spécialistes pensent qu'à cette époque il y a eu douze mille ou même vingt mille Pascuans, soit beaucoup trop pour les possibilités d'une petite île dont les terres cultivables étaient réduites. Surpopulation et luttes tribales ont dû fortement contribuer à la disparition des arbres et au renversement des centaines de grandes statues érigées pour leur quasi-totalité

en bordure de mer à laquelle, d'ailleurs, elles tournaient le dos. Ces statues devaient représenter des ancêtres qui protégeaient les villages auxquels elles faisaient face. Les visiteurs européens du dix-huitième siècle constatèrent que l'île était déboisée et que de nombreuses statues gisaient brisées sur le sol.

Actuellement, les statues sont encore par terre sauf quelques-unes qui ont été réassemblées et redressées sur leur plate-forme piédestal (ahu), notamment celles de l'ahu Akivi (le seul où les moai regardent vers la mer), celles de l'ahu Tahai, celles de l'ahu Nau Nau, sur la plage d'Anakena. Les quinze moai (chiffre record) de l'ahu Tongariki devaient être remis en place en 1960. Mais les 21 et 22 mai 1960, trois très violents tremblements de terre se produisirent sous le Pacifique devant la côte chilienne. Ils engendrèrent un tsunami (souvent appelé à tort « raz de marée »), c'est-à-dire une onde qui se propage dans l'océan et qui se gonfle en vagues monstrueuses lorsqu'elle arrive dans certaines baies. Ce fut le cas le 22 mai 1960 dans la baie au fond de laquelle était l'ahu Tongariki. Les vagues balayèrent, comme fétus de paille, les morceaux de moai pesant chacun quelques tonnes et leurs énormes chapeaux rouges (certains pensent plutôt à des chignons), qui, tous, ont été façonnés dans le tuf rouge du volcan Puna Pao. Heureusement, per-

sonne n'était là à ce moment. Mais les débris de moai et les chapeaux jonchent toujours le tapis d'herbes là où les vagues les ont culbutés.

Bon an mal an, trois à quatre mille touristes viennent visiter l'île de Pâques chaque année. Certains sont déçus car ils croient arriver dans une autre Tahiti où on passe ses journées à faire le lézard sur les

plages à l'ombre des cocotiers et à se baigner. Certes, il y a au moins une plage abritée et ombragée de cocotiers (à Anakena). Mais, faute de récif-barrière, l'île n'est entourée d'aucun lagon aux eaux calmes, et les vagues qui s'écrasent continuellement sur les rochers côtiers dissuadent les nageurs les plus intrépides.

Pourtant, il y a beaucoup à voir sur l'île de Pâques. Les sites, les statues - même renversées - et les paysages suffisent à occuper pendant plusieurs jours le visiteur le moins enclin au farniente mais un tant soit peu curieux d'une des cultures les plus extraordinaires du monde. Même s'il peut pleuvoir abondamment, même si certaines journées et les soirées sont fraîches.

L'aspect général de l'île est agréable avec les prairies où broutent de nombreux moutons et chevaux et avec les innombrables bois d'eucalyptus (500 000 arbres ont été plantés depuis deux ou trois décennies). La quasi-totalité de la population (1 400 Pascuans plus ou moins métissés et 800 personnes de diverses origines) est concentrée à Hanga Roa.

YVONNE REBEYROL

Lire la suite page 23

(1) Les dorsales subocéaniques sont une chaîne de montagnes sous-marines qui serpente sous tous les océans du monde et qui est longue de quelque 60 000 kilomètres. La zone médiane de cette chaîne - le rift (« fissure » en français) car ayant le plus souvent la morphologie d'une vallée encaissée qui occupe l'axe longitudinal du système - est le siège d'une intense activité volcanique qui est à l'origine de la formation de la croûte océanique. L'Islande, les Galapagos et les Açores, entre autres, ont été créées, comme l'île de Pâques, par l'activité volcanique d'une dorsale.



A bord d'Avianca destination soleil

Vous êtes au-dessus de la Sierra Nevada de Santa Marta, vous pouvez apercevoir la mer des Caraïbes et droit devant au-delà des trois Cordillères la plus grande réserve d'oxygène au monde : l'Amazonie. Vous êtes déjà en Colombie. AVIANCA vous souhaite un agréable séjour et espère vous retrouver très prochainement sur ses lignes.

Soleil des Caraïbes, soleil des Andes, soleil d'Amazonie, ils illuminent la Colombie et toute l'Amérique Andine. Soleil d'un univers paradisiaque avec les plages de sable doré, abritées de cocotiers, les eaux bleues et transparentes, les îles dressées sur leur socle de corail et des milliers de poissons multicolores.



AVIANCA
9, bd de la Madeleine
75001 PARIS
Tél : 42 60 35 22



صكزا من الاصل

هكذا من الاعمال

SPORTS

TENNIS : Open de Paris-Bercy

Noah dans l'embrouille

Guy Forget et Yannick Noah ont été, jeudi 2 novembre, les héros malheureux du deuxième tour de l'Open de Paris-Bercy : le premier, classé 108^e mondial, a résisté 3 h 30 au numéro deux mondial, l'Allemand de l'Ouest Boris Becker ; le second, en seizième position au classement, n'a pas fait front plus de 1 h 50 face à l'Américain Brad Gilbert, septième.

Rencontre vedette de l'Open de Paris-Bercy, jeudi 2 novembre, le match Noah-Gilbert avait été programmé à 20 heures. En fait le Français et l'Américain se sont retrouvés sur le court du POPB vers 23 h 45 et ils se sont séparés vendredi 3 novembre à 1 h 40. Au total les cinq parties disputées pendant cette journée se seront étalées sur un tour complet d'horloge.

Douze grandes heures de tennis ! Elles ont été ponctuées par l'élimination de l'Argentin Alberto Mancini au lendemain de sa victoire sur le Suédois Mats Wilander ; par la première colère de John McEnroe pénalisé contre l'Autrichien Horst Skoff ; par la résistance acharnée de Guy Forget face à l'Allemand de l'Ouest Boris Becker au cours d'une partie techniquement médiocre (vingt-deux doubles fautes et 20 % de fautes directes) mais émotionnellement forte (sept breaks et deux tie-breaks). Et le meilleur restait encore à venir : Yannick Noah entrant en lice contre Brad Gilbert.

Pourtant cette fois encore, l'équilibre des forces ne semblait guère favorable au Français. Noah et Gilbert s'étaient en effet affrontés deux fois précédemment, chacun d'eux s'imposant à tour de rôle. Mais ces confrontations remontaient à 1985. A l'époque, sur la lancée de sa victoire à Roland-Garros 1983, Noah était encore dans les sept premiers au classement des joueurs professionnels, tandis que Gilbert, qui est seulement plus jeune d'une année, ne décollait toujours pas de la vingtième place. Depuis lors le Français a été tenté de prendre sa retraite, et l'Américain n'a cessé de progresser : le premier à du mal à

se maintenir dans les vingt premiers, le second est désormais bon septième d'après les calculs de l'ordinateur de l'ATP.

Noah n'en est pas moins resté une star sur le circuit alors que Gilbert n'a pas franchement accédé à la notoriété. C'est pourtant un personnage assez pittoresque : pendant ses matches il n'arrête pas de grommeler, soulignant avec force mimiques les commentaires que lui ont inspirés les phases de jeu ; il prend aussi à témoin le ciel de son infortune ou de ses malheurs ; parfois il annonce même à haute voix le coup qu'il va frapper. Mais tout cela ne suffit pas à capter l'attention des foules qui en ont vu bien d'autres sur les courts. Il lui faudrait pour cela un tennis plus attrayant. Or la particularité du jeu de Gilbert est de ne pas être spectaculaire. Pire ! Il réussit à merveille à faire mal jouer les points importants à ses adversaires.

Et c'est exactement ce qui s'est produit avec Noah aux premières heures de vendredi dans le second tie-break qui a conclu le match. Le Français menait 5-1. Dans la loge des joueurs une sœur de Yannick transmettait en confettis un programme. Dans les gradins le public exultait. Encore deux points, deux petits points, et le set serait gagné, la partie pourrait continuer avec de bonnes chances pour Noah de l'emporter avec ses trépas. Mais ces deux points il ne les marqua pas. Avec des balles d'apparence pas trop méchantes mais extrêmement bien placées, Gilbert a réussi à faire commettre à Noah cinq fautes directes consécutives : deux volées dans le filet, et trois balles hors du cadre. Il n'eut plus qu'à conclure par un service gagnant.

Excès de précipitation de la part de Noah dans la manière de jouer ces points décisifs ? Il l'a pensé. En agissant plus posément aurait-il vraiment réussi à gagner ce tie-break ? Noah avait déjà eu trois occasions de mener 5-4 avec son service à venir dans cette seconde manche mais il n'avait pas plus été en mesure de les concrétiser (en raison d'une erreur d'un juge de ligne, de l'avis du Français). Excepté lors d'une volée plongeante qui rappela un exploit analogue de Boris Becker contre Guy

Forget, Noah n'a jamais paru maître des événements. En face de lui Gilbert semblait au contraire avoir la réplique à tous ses arguments. Par exemple dans le tie-break de la première manche, à 3-1 service Noah : un retour en coup droit croisé sur une diagonale apparemment impossible tant l'engagement était excentré le ramena à 3-2.

Bref contre un Yannick Noah — dont le nouvel entraîneur rebâtit intelligemment le jeu pour en faire de nouveau un prétendant acceptable aux premiers rôles — Brad Gilbert a bien confirmé vendredi qu'il n'est pas par hasard en septième position sur l'échelle mondiale des valeurs. Médaille de bronze des Jeux de Séoul, après une opération aux tendons du poignet droit qui avait gâché sa saison 88, cet ancien champion de l'université de Pepperdine est au contraire une référence : des dix premiers mondiaux, seul Ivan Lendl n'a pas été battu par lui.

En fait il ne lui manque qu'une performance dans un tournoi du grand chelem pour accéder à la consécration. Et il a peut-être raté cette année une occasion qui ne se représentera pas : il était donné parmi les favoris de l'Open des Etats-Unis 1989 où il s'alignait avec une série de dix-sept matches gagnés et quatre finales disputées (personne n'avait fait aussi bien depuis Lendl en 1982) mais il a été victime d'une dysenterie qui l'a laissé sans force au premier tour. Pour l'heure s'adjuger un sixième titre dans la saison en s'imposant dimanche 5 novembre suffirait à son bonheur. Car il sait que la concurrence est beaucoup plus relevée cette année que lors des éditions 1987 et 1988 dont il avait disputé les finales sans succès.

ALAIN GRAUDO

Jeudi 2 novembre
deuxième tour
W. Masur (Aut., n° 66) b. A. Mancini (Arg., n° 9), 4-6, 6-3, 6-0 ; J. McEnroe (E.-U., n° 4) b. H. Skoff (Aut., n° 28), 7-6, 6-0 ; B. Becker (RFA, n° 2), b. G. Forget (Fra., n° 108), 6-4, 7-6, 7-6 ; B. Gilbert (E.-U., n° 7) b. Y. Noah (Fra., n° 16), 7-6, 7-6.
(Entre parenthèses la nationalité et le classement ATP des joueurs.)

Les champions et les certitudes de la foi

L'essence divine

Bible plonge le champion du monde, coulé t-il, dans une sorte de « paix intérieure ».

Conviction réelle, magie ou superstition ? Le phénomène est ancien. Sa nouveauté réside dans son ostentation. De privé qu'il était, ce rituel religieux est devenu largement public et même spectaculaire. On se souvient des redondances de Cassius Clay, le roi du ring, bruyamment converti à l'islam sous le nom de Mohamed Ali, mais il y a quinze ou vingt ans, rares étaient les sportifs qui comme aujourd'hui confessaient, à longueur de colonnes, les bobes de leur âme, autant que de leur corps, leur besoin de Dieu au sommet de la souffrance physique et qui, après la victoire, entonnaient devant les caméras de véritables actions de grâce, parfois dignes de mystiques.

Revanche de Dieu sur un monde sécularisé, de l'émotion religieuse sur des programmes hyper-rationalisés d'entraînement, de compétition et de carrière : le besoin d'identification, la redécouverte de la religion comme dimension symbolique de l'existence, la « déprivation » du religieux, telle à la crême des sociologues des années 80, n'est évidemment pas propre au milieu sportif.

Une triple évolution

Cette vague de religiosité dans les stades représente pourtant une sorte de choc en retour par rapport à une triple évolution qui traverse le monde de la haute compétition : technicité sans cesse accrue des entraînements, jugés « *intuitifs* » par les athlètes eux-mêmes ; banalisation des records et saturation du public devant l'exploit sportif ; « *infantilisation* » croissante du champion, entouré, choyé, chouchouté par sa famille (voir le cas de Betty Chang, la mère qui ne quitte jamais son fils tombant), par ses entraîneurs, ses supporters, les sponsors et les journalistes.

« L'athlète est comme dépossédé de sa performance », explique M^{me} Danièle Hervieu-Léger, sociologue. Il y a donc chez lui comme une volonté de captation d'une puissance magique. L'invocation

du nom de Dieu est un moyen de rendre son caractère surnaturel à la performance physique, de restituer l'extraordinaire d'un record. C'est dans la souffrance que l'athlète dit avoir le plus besoin de Dieu : « *Quand je souffre à l'entraînement, il faut trouver quelque chose à qui parler. Pour moi, ce quelque chose, c'est Dieu* », dit l'Américain Roger Kingdom. Michael Chang aussi prie Dieu quand il a des crampes. Ayrton Senna : « *Je sais que Dieu ne m'imposera pas des souffrances allant au-delà de ma résistance physique* ».

Face à la vieille tentation de l'homme d'aller toujours au-delà de ses limites, Dieu, décidément à toutes les sauces, apparaît éternellement comme le meilleur recours. Cela est plus facile à exprimer dans le domaine sportif que dans celui de la science ou de la médecine, qui tirent leur légitimité de la seule puissance rationnelle de leurs chercheurs.

HENRI TINCO

LESHEURES DUSTADE

AUTOMOBILISME

Championnat du monde de formule 1. — Grand Prix d'Australie, dimanche 5 novembre à Adélaïde (TF 1, en direct, dimanche à 4 h 20).

FOOTBALL

Championnat de France. — 17^e journée de division 1, samedi 4 novembre.

RUGBY

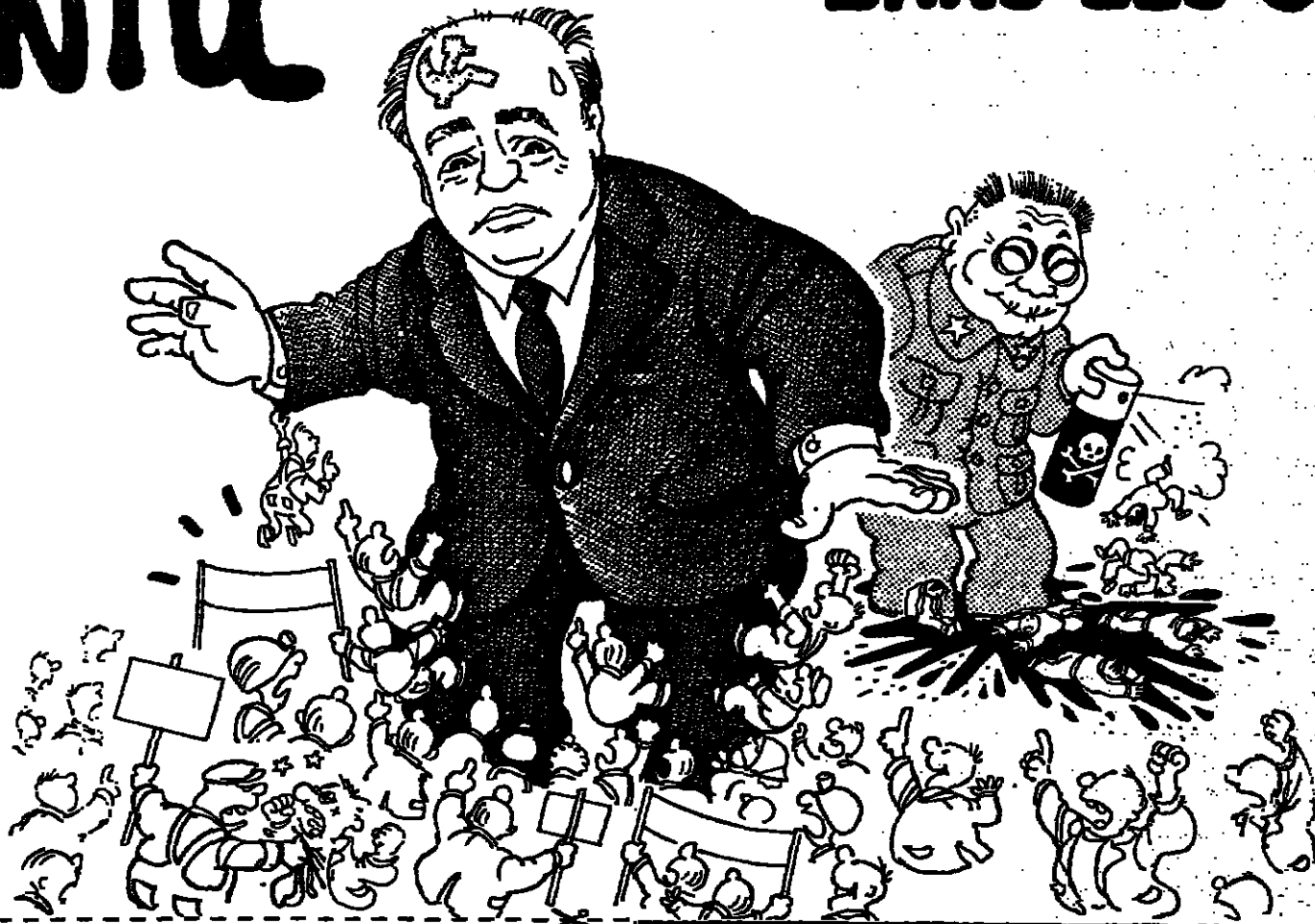
France-Australie. — Samedi 4 novembre, premier test-match à Strasbourg (A 2, « Sports passion », à partir de 14 h 50).

TENNIS

Open de Paris. — Palais omnisports de Bercy, jusqu'au dimanche 5 novembre (FR 3, en direct samedi à partir de 14 heures, demi-finales ; A 2, dimanche à 14 h 30, finale).

Le Monde PLANTU

DES FOURMIS DANS LES JAMBES



BON DE COMMANDE PLANTU

NOM : _____ PRÉNOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL : [] [] [] [] LOCALITÉ : _____
NOMBRE D'EXEMPLAIRES : _____ x 50 F, frais de port inclus = _____ F.

Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter. Bulletin et règlement à retourner à : Le Monde, service vente au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 02.

L'ALBUM 89

164 PAGES — 250 DESSINS

La sélection de ses meilleurs dessins

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

30 Les revenus disponibles des ménages
31 Les marchés financiers

32 Les marchés de changeurs de devises
33 Transports aériens des passagers de la croissance

34 Marchés financiers
35 Bourse de Paris

BILLET

Le juge et le financier

Les magistrats seraient-ils du mal à dire le droit en matière financière ? Après quelques autres, l'arrêt rendu par la cour d'appel de Paris dans l'affaire LVMH donne l'impression qu'ils hésitent à aller jusqu'au bout de leurs décisions. Comme si, au moment de prendre une décision ou une sanction qui touchent au fonctionnement interne d'une entreprise, ils étaient subitement paralysés.

Dans l'affaire des OSA, les juges déclarent sans équivoque que l'émulsion des OSA est illicite et irrégulière. Mais au moment d'en prononcer l'annulation, ce qui risquerait de modifier le rapport des forces au sein de LVMH, ils prennent prétexte d'une argutie juridique pour ne pas statuer et renvoyer l'affaire devant d'autres juges.

En agissant de cette manière, la cour d'appel semble avoir été plus sensible aux arguments de l'avocat général qui avait plaidé pour la réputation de la place de Paris et la santé de l'entreprise qu'à ceux de la COB (Commission des opérations de Bourse) qui s'était beaucoup engagée sur ce dossier.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que le gendarme de la Bourse ne trouve pas au préalable le relais nécessaire à son action. En effet, le pouvoir de la COB se limite à déclarer les anomalies et les irrégularités, elle peut enquêter et instruire un dossier, mais elle n'a pas le pouvoir de condamner. L'état dernier, le gouvernement et les parlementaires ont même fini après moult débats par tomber d'accord pour refuser à la COB le droit d'être en justice.

Lorsque dans son rapport annuel, la COB publie l'état des dossiers qu'elle a transmis au parquet, que ce soit pour délit d'initié, action illicite sur le marché, appel public irrégulier à l'épargne et autres déviations, force est de constater que ces affaires sont en cours d'information quand elles n'ont pas été classées sans suite.

Au-delà des reproches éternellement formulés à l'encontre de la COB, l'apparente incapacité des magistrats à appréhender et sanctionner les déviations financières pose d'une autre manière le problème de la transparence des marchés financiers. Et du pouvoir des organismes de contrôle sur la place de Paris.

Maroc : le nouveau « dragon »

Le gouvernement marocain a décidé de relancer le processus de privatisation et de libéralisation de l'économie. Après que le roi Hassan II, la semaine dernière, nommé un ministre spécialement chargé de la privatisation, le gouvernement a réaffirmé, mercredi 2 novembre à l'occasion de l'examen du budget pour 1990 que le secteur privé constituera désormais le moteur de développement socio-économique du pays. Le rôle de l'Etat « en tant qu'acteur essentiel de l'œuvre de développement s'en trouve réduit pour devenir de plus en plus une activité d'accompagnement », affirme le compte rendu du conseil des ministres consacré à l'examen de la prochaine loi de finances.

La semaine dernière, le roi avait chargé M. Moulay Zine Zakhri, ministre délégué auprès du premier ministre, de mener à bien la privatisation de la plupart des entreprises publiques du pays, précisant que seuls les secteurs stratégiques seraient réservés. Le projet de loi de privatisation, déposé devant le Parlement il y a un an, ne précise pas la liste des entreprises concernées, seuls les secteurs stratégiques devant, a priori, être exclus. Ce projet, qui suscite de nombreuses controverses au sein du Parlement, constitue l'aboutissement d'un processus de libéralisation économique engagé depuis 1983.

Libre page 31 Article de notre envoyé spécial VÉRONIQUE MAURIS

Une contre-proposition britannique au plan Delors

L'union économique et monétaire doit se faire par la concurrence et le marché

La Grande-Bretagne a présenté jeudi 2 novembre une contre-proposition au plan Delors d'union économique et monétaire. Jugant trop volontariste et trop « administrative » la construction envisagée jusqu'à présent, qui implique notamment des changements institutionnels « majeurs », Londres propose une approche « évolutive », fondée sur le libre jeu des forces du marché et la concurrence entre les monnaies. Nous publions ci-dessous l'essentiel de la contre-proposition britannique.

Après avoir rappelé que la Grande-Bretagne « adhère au mécanisme de change lorsque le niveau d'inflation au Royaume-Uni sera sensiblement baissé, qu'il y aura libération des capitaux dans la Communauté et que de véritables progrès auront été accomplis vers l'achèvement du marché unique, la libre prestation de services financiers et le renforcement de la politique de concurrence », la note britannique ajoute :

« La première étape représente sans aucun doute un effort sans précédent... »

« La voie sur laquelle la Communauté sera lancée à la suite des accords qui surviendront dans la première étape est impossible à tracer précisément (...). Essayer de décider dès maintenant — avant même que la première étape ait commencé — précisément comment les étapes suivantes de la réalisation progressive de l'UEM devraient se matérialiser est à la fois aléatoire et inutile. »

« Il y a encore beaucoup à faire pour s'assurer que la première étape est efficace. Par exemple, plus de la moitié des deux cent cinquante dix-neuf mesures originales relatives au marché unique n'ont pas encore été adoptées à l'échelon communautaire. »

L'approche britannique, poursuit le document, « présente une voie vers l'union économique et monétaire par un processus évolutif faisant suite à la première étape. Par contraste, le rapport Delors envisage de progresser par étapes administratives et changements institutionnels pour, en premier lieu, fixer irrévocablement les taux de change, puis finalement passer à une monnaie unique. »

La responsabilité en matière de politique monétaire serait transférée à un Système européen de banques centrales, indépendant tant des gouvernements que des autorités communautaires. Il y aurait des règles contraignantes en ce qui concerne l'ampleur des déficits budgétaires nationaux. Il y aurait aussi des transferts renforcés de ressources gouvernementales par le biais du budget de la Communauté.

Aucune responsabilité envers les gouvernements

Les règles communautaires contraignantes en ce qui concerne l'ampleur des déficits budgétaires ne sont ni nécessaires ni souhaitables. Concernant les politiques monétaires, le rapport poursuit :

« Les propositions du rapport Delors ne prévoient aucune disposition relative à la responsabilité envers les gouvernements ou parlements nationaux. Il n'y aurait donc aucun moyen efficace de rendre le système de banques centrales responsable en cas d'échecs majeurs... Il ne peut y avoir aucune garantie qu'un SEBC poursuivra des politiques anti-inflationnistes réussies, quoi que les traités puissent en dire. Par conséquent, une politique monétaire unique, contrôlée par un SEBC, pourrait entraîner une inflation supérieure pour certains pays de la Communauté ou moins. »

L'électorat tiendrait pourtant toujours les gouvernements et les autorités nationales pour responsables de leur bien-être économique. Les propositions du rapport Delors auraient donc pour conséquence d'attribuer le pouvoir entre le SEBC et les douze ministres des finances des Etats membres. Ce déséquilibre ne pourrait être rectifié qu'en centralisant le pouvoir des ministres des finances, ce qui exigerait un ministre européen des finances et, par conséquent, un gouvernement européen.

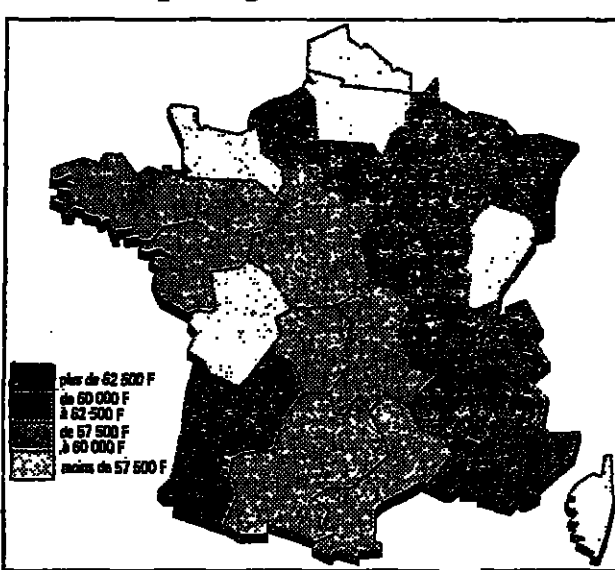
L'approche évolutive maintient les politiques monétaires nationales dans le contexte d'un mécanisme de change de plus en plus renforcé et permet aux monnaies de rivaliser pour servir de point d'ancrage non inflationniste dans le cadre du Système monétaire européen. Cette approche est centrée sur les autorités monétaires nationales. Elle réduit ainsi au minimum les problèmes de responsabilité politique et exploite les points forts des traditions

monétaires nationales au profit des objectifs.

« Décider dès maintenant que l'union monétaire doit avoir une monnaie unique exclut la possibilité de tout débat et ôte tout rôle au marché en faveur d'un plan central. En outre, en éliminant à la fois la concurrence et la responsabilité dans les politiques monétaires des membres, l'union telle que conçue dans le rapport Delors risque de provoquer un taux d'inflation supérieur en Europe, à savoir un taux qui correspondrait davantage à la performance moyenne qu'à la meilleure. »

« Les changements nécessaires, imposés par le vote administratif, ne tiendraient inévitablement aucun compte des développements futurs. Et ils impliqueraient à leur tour des changements institutionnels et constitutionnels majeurs qui sont totalement superflus. »

Les revenus disponibles des ménages par région en 1986



L'Ile-de-France disposait en 1986, selon les chiffres de l'INSEE, de 23 % du revenu disponible national des ménages pour 18 % de la population totale. Les dix dernières régions se partagent moins du quart du revenu pour 26 % de la population. Le revenu disponible par tête est moins inégalement réparti : l'Ile-de-France avec 78 600 F par habitant est en tête de liste, les Alpes (68 400 F) ne sont pas très loin, suivies par Rhône-Alpes et Provence-Côte d'Azur.

Menacé d'appliquer des « coupes automatiques »

M. Bush exige du Congrès une forte réduction du déficit budgétaire

M. George Bush renonce provisoirement — à l'un de ses plus chers désirs. Au terme de plusieurs semaines de tentatives infructueuses, l'administration a reconnu jeudi 2 novembre son incapacité à faire accepter par les démocrates son projet de réduction de l'impôt sur les plus-values en capital.

WASHINGTON

de notre correspondant

La diminution de cet impôt figurait dans son programme électoral et le président Bush pensait tenir à ce projet au point de rhétorique, pour tenter de le faire passer, de compromettre ses relations avec les démocrates du Congrès, qu'il s'était pourtant attaché à ménager depuis son entrée en fonctions. L'affaire avait été fort bien engagée quand, à la fin septembre, la Chambre des représentants, où les démocrates sont très fortement majoritaires, avait adopté un projet de réduction de 29 à 19 % de cet impôt sur les plus-values (pour une durée de deux ans seulement).

Mais cette victoire du président allait inciter les dirigeants démocrates à se ressaisir, et à réussir, par des manœuvres de procédure, à bloquer la discussion au Sénat. L'administration et les élus républicains refusant pourtant d'abandonner la partie, et s'efforçant de hâter l'adoption d'une loi

sur la réduction de cet impôt à d'autres projets urgents, en particulier à la discussion sur la réduction du déficit budgétaire. L'administration tenta aussi d'associer son projet chéri à un accord sur l'augmentation du salaire horaire minimum, et enfin au vote autorisant le relèvement du plafond de la dette publique.

Mais il fallut se rendre à l'évidence : jeudi, les leaders républicains du Congrès ont rendu visite au président et lui ont fait part de leur impuissance à surmonter, en dépit de toutes ces manœuvres, leur handicap numérique face à des démocrates tout aussi entêtés qu'eux.

Ce n'est bien sûr que partie remise. Pour l'heure, il va falloir passer au plus pressé, c'est-à-dire rechercher de toute urgence un accord sur la réduction du déficit budgétaire. Le délai imparti par la

loi Gramm-Rudman a été dépassé depuis plus de quinze jours, sans qu'aucun progrès sérieux ait été fait.

M. Bush a donc fermement appelé le Congrès, jeudi, à trouver le moyen de réduire ce déficit de 14 milliards de dollars, en précisant bien qu'il devra s'agir d'une réduction réelle, qui ne comporte pas d'impôts nouveaux, ni de mesures qui conduiraient à une aggravation du déficit dans l'avenir, ni de jeux d'écrêtement.

Une procédure à peine contrôlable

C'est beaucoup exiger, plus en tous cas que les congressistes — et surtout les démocrates dépensiers — ne semblent disposés à accepter. Mais le président considère de toute évidence que cet effort mériterait d'être consenti, après que lui-même a fait un geste en renon-

çant, pour débloquer la situation, à ce projet de réduction d'impôt sur les plus-values qui avait fini par complètement empoisonner l'atmosphère.

Pour accroître la pression, l'administration manie ostensiblement une menace : celle de laisser s'appliquer pleinement les coupes automatiques prévues par la loi Gramm-Rudman au cas où le Congrès et la Maison Blanche seraient incapables de s'entendre. Ces « coupes automatiques » ont en fait déjà commencé à être appliquées, mais seulement pour des sommes assez faibles, et facilement rattrapables, en cas d'accord.

Mais si on laisse les choses aller leur cours, et la loi Gramm-Rudman trancher dans le vif, ce seront 16 milliards de dollars qui seront ainsi économisés automatiquement. Plusieurs responsables de l'administration ont fait savoir haut et fort qu'ils étaient très tentés par cette solution extrême, d'autant qu'elle affecterait sans doute plus les programmes civils défendus par les démocrates que le budget du Pentagone, qui, pour de complexes raisons techniques, serait finalement moins affecté que prévu.

Menace réelle ou simple bluff ? La partie, en tous cas, continue, et l'on constate que, sous l'administration Bush comme sous la précédente, avec ce Congrès comme avec celui qu'il avait remplacé, l'élaboration du budget se perd dans les méandres d'une procédure à peine contrôlable.

JAN KRAUZE

INSOLITE

Concubinage téléphonique

La surcharge du réseau suisse des télécommunications oblige quelque 75 000 abonnés à partager leur ligne avec un autre usager. Le secret des conversations est garanti et la facturation individualisée, mais l'usager ne peut se servir de sa ligne si son « co-RC », selon l'expression employée par

l'administration des postes, est au bout du fil. A titre de dédommagement pour ce concubinage téléphonique forcé, les PTT offrent une réduction de la taxe d'abonnement de 3 francs suisses (12 francs français environ) par mois.

La firme de Coventry vendue pour 16 milliards de francs

Ford entend perpétuer la légende Jaguar

La bataille pour le contrôle de Jaguar a été plus courte que prévu. Deux jours après la levée de l'action spécifique (« Golden share ») du gouvernement britannique, Jaguar a recommandé à ses actionnaires d'approuver une OPA de 16 milliards de francs de Ford. (Le Monde du 3 novembre). Le grand rival de Ford, General Motors, a annoncé jeudi 2 novembre qu'il ne ferait pas de surenchère.

LONDRES

correspondance

Il a fallu pas moins de dix-huit heures mercredi au conseil d'administration de Jaguar pour renoncer

à l'indépendance gagnée en 1984 lors de la privatisation de la société. Mais Ford a fait « une bonne offre, à un bon prix », avec une bonne logique », a reconnu le président du groupe, Sir John Egan, anobli il y a trois ans pour avoir redressé le fleuron de l'industrie automobile britannique. Après une dernière mise en garde au prédateur américain — « Je vous préviens que je ne serai pas un subordonné facile » — Sir John a capitulé.

Ford a gagné la partie autant grâce à sa promesse de préserver l'autonomie de Jaguar que grâce à sa force de frappe financière. Après dix-huit mois d'approches infructueuses parce que trop brutales, la firme de Detroit a sorti la carte de la conciliation au moment crucial.

Le conseil d'administration de Jaguar sera préservé, l'utilisation de la griffe restera à la discrétion des cadres britanniques, la production ne quittera pas Coventry, le réseau de concessionnaires restera indépendant et Ford fera tout pour « préserver et promouvoir » la « réputation mondiale d'élégance » de Jaguar.

Malgré les concessions, il s'agit d'une formidable victoire pour Ford au moment où le marché des voitures de luxe apparaît comme l'un des plus prometteurs de la prochaine décennie. Avec Aston Martin et Jaguar, Ford sera beaucoup mieux placé pour concurrencer BMW, Mercedes et les Japonais sur le marché américain que General Motors avec Lotus ou Chrysler avec Maserati. Avec le recul, la société fondée par Henry Ford peut se consoler d'avoir laissé échapper Alfa-Romeo et échoué dans ses négociations avec Saab.

Tripler la production

Le prix payé ne fait pas peur aux dirigeants américains, qui cherchaient depuis des années une occasion d'entamer leur bes de laine de plus de 8 milliards de dollars. L'absorption de Jaguar en pleine période de faiblesse de la livre leur garantit ensuite que l'érosion récente des bénéfices de la société anglaise va être stoppée. Selon leurs calculs, la somme remboursée n'entamera pas d'un seul cent leurs bénéfices à moyen terme.

Les cadres de Ford Europe sont également confiants de pouvoir tripler la production actuelle de cinquante mille Jaguar par an et se voient comme les perpétuels héritiers d'une grande légende automobile, avec une présomption et une assurance toutes américaines. Après tout, raisonnent-ils, Ford construisait des modèles T à Manchester plus de dix ans avant la naissance de ce qui allait devenir Jaguar, la Swallow Sidecar Company. « Les lettres de créance de Ford en Grande-Bretagne ne sont égales par aucune autre société », renchérit M. Lindsey Halstead, le président de Ford Europe.

Une fois la prise de contrôle approuvée par l'assemblée des actionnaires, qui se réunira d'ici un mois, un agrandissement des usines de Coventry et le renouvellement de la gamme seront immédiatement mis à l'étude.

Sir John prévoit des économies substantielles grâce à la puissance d'achat de Ford auprès des sous-traitants. A terme, seuls les équipements vraiment indispensables à la préservation de la mythique Jaguar (sièges de cuir, tableaux de bord en noyer, boîtes de vitesses ou amortisseurs) continueront à être produits exclusivement et en petites séries.

Selon M. Paul Nieuwenhuis, le responsable d'un institut privé de recherche automobile, l'apport des ressources de Ford pourrait permettre à Jaguar de ressusciter son projet de berline haut de gamme pour hommes d'affaires, la XJ 80, mis au placard faute de moyens. L'introduction de la sportive XJ 41 (ou Type F) pour succéder à la fameuse Type E pourrait aussi être avancée par rapport à la date prévue de 1993-1994, ajoute M. Nieuwenhuis. Les passionnés de l'automobile croisent déjà les doigts.

VINCENT BORD

صكنا من الاصل

هكذا من الالعمل

ÉCONOMIE

SOCIAL

Les négociations entre le gouvernement et les laboratoires d'analyses

M. Evin va modifier la nomenclature des actes de biologie

Les laboratoires d'analyses médicales sont toujours dans le collimateur du gouvernement. Toutefois, le ministère de la Santé entend tenir compte des remarques de la profession et va présenter un nouveau projet d'arrêté modifiant la nomenclature des actes de biologie.

Le texte, qui sera soumis pour avis à la commission de la nomenclature le 6 novembre, comprendra quelques modifications techniques, mais ne déviara pas de l'objectif initial qui vise à actualiser la nomenclature (dont dépend étroitement la rémunération des biologistes) et à mettre en évidence l'effort de la profession. Cette opération aboutirait à réduire de 15 % en année pleine le chiffre d'affaires des quelque trois mille huit cents laboratoires, soit une perte de 1,5 milliard de francs en année pleine.

Le mois dernier, les services de M. Claude Evin, ministre de la Santé, avaient fait état d'un premier projet devant la commission de la nomenclature et le conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie (le Monde du 5 octobre). Explication : la multiplication de nouveaux équipements (les « automates ») capables de fournir simultanément et avec une fiabilité accrue les résultats de plusieurs analyses rend obsolète une réglementation qualifiée, y compris par

certaines professions, de « nomenclature d'épicerie ». Au ministère, on estime que la meilleure règle du jeu consisterait à « rémunérer le diagnostic plutôt que les examens », ce qui permettrait de mieux apprécier la finalité des prescriptions et donnerait davantage d'initiative aux laboratoires. Mais il s'agit d'une œuvre de longue haleine et une « forfaitisation » apparaît comme une nécessaire étape transitoire (dans les hôpitaux privés, le même check-up pré-opératoire est facturé entre 400 F et 1 500 F).

Cette réforme permettrait également d'atténuer l'inflation des actes de biologie supportée par l'assurance-maladie. Depuis 1985, le chiffre d'affaires des laboratoires a progressé en moyenne de 15 % par an, et les revenus des biologistes auraient, selon les estimations des pouvoirs publics, augmenté de 27 % entre 1986 et 1989. Dans ces conditions, un tassement de 1,5 milliard s'annulerait que la hausse de l'activité des biologistes observée en 1988.

Un tollé

Les projets de M. Evin n'en ont pas moins soulevé un tollé au sein de la profession. « Les frais de fonctionnement des laboratoires, hors rémunération des biologistes eux-mêmes, varient entre 70 % et 85 % des recettes », affirme l'association des biologistes de Midi-Pyrénées, qui accuse le gouvernement d'« entreprendre la destruction d'une discipline médicale au profit d'intérêts qui ne sont pas ceux des malades ». « Dans des petits laboratoires comme le mien, ouvert depuis un an et demi, vous ne verrez pas d'automates mais

une personne qui effectue les examens en série, les uns après les autres », ajoute le docteur Brigitte Gruffat, de Floirac (Gironde). Comme elle, les biologistes des plus récemment installés s'alarment.

Les représentants de la profession, plutôt que de s'enfermer dans une attitude de refus, tentent de « limiter les dégâts ». Ils auraient formulé plusieurs contre-propositions qui permettraient de réduire de 1,5 milliard à 1,2 milliard le manque à gagner.

Plus largement, le ministère de la Santé ne désespère pas de relancer la concertation avec les biologistes. Outre le principe d'un toilettage annuel systématique de la nomenclature, les pouvoirs publics proposent de négocier une nouvelle convention (aucun accord n'a pu être trouvé depuis 1983), comprenant un mécanisme obligeant les laboratoires à reverser à la Sécurité sociale une partie de leurs bénéfices au-delà d'un certain seuil d'activité. En échange, une revalorisation de la lettre-clé de la biologie, bloquée depuis 1987, pourrait être mise en chantier. Par ailleurs, le gouvernement souhaite également trouver un terrain d'entente sur la rémunération accordée aux médecins, généralistes pour la plupart, qui utilisent les « doctor's test » (petits équipements permettant de réaliser sur le champ des analyses de base), et revêt la loi de 1975 sur la biologie qui interdit la cession d'un laboratoire à un acheteur non titulaire du diplôme de biologiste. Enfin, l'obligation d'employer des techniciens dès lors qu'un volume d'activité domine est franchi pourrait, elle aussi, être réexaminée.

JEAN-MICHEL NORMAND

Face au « lock-out partiel »

Poursuite des grèves tournantes aux Chantiers de l'Atlantique

Les tensions se sont accrues le jeudi 2 novembre aux Chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire, après la décision prise par la direction de suspendre les travaux de construction du paquebot *Nordic-Express*, « pour une période indéterminée, et pour des raisons de sécurité des biens et des personnes ». Jeudi, en début de matinée, les syndicats ont appelé à la grève générale pour protester contre cette décision qu'ils ont qualifiée de « lock-out partiel ». Mille cinq cents personnes ont manifesté dans le calme sous les fenêtres de la sous-préfecture, pendant qu'une délégation était reçue à la préfecture de Nantes puis à la direction départementale du travail, sans résultat. Dans l'après-midi, les syndicats se sont prononcés pour une reprise du travail, tout en précisant que les grèves tournantes entamées

depuis cinq semaines se poursuivraient jusqu'à l'ouverture des négociations.

Lancé par l'intersyndicale CGT-CFDT-FO, ce mouvement est provoqué par la demande d'une augmentation « négociable » des salaires de 1 500 F, de mesures favorisant les départs en pré-retraite et, depuis jeudi, de la fin du lock-out sur le *Nordic-Express*, sur lequel travaillent mille huit cents personnes.

La direction des Chantiers de l'Atlantique (groupe GEC Alsthom), qui dispose de carnets de commandes remplis pour deux ans, a estimé qu'il n'était pas question de revenir sur la politique salariale de l'entreprise, engagée dans un processus d'amélioration de sa compétitivité.

CONJONCTURE

Le Trésor a dû emprunter davantage

La grève des finances a créé des tensions sur le marché monétaire

La grève du personnel des finances continue de refluer, mais son coût pour l'Etat sera encore ressenti pendant plusieurs semaines. En effet, les retards pris dans l'encaissement des recettes budgétaires (TVA principalement) obligent le Trésor à emprunter plus qu'à l'ordinaire afin de financer ses dépenses. Ainsi, lundi 6 novembre, il émettra de nouveau 17 milliards de francs de bons à quatre et treize semaines et d'obligations à deux et cinq ans : en période ordinaire, 10 milliards environ sont adjugés.

Les effets de la grève sur les besoins de trésorerie de l'Etat français se sont fait sentir assez tardivement, mais il est vrai qu'un cours de l'Etat des dépenses budgétaires sont très faibles. C'est au mois de septembre que des retards importants dans l'encaissement des recettes ont été enregistrés obligeant l'Etat, qui ne peut recourir directement à la Banque de France au-dessus d'un plafond fixé par l'évolution du Fonds de stabilisation des changes (actuellement 28,7 milliards de francs), à faire appel à l'épargne du marché.

Au total, ce sont près de 40 milliards de francs supplémentaires qui ont été empruntés sur les marchés financiers, alors que les taux à court terme frôlent les 10 % : il en coûtera à l'Etat un minimum de 300 millions de francs. « C'est plutôt une aubaine pour les investisseurs », déclare un membre du cabinet du ministre de l'Economie et des finances ; ceux-ci ont en

effet accès à des titres abondants, liquides, bien rémunérés et très peu risqués, puisqu'ils portent la signature de l'Etat. Mais cette aubaine est peu appréciée sur le marché parisien, dont la liquidité a diminué et sur lequel les banques ont du mal à trouver des financements. Les organismes traditionnels prêteurs (Caisse des dépôts et consignations, compagnies d'assurance) ont désormais peu de fonds à allouer aux établissements bancaires, et le taux au jour le jour n'est pas repassé sous la barre des 10 % depuis le 24 octobre.

Les difficultés actuelles de la trésorerie de l'Etat sont peut-être sans conséquence sur la charge de la dette si, le travail ayant repris normalement, les services des finances peuvent rattraper avant la fin de l'année les recettes restant à percevoir pour les mois de grève : en plus de la collecte normale de la TVA, des impôts sur les revenus et sur les sociétés et des impôts locaux, l'Etat doit assurer la mise en vente, à partir du 10 novembre, de la vignette automobile, faute de quoi il devra avancer aux collectivités locales les quelque 10 milliards de francs qu'elle lui rapporte.

Si l'ensemble des sommes ne peuvent être perçues avant la fin de l'année, l'ouverture d'une période budgétaire complémentaire de recettes (celle des dépenses s'échelonne traditionnellement jusqu'en 28 février) devra être décidée. Quel qu'il en soit, les tensions créées sur le marché monétaire par les besoins de financement accrus de l'Etat ne disparaîtront pas du jour au lendemain ; le renchérissement des taux d'intérêt pourrait être plus durable que les retards de recettes.

F. L.

Changement de tête à la DREE

Le mauvais moment

La passation des pouvoirs à la Direction des relations économiques extérieures (DREE) doit se faire dès cette fin de semaine entre M. François David, l'ancien directeur, et son successeur M. Jacques Desponds - conseiller technique de M. Pierre Bérégovoy - nommé jeudi. Le remplacement de M. François David n'est pas une surprise : qu'une grande direction du ministère de l'Economie et des finances reste durablement aux mains de l'ancien directeur de cabinet de M. Michel Noir au ministère du Commerce extérieur faisait plutôt figure d'anomalie. Ce qui étonne davantage, c'est le moment choisi. La France préside, jusqu'à la fin de l'année, la Communauté européenne. A ce titre, elle défend, au sein du GATT, les intérêts communautaires. On discute actuelle-

ment, dans le cadre des négociations commerciales multilatérales, dites « Uruguay Round », des problèmes agricoles et des services. M. François David était engagé, depuis cinq ans d'abord comme directeur adjoint, puis après l'intermède Michel Noir, comme directeur de la DREE, dans ces négociations très techniques, où des intérêts commerciaux énormes sont en jeu. Etait-il indispensable de changer au milieu du gué l'un des principaux représentants non seulement de la France, mais de la CEE, puisque la Communauté se présente une aux négociations multilatérales ? Beaucoup pensent que la DREE aurait pu attendre deux mois de plus une nouvelle tête.

S. Gh.

ÉTRANGER

Le yen de Fujitsu

TOKYO

correspondance

La pièce de 1 yen (4,7 centimes) versée par Fujitsu pour remporter un appel d'offres à Hiroshima risque de coûter cher au numéro japonais de l'information. Pour l'instant, les Américains, toujours attentifs à dénoncer les « pratiques déloyales » des Japonais, sont restés discrets sur cette affaire. Certains de leurs représentants se sont contentés de qualifier l'opération de « dumping ». Toutefois, on redoute à Tokyo qu'elle serve de prétexte à Washington pour utiliser l'article 301 qui permet de sanctionner les pratiques déloyales des partenaires commerciaux des Etats-Unis et tout particulièrement celles du Japon.

L'« affaire du yen », comme commence à l'appeler la presse japonaise, a éclaté le 26 octobre lorsque la municipalité d'Hiroshima a décidé de confier à Fujitsu l'écriture du logiciel destiné à informatiser son réseau d'adduction d'eau. Décidé à emporter ce chantier - modeste, - dont le devis est estimé à 11 millions de yens (près de 500 000 francs), Fujitsu a baissé ses prix jusqu'au yen symbolique.

Une pratique courante

Les autorités japonaises ont immédiatement réagi. Dès lundi, la Commission de la concurrence a ouvert une enquête. Puis le ministre du Commerce international et de l'Industrie (MITI) est intervenu. Dénonçant le « manque de sens » de l'offre de Fujitsu, il a souligné les « risques » qu'elle faisait courir au Japon de critiques venant de l'étranger.

Le dumping semble une pratique courante de Fujitsu et de ses concurrents japonais, comme NEC. Selon le quotidien économique *Nihon Keizai*, Fujitsu et NEC ont proposé dans quatre autres occasions le yen ou une somme symbolique pour remporter des offres publiques estimées à plusieurs dizaines de millions de yens.

C'est ainsi que Fujitsu a remporté la première tranche du programme d'informatisation des bibliothèques publiques de la préfecture de Nagano.

Marché arriéré

L'ensemble du projet est évalué à 450 millions de yens. Le premier volet de ce projet mis aux enchères représente 16 millions de yens de travaux. Mais, cassant les prix sur cette première tranche, Fujitsu espérait, semble-t-il, s'imposer comme référence et remporter le restant, y compris, la vente des ordinateurs. Si, au début, le fabricant d'ordinateurs japonais a tenté de se justifier en se retranchant derrière sa « vision du long terme », son PDG, M. Takuma Yamamoto, a choisi, jeudi soir, de faire marche arrière. Il a annoncé renoncer à ces chantiers, comme le lui demandait la Commission de la concurrence. Un désistement que refuse la municipalité d'Hiroshima.

La direction de Wall Street préconise l'abstention volontaire en matière de programmes de vente automatique. Le conseil des directeurs de la Bourse de New-York a « déclaré la guerre » à la trop grande volatilité du marché des actions. Il a donc demandé aux firmes utilisatrices de programmes de courtage automatique de renoncer à les utiliser. « Le trop grand volatilité du marché a entraîné la confiance des investisseurs », a expliqué M. John Phelan, président du New York Stock Exchange.

INDUSTRIE

Manœuvres autour de Daimler-Benz

Matra entre dans le capital d'un fabricant allemand de missiles

Matra a annoncé, jeudi 2 novembre, qu'il avait pris une participation de 20 % dans le capital du premier fabricant ouest-allemand de missiles air-air, la société BGT (Bodensewerk Gerätetechnik GmbH). BGT emploie 1450 salariés et a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 360 millions de deutschemarks (1,22 milliard de francs).

Cet accord intervient dans des domaines d'activités complémentaires de ceux du groupe Daimler-Benz, l'un des partenaires européens du groupe Matra, précise l'entreprise présidée par M. Jean-Luc Lagardère. Matra cresse en effet le projet de prendre une participation de 20 % chez Deutsche Aerospace, filiale de Daimler-Benz (lui-même présent dans le capital de Matra). A cette fin, et dans le but aussi de signer un autre accord de même type avec British Aerospace, Matra va finaliser d'ici la fin de l'année ses activités défense-espace (7500 personnes et 7,9 milliards de francs de chiffre d'affaires).

Concentration dans le sucre européen

L'allemand Südzucker rachète la raffinerie belge Tirlemontoise

Le groupe ouest-allemand Südzucker achète la totalité des activités de la Raffinerie Tirlemontoise, a annoncé, le jeudi 2 novembre, un communiqué de la firme sucrière belge.

Après la cession du chocolat Côte d'Or à Jacobs Suchard, de la Société générale de Belgique à la Compagnie financière de Suze et des raquettes Dommy au groupe de Bernard Tapie, la Belgique laisse filer un autre de ses fleurons. Le montant de la transaction entre les deux groupes sucriers devrait s'élever à environ 38,5 milliards de francs belges (6,16 milliards de francs français). L'acquéreur majoritaire de la Tirlemontoise, le groupe RT holding, qui dispose de 75,3 % du capital, a décidé de céder ses participations et de se consacrer aux activités non sucrières du groupe, notamment la biotechnologie et l'industrie agro-alimentaire. Une OPA sur le reste du capital de la Tirlemontoise sera lancée par Südzucker au prix d'environ 2 985 francs belges par action pour les actifs sucriers.

Avec l'acquisition de la Raffinerie Tirlemontoise, qui détient le quasi-monopole du sucre en Belgi-

que et a réalisé un chiffre d'affaires de 25 milliards de francs belges (4 milliards de francs français) et 2,6 milliards de francs belges de bénéfices nets en 1988, Südzucker devrait se retrouver dans le peloton des trois grands européens du sucre. Avec un chiffre d'affaires de 27 milliards de deutschemarks (9,18 milliards de francs) en 1988, le groupe allemand rejoint ainsi le britannique Tate and Lyle et l'italien Ferruzzi.

EN BREF

□ Treize Airbus pour la Thaïlande. La compagnie aérienne Thai Airways a annoncé qu'elle commanderait treize Airbus supplémentaires et un Boeing 747-400. Les Airbus se répartiraient entre les modèles A 300 et A 330. Le montant de la transaction s'élève à 1,1 milliard de dollars (6,3 milliards de francs).

□ Air Afrique interdit à Rome. La compagnie multinationale Air Afrique est interdite en Italie depuis le 30 octobre. Cet ostracisme est une mesure de rétorsion décidée par le gouvernement italien en riposte à la limitation à un vol par semaine des liaisons aériennes entre l'Italie et l'Afrique pour aider au rétablissement financier d'Air Afrique, qui se faisait

tailleur des croupières par ses consœurs européennes. Alitalia a estimé qu'une fréquence unique ne permettait pas le maintien d'une desserte d'Abidjan et elle a résilié tous ses contrats avec des firmes ivoiriennes.

□ Le CCF craint pour le marché des SWAPS. Le jugement de la Haute Cour de Londres déclarant illégaux les investissements des collectivités locales britanniques sur le marché des swaps de taux d'intérêt (le Monde du 3 novembre 1989) est un « précédent fantastique » avant un « potentiel énorme de déstabilisation des marchés financiers », a déclaré M. Charles de Croisset, directeur général du Crédit commercial de France (CCF). « On est très, très près du gros paquet de dynamite », a ajouté M. de Croisset, en confirmant que le président du CCF avait écrit « en solde » au gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Robin Leigh-Pemberton, pour se plaindre du dommage causé par cette affaire à la place londonienne et aux banques étrangères installées dans la City. (AFP.)

□ RECTIFICATIF. Les laboratoires pharmaceutiques Pierre Fabre, qui viennent d'acquiescer la société exploitant les cachons Lajaurie, emploient 4 000 personnes et non 400 comme indiqué par erreur dans notre édition du 1^{er} novembre.

ALTERNATIVES ECONOMIQUES n° 71 novembre

EN KIOSQUE

ENERGIE

Le défi écologique

17 F

ÉCONOMIE

Le Maroc, nouveau « dragon » aux portes de l'Europe

10,3 % de croissance, une inflation limitée à 2,3 %, des exportations en hausse de 27 %, un déficit budgétaire divisé par trois en cinq ans et un taux d'investissement de 20 % l'an. Le royaume chérifien décolle enfin...

CASABLANCA

de notre envoyé spécial

Le Maroc est un nouveau « dragon », placé à moins de trois heures d'avion de tous les centres de décision européens. Un « dragon » encore mal apprécié, mais à la mode que les pays de l'Est, et jusqu'ici plus connu pour sa dette, ses plages, ses oranges, et ses travailleurs émigrés que pour son dynamisme économique.

Pour autant des l'arrivée à Casablanca, c'est presque un choc. Dans l'aéroport, les investisseurs étrangers, français, italiens, allemands, se bousculent au coude à coude, attachés-cases à la main. Aujourd'hui, c'est une délégation complète d'amateurs nautiques, hier une mission officielle du CNPF, demain un groupe de cotonniers... Grisés par la croissance et les atouts d'un pays où les salaires sont huit à dix fois moins élevés que sur le Vieux Continent — le SMIC est à 3,60 F de l'heure (1) contre 29,91 F en France, — et les charges sociales infimes ; un pays rééquilibré, assaini, qui a réussi à préserver la stabilité politique et la paix sociale, malgré une cure d'austérité draconienne.

Une chance historique

Les grands hôtels sont pleins, les zones industrielles éclatent. « Nous nous allions chercher les partenaires étrangers. Maintenant c'est eux qui viennent nous solliciter ! », assure Fouad Filali, le jeune président de l'ONA, le plus grand groupe privé marocain. Les uns prospectent, les autres sous-traitent. Les groupes déjà installés, comme Thomson, la CGE, Astal, etc., réinvestissent à tour de bras. Mieux encore : ceux qui étaient partis au début de la décennie, au plus noir de la crise, reviennent.

A la base de tout ce renouveau : l'approche du marché unique, de 1993. « L'Europe une seule suppose une base industrielle à bas prix. L'Espagne, le Portugal et la Grèce vont perdre une partie de leur avantage comparatif. C'est une chance historique pour le Maroc », explique M. Akalay, directeur de la Société marocaine de dépôt et de crédit. Un credo repris partout dans l'administration comme dans les banques ou l'industrie, du moindre atelier de confection aux plus grands conglomérats, tous tendus vers le même objectif : préparer l'Europe. Et pour ce faire : ouvrir les frontières, développer la compétitivité, l'initiative, la sous-traitance, etc.

« Hongkong a commencé comme ça », dit M. Saad Ketani, un jeune entrepreneur aux allures de Peter O'Toole marocain, qui dirige le second groupe privé du pays. Un conglomérat de dix mille personnes — textile, banque, immobilier, — créé par son père il y a trente ans à

Fabri du protectionnisme et de la « sous-traitance », qui aujourd'hui joue à fond la carte de l'ouverture et exporte ses tissus brodés jusqu'en Corée du Sud !

Un pari tenté avec espoir, mais sans illusions. « Il règne une atmosphère de confiance et de reprise mais il reste beaucoup à faire, assure gravement M. Benani Smires, le patron des patrons marocain, nous sommes une économie fragile, un pays en développement, nos performances ne doivent pas être considérées comme acquises. »

De fait il a suffi, en 1989, de la perte d'un gros marché sur les phosphates (l'Inde a préféré acheter des engrais ailleurs), d'une récolte agricole un peu moins bonne et d'une légère remontée des taux d'intérêt, pour creuser à nouveau le déficit extérieur et casser la croissance économique de moitié. Un revers attendu qui montre la fragilité extrême de la reprise et l'ampleur des contraintes qui continuent de peser sur l'économie du royaume.

Ces contraintes, elles, se résument en trois mots : dette, démographie et dépendance alimentaire.

Les investissements étrangers ont beau affluer, ils sont loin de compenser les sorties imposées par le service de la dette (2). Contraint à la prudence au niveau des emprunts — « Il nous arrive de refuser des crédits », assure l'Office des changes, — le Maroc verse, aujourd'hui, bon an mal an, 600 à 700 millions de dollars de plus à ses créanciers qu'il ne reçoit de l'extérieur en prêts et investissements.

« Nous transférons chaque année l'équivalent de 3 % à 4 % du PIB vers l'extérieur, c'est un handicap énorme », explique M. Abonyoub, directeur du commerce extérieur.

Un handicap aggravé par une démographie galopante (2,6 % l'an) qui pèse sur les dépenses publiques (santé, éducation, subventions alimentaires) gênant le rétablissement des équilibres, et surtout sur l'emploi. Bien que l'industrie ait créé l'an dernier soixante mille emplois, le chômage officiel touche toujours 14,3 % de la population active (contre 15,5 % à la fin 1988), frappant notamment les jeunes universitaires, sortis en vagues serrées du système éducatif mis en place depuis l'indépendance.

« Un coursier dans une banque doit désormais avoir un niveau bac + 2, un agent de police une licence », note, désabusé, un jeune Marocain. Quels que soient les progrès réalisés dans l'industrie (hausse de créations d'entreprises de 35 %, des investissements de 25 %, des emplois de 10 %, etc.), ils ne contrebalancent pas encore, et de loin, le poids de l'agriculture. L'agriculture, qui fait toujours vivre plus de la moitié de la population, bien qu'elle ne compte que pour un sixième du PIB. L'agriculture trop vulnérable, faute de surfaces irriguées (à peine un huitième du total des terres), dont la production varie d'une année à l'autre du simple au double, en fonction des caprices de l'anticy-

clone des Açores. L'agriculture qui reste, en dépit d'efforts énormes, structurellement déficitaire, les importations de céréales, base de la nourriture, dépassant toujours d'au moins 20 %, sauf année exceptionnelle, les exportations d'agrumes et de primeurs. Un piège redoutable.

« Avec un taux de croissance démographique de 2,6 % l'an, des dépenses sociales incompressibles et une charge de la dette équivalente à 3 points du PIB, il nous faut une croissance économique de 6 % à 7 % l'an pour seulement maintenir les revenus, explique-t-on au ministère des finances. Pour cela il faut investir. Mais avec quel ? On ne peut plus s'endetter... »

Seule solution : l'appel aux capitaux privés, abondants au sein du royaume mais jusqu'ici plus portés vers la spéculation immobilière que vers l'industrie. « La loi ? Libérer l'initiative privée », explique M. Mohammed Sagou, directeur de cabinet du ministre des finances, il faut créer de la croissance pour pouvoir payer la dette.

Libéralisme oblige

Langage nouveau. Il est loin le temps où le Maroc, grisé comme tous les pays en développement par l'afflux des pétrodollars, s'endettait jusqu'au cou pour lancer à coups de crédits publics de grands projets d'infrastructure ou de développement : routes, chimie, barrages, phosphates, sucres, cimenteries, etc. La crise des paiements qui au début de la décennie a été le prétexte, mis à genoux par trois années de sécheresse, à négocier avec le FMI un rééchelonnement de sa dette, au prix d'un plan de redressement draconien, est encore présente dans tous les esprits.

Depuis 1983, le royaume a tourné une page. Ainsi, paradoxalement, par crise subvenue, qui a renforcé la cohésion sociale et permis de supporter l'austérité sans émeutes, le gouvernement a totalement renversé sa politique.

L'ajustement structurel imposé par le FMI s'est traduit d'abord par une réduction de 40 % de la valeur du dirham, par un blocage des dépenses publiques ramenant le déficit budgétaire de 13 % à 4,4 % du PIB, et par une progression quasi nulle du revenu par habitant de 1981 à 1985. Parallèlement le Maroc a engagé une série de réformes de fond qui se résument en un mot : libéralisme (voir encadré ci-dessous).

Une vraie révolution économique passée quasiment inaperçue, et qui, aidée par une conjoncture enfin favorable (décrue des taux d'intérêt, du pétrole et des cours du dollar, bonnes récoltes, reprise du marché des phosphates, etc.), a donné en 1987 et en 1988 des résultats inespérés. Pour la première fois, depuis 1974, le Maroc a réussi à équilibrer ses ressources et ses besoins, si bien que la balance des paiements courants a été excédentaire de 2,9 milliards de dirhams, et que le royaume a pu reconstituer quelques réserves de change.

Un résultat encourageant qui, même si l'année 1989 marque un recul, montre que le royaume est sur la bonne voie. Les ressorts du développement existent, constatent tous les observateurs, les potentialités aussi. Le tissu des entreprises, des dévices, est encore largement inexploité, de même que la pêche industrielle, qui débute à peine et pourrait fournir 1 milliard de dollars de recettes au pays (quatre fois plus qu'aujourd'hui). L'agriculture, assure-t-on au ministère du Plan, ne fournit pas le tiers de ce qu'elle pourrait produire et, si la modernisation se poursuit, pourrait atteindre l'autosuffisance d'ici cinq ou sept ans.

Quant à l'industrie, forte surtout de ses innombrables petites et moyennes entreprises (dont un bon tiers non déclarées), jusqu'ici axée sur le textile, le cuir, la construction et l'agroalimentaire de base, elle commence à se structurer et à s'attaquer aux secteurs de pointe : électronique, mécanisme, etc. « Le reste est à venir, car le pire est derrière. La politique de diversification sectorielle et géographique que nous avons entamée commence à porter ses fruits, assure le directeur de l'Office des changes, nous exportons des fleurs au Canada. C'était inimaginable il y a cinq ans ! »

VERONIQUE MAURUS

(1) Un dirham vaut environ 0,70 F.
(2) En 1988, le Maroc a remboursé à l'étranger, quelque 14,8 milliards de dirhams, dont 8,2 milliards pour les seuls intérêts, soit l'équivalent d'un tiers de ses recettes en devises.

China Lodges Protest Against France

BEIJING (Reuters) — China accused the French government Tuesday of contriving with the French press in sending a concerted flood of anti-Chinese facsimile messages written by exiled dissidents, the official Xinhua news agency said.

The Foreign Ministry summoned a senior French diplomat and lodged a protest, Xinhua said. "This is an undisguised act of subversion against China conducted by French news media with the connivance and support of the French government and in collaboration with Chinese fugitives," a ministry official said.

The official accused the French magazine Actuel of sending "subversive propaganda material" by facsimile. Chinese dissidents who fled into exile after the June crackdown in Beijing sent the messages into China on Thursday. The campaign was organized by a Chinese dissident group and sponsored by 16 news magazines in Europe and America.

□ CHINE : nouvelle protestation contre la France. — Le gouvernement chinois a mis en demeure, mardi 31 octobre, la France de mettre un terme aux activités sur son territoire de la Fédération pour la démocratie en Chine (FDC). Cette nouvelle protestation, la quinzième en quatre mois, vise plus particulièrement l'opération « Faxez la liberté » lancée jeudi 26 octobre par la FDC en collaboration avec Actuel. — (AFP.)

Le gouvernement chinois somme officiellement la France de mettre un terme aux activités subversives menées conjointement par la FDC et le magazine Actuel suite à l'opération "FAXEZ LA LIBERTÉ EN CHINE". Comment lutter contre la censure, comment aider les dissidents chinois en envoyant des télégrammes par milliers, tous les détails, ce mois-ci dans Actuel.

ACTUEL

5021 من الاحوال

AFFAIRES

Le plus grand cabinet de chasseurs de têtes du monde fête ses vingt ans

Korn-Ferry part en quête des euromanagers

Parmi les cinq grands cabinets de chasseurs de têtes, Korn-Ferry n'est pas le plus vieux, au contraire, mais il est aujourd'hui le plus important. Vingt ans après sa fondation à Los Angeles par deux experts-comptables dissidents de Peat-Marwick, Lester Korn et Richard Ferry, il dépasse les 100 millions de dollars (soit environ 830 millions de francs) de facturation. Selon Lester Korn, l'année 1989-1990 — qui se termine au 30 avril prochain — pourrait voir ce chiffre atteindre 110 à 115 millions de dollars, soit près de deux fois plus qu'en 1969.



Lester Korn

La croissance rapide de Korn-Ferry sur un marché très concurrentiel (celui du recrutement par « approche directe ») fait des envieux. Selon une enquête auprès de cinquante grands cabinets, publiée le 15 octobre par la lettre confidentielle *Executive Recruiter News*, Korn-Ferry a, parmi les cinq plus importants, la plus mauvaise réputation, Spencer Stuart ayant la meilleure.

Lester Korn n'en a cure : il a ses clients pour lui (80 % de ses missions viennent de clients fidèles), et sa formidable croissance lui donne des arguments financiers en béton pour répondre à ses détracteurs. On lui reproche surtout, d'ailleurs, d'avoir la détestable habitude de chasser ses chasseurs chez ses concurrents. « Je suis très fier que des managers de talent viennent chez nous », répond-il sobrement.

C'est vrai, Robert Slater est devenu en février dernier le numéro quatre de la firme après dix ans au cabinet d'audit Arthur Young et dix ans chez Spencer Stuart. C'est vrai, les trois « partenaires » de Korn-Ferry en Italie viennent tous de chez Egon Zehnder, et, en Allemagne, deux dirigeants viennent de chez Heidrick and Struggles. Mais Lester Korn affirme que, dorénavant, il y a suffisamment de consultants de talent chez lui (deux cent soixante-cinq associés et partenaires) pour assurer la relève. Plus besoin de chasser chez les concurrents, alors ? Lester Korn sourit.

Le président de Korn-Ferry, un petit homme brun de cinquante-trois ans, a deux sourires : un diplomatique, et un autre cachant mal une ambition forcée. Le premier lui vient d'avoir été nommé par l'administration Reagan, de juillet

1987 à octobre 1988, ambassadeur au Conseil économique et social des Nations unies. Il en est très fier, et cela a beaucoup contribué à la respectabilité toute neuve de sa firme.

L'autre sourire de Lester Korn lui vient lorsqu'il évoque des questions de concurrence et l'avenir du marché du recrutement des cadres supérieurs dans le monde. Sa firme est la plus grosse et veut le rester. Pour y parvenir, la stratégie de développement dans les cinq ans qui viennent est simple : profiter de l'effet d'entraînement formidable créé par le grand marché européen de 1993. Il va y avoir besoin de cadres internationaux, et, justement, c'est en période de rareté que les chasseurs de têtes font les meilleures affaires.

Une grande ambition

« Parmi les grands, je vois deux firmes qui seront capables de relever le défi de 1993 : Egon Zehnder et nous. » Lester Korn a donc choisi Paris pour fêter avec ses quarante-cinq « partenaires » (venant des quarante-deux bureaux et dix-neuf pays) les vingt ans de la firme. Le symbole d'une grande ambition européenne. L'entreprise est, somme toute, une nouvelle venue sur le Vieux Continent : même si son premier bureau a été établi en 1972 à Bruxelles, ce n'est que depuis 1984 qu'elle est passée à la vitesse supérieure (et a multiplié son chiffre d'affaires européen par dix). Le 2 novembre, devant l'assemblée générale des « partenaires », Richard Ferry a été plus clair : « Dans les cinq ans qui viennent, notre chiffre d'affaires sera réalisé à parts égales en Amérique du Nord et de l'international. » Aujourd'hui, en effet, Korn-

Ferry est essentiellement un cabinet américain : 63 % de ses facturations viennent d'Amérique du Nord et 23 % seulement d'Europe (le solde concerne surtout la zone Pacifique).

Pour se préparer à cette offensive européenne, Korn-Ferry peut bien entendu s'appuyer sur son organisation. Cette dernière a été calquée sur celle des grands cabinets d'audit anglo-américains (1) : des bureaux dans le monde entier (Korn-Ferry en a onze en Europe) et des spécialistes par marché. Les mille deux cent cinquante clients de la firme s'adressent à des recruteurs répartis selon douze spécialités sectorielles, depuis la défense et l'aéronautique jusqu'au secteur des loisirs, en passant bien sûr par la finance (20 % des honoraires de la firme) et la grande consommation (14 % des missions).

Mais l'entreprise de « l'ambassadeur Korn » sait aussi investir dans les études. Elle vient de publier avec l'université Columbia une

enquête auprès de mille cinq cents cadres supérieurs internationaux pour définir le profil du « PDG du vingt et unième siècle ». De toutes les réponses recueillies, il ressort une idée-force : l'Europe va devoir faire face à une pénurie de managers vraiment internationaux. D'où l'intérêt de Lester Korn pour le grand marché.

Diversification importante

Et comme la rareté implique des salaires élevés, Korn-Ferry a créé en février, en joint-venture avec Management Compensation Group, une filiale spécialisée dans le conseil en rémunération pour pouvoir aider ses clients à offrir aux cadres « chassés » des salaires et avantages intéressants.

Il est rare qu'un grand cabinet de chasseurs de têtes se lance ainsi dans une diversification importante. Mais Lester Korn ne veut pas en rester là. Avec l'aide de Robert Lepage, responsable de

Korn-Ferry Europe, il va se lancer sur le marché très prometteur de l'intérim de très haut niveau : en clair, recruter un manager pour « boucler » une fusion, réorganiser un groupe ou partir deux ans dans un pays de l'Est (à noter que Spencer Stuart, qui investit lourdement dans de nouveaux services européens, s'intéresse aussi aux « temporaires » en Grande-Bretagne, en Italie et aux Pays-Bas).

L'Est et les conséquences de la perestroïka font, bien entendu, rêver les « partenaires » de Korn-Ferry. Au-delà de l'Europe, il va y avoir, plus à l'est, de formidables besoins de cadres supérieurs. Mais Lester Korn, retrouvant là son sourire diplomatique, préfère attendre un peu avant d'ouvrir un bureau en Hongrie ou ailleurs. L'Europe de 1993 reste la priorité.

DIDIER POURQUERY

(1) Dont les chiffres d'affaires sont considérablement plus importants : KPMG, le premier d'entre eux, réalise 4,1 millions de dollars d'honoraires, avec 5 540 « partenaires ».

Les cinq plus grands cabinets mondiaux

Nationalité	Date de création	Honoraires (fin avril 1989) en millions de dollars	Dont % hors Amérique du Nord	Nombre total de bureaux dans le monde
Korn-Ferry (USA)	1969	88,5	36	42
Russel Reynolds (USA)	1969	77,7	37	21
Egon Zehnder (Suisse)	1964	66,7	90	29
Spencer Stuart (USA)	1956	66	55	30
Heidrick & Struggles (USA)	1953	49,3	35	29

Source : Executive Recruiter News.

Une agence de travailleurs indépendants qui ressemble à de l'intérim

Les bonnes affaires de Techniciens sans frontières

A priori, l'idée paraît lumineuse. Une entreprise intervient en fédérant des travailleurs indépendants ou des artisans. En théorie, tout le monde y gagne. Le groupement d'abord, qui empoche 15 % du chiffre d'affaires hors taxes en commissions. L'adhérent ensuite, qui ressemble à un salarié, mais peut se croire libre. L'employeur enfin, qui règle des factures et ne supporte ni les charges sociales ni les contraintes de la législation appliquée à l'intérim ou au contrat à durée déterminée.

Mais il y a un ennui. Malgré l'imprécision des textes, ce type d'activité peut s'assimiler à du prêt de main-d'œuvre ou à du marchandage. Ce qui est normalement interdit. Pourtant, les cas de ce genre se multiplient.

Patron de Techniciens sans frontières (TSF), une société installée dans l'Oise, M. André-Laurent Bernard croit avoir trouvé le filon. Parce qu'il agit en tant que groupement chargé des tâches administratives et commerciales de ses adhérents, tous travailleurs indépendants, il peut proposer ses services aux entreprises, en concurrence avec l'intérim ou le contrat à durée déterminée. Son argument ? L'utilisateur final, l'employeur en réalité, ne paie que « le travail fini » et non le nombre d'heures effectuées. Il reçoit une facture de TSF pour le service rendu, avec la TVA, mais sans cotisations, sans

régles régissant le travail temporaire à respecter et sans indemnités de précarité à verser. Une commande, et on n'en parle plus.

Côté TSF, l'avantage est également évident. La société n'emploie pas de personnel — tout son encadrement est à la commission — et se borne à mettre en relation des entrepreneurs individuels avec un client, moyennant rémunération. Sur le montant hors taxes du chiffre d'affaires réalisé par chaque adhérent, le « groupement » prélève 15 %, qui correspond à sa commission, et, pour faire bonne mesure, encore 13 % pour régler les

différentes cotisations et charges fiscales, hors impôts, à la place de l'adhérent, débarrassé de ces tâches fastidieuses.

L'affaire marche bien. Créée en 1981 à Villiers-Saint-Barthélemy (Oise), elle fonctionne avec une douzaine d'agences réparties sur le territoire national. Elle fédère plus de cinq cents travailleurs indépendants, dont quelques-uns sont devenus des « franchisés » de la formule. Ceux-là, explique M. Bernard dans une lettre adressée en mai 1986 à l'UNETT, l'un des deux syndicats professionnels de l'intérim, inquiet de cette pratique, « peuvent embaucher des salariés (c'est rare) ou sous-traiter tout ou partie de leurs chantiers (c'est plus fréquent) ».

Patron sans les contraintes

Vus par les artisans eux-mêmes, les avantages sont apparemment alléchants. Professionnels ou anciens chômeurs, ils accèdent au statut de chef d'entreprise individuelle sans en connaître les inconvénients. Techniciens sans frontières remplit pour eux toutes les obligations légales à l'égard des organismes de protection sociale (URSSAF, pour les allocations familiales, assurance-vieillesse des artisans, caisse mutuelle d'assurance-maladie) ainsi que d'assurance complémentaire. En outre, TSF se charge de payer la TVA, établit la facturation, se fait payer par les clients et prépare la déclaration annuelle d'imposition.

La tranquillité, en quelque sorte, d'autant que le groupement dispose d'agents commerciaux pour trouver de nouveaux marchés à ses adhérents et prétend leur assurer dix mois d'activité par an. « Le statut d'artisan indépendant vous procure une couverture sociale quasi identique à celle des salariés et même, dans certains cas, plus avantageuse », écrit TSF dans sa plaquette. « De plus, vous avez la satisfaction d'être votre propre patron », ajoute-t-on et, pour achever de convaincre, le texte se termine par cette injonction : « Devenez artisan sans en subir les contraintes, exercez votre métier librement. Techniciens sans frontières se charge du reste ! »

En réalité, il restera à l'artisan à payer ses impôts, à renouveler son matériel, à supporter lui-même le non-règlement d'une facture et,

contre une régularisation des versements à quatre-vingt-dix jours, à devoir honorer des agios bancaires pour des traites, le cas échéant. Soumis à des « feuilles de pointage (...) dûment signées pour vous et votre client », il se retrouvera dans une situation plus proche du salarié que d'une forme de nouveau compagnonnage, selon la belle expression de TSF.

L'arrêt Guégan

On voit bien le principe, mais est-ce pour autant représentatif ? Après tout, on pourrait considérer, comme le fait M. André-Laurent Bernard dans les documents qu'il fournit, que la société a le rôle d'un prestataire de services, simplement utilisé pour « réaliser des économies d'échelle », inaccessibles à l'artisan isolé, ou, encore, imaginé pour simplifier la vie de gens qui se consacrent ainsi exclusivement à leur travail.

Seulement voilà, cette judicieuse pratique se situe au confins de la légalité, à un point où il est difficile de trancher ce qui est interdit ou non, et dont le développement inquiète les inspecteurs du travail. A cette frontière-là, on peut rapidement basculer dans ce que les textes appellent « le trafic de main-d'œuvre », « le prêt de main-d'œuvre », ou même « le marchandage illicite », toutes méthodes expressément condamnées depuis le dix-neuvième siècle pour limiter la croissance du « taylorisme », des « bureaux privés de placement », qui amènent le travailleur à être un salarié de fait sans en avoir la protection.

Mais, parce que les faits sont difficiles à prouver, les inspecteurs du travail procèdent rarement à établir un dossier et, moins encore, à faire condamner les contrevenants. Ce qui explique en grande partie que ces formes d'emploi se soient multipliées ces dernières années, avec le développement de la précarité du travail. Le travail indépendant et l'artisanat sont un moyen commode de contourner la législation sociale, jugée trop contraignante, pour lui préférer le faux salariat ou la fausse sous-traitance.

Seul l'arrêt de la Cour de cassation du 29 octobre 1985, rendu dans l'affaire Guégan, désormais célèbre dans tout ce milieu, permet de préciser les limites. Or celui-là

dispose que, dès lors qu'ils ne jouissent pas d'une véritable indépendance pour l'exécution de leur travail, qu'ils effectuent sous le contrôle d'une entreprise et que celle-ci les rémunère mensuellement par le versement d'un salaire fixe, de prétendus « artisans » se trouvent en réalité « intégrés dans un ensemble les plaçant dans un état de dépendance économique et de subordination juridique caractérisant l'existence de contrats de travail ». En dépit des apparences, ils sont donc des salariés.

Dans le cas de Techniciens sans frontières, surnommé « le réseau de l'indépendance », on peut légitimement s'interroger sur le point de savoir si les bornes n'ont pas été franchies, à la lecture du dépliant distribué aux chefs d'entreprise clients, par l'agence de Nantes notamment.

Moins cher qu'un salarié traditionnel

D'ailleurs, l'agence en question répond à des offres d'emploi publiées dans la presse et annonce qu'« un professionnel offrant le profil que vous souhaitez est en disponibilité chez nous. » Notre groupe vous propose d'utiliser les compétences de ce dernier sans qu'aucune contrainte sociale ou juridique ne freine votre projet. L'opposé de l'intérim. « Il nous sera possible d'envisager une mission de très longue durée, sans qu'aucune contrainte sociale ou juridique ne freine votre projet. Nous poursuivons l'agence de Nantes de TSF, qui ajoute que « le coût global de cette opération vous reviendra moins cher que dans le cas d'un salarié traditionnel ». Et de souligner que de nombreuses entreprises importantes sont les adeptes de cette « maîtrise de la sous

traitance », qui permet de décharger un « excellent profit ». On peut utiliser ainsi des ingénieurs, des dessinateurs-projeteurs ou d'études, des techniciens, mais aussi, dans les ateliers et les chantiers, des superviseurs, des chefs d'équipe, des monteurs ou des soudeurs, tous très qualifiés.

A l'évidence, l'agence de Nantes a outrepassé le droit, peut-être par incompétence ou par excès de zèle, tout comme l'agence de Mulhouse, qui a été perquisitionnée pendant l'été dernier. Il n'en reste pas moins que le mode de fonctionnement de Techniciens sans frontières se situe dans une zone contestable. La documentation du siège affirme aux postulants qu'ils bénéficieront, « déduction faite des retenues prévues, d'un revenu net correctement réglé ».

Pas d'assurance-chômage

Elle n'en continue pas moins de laisser entendre que l'artisan est seul face à son client-utilisateur-employeur, TSF s'attribuant la fonction de régulateur ou de groupement d'achat, comparable avec la position d'un simple prestataire de services. En fait, et sans que cela soit dit, elle se pose en rivale de l'intérim pour le haut de gamme, sans les sujétions que cela implique, et M. André-Laurent Bernard assure, pour être incontestable, que les artisans « sont libres de faire ou non appel » à ses services.

Au moment où le débat public remet le travail temporaire — intérim et contrat à durée déterminée — sur le devant de la scène, les possibilités offertes par des sociétés telles que Techniciens sans frontières montrent bien que la tendance à la précarité se déplace déjà vers d'autres formules, au moins aussi préoccupantes. Qu'advient-il si les salariés, de fait, se retrouvent avec des contrats commerciaux à la place d'un contrat de travail ? Que se passerait-il si, pour avoir un emploi, il fallait supporter seul les charges sociales et fiscales, en plus de la perte de son travail et, dans le cas précis, d'une commande ? Ces « faux artisans » n'ont pas le droit à l'assurance-chômage et ne sont pas soumis à une quelconque procédure en cas de licenciement. Ils ne bénéficient donc pas de la moindre indemnisation.

ALAIN LEBEAURE

(Publicité)

RAPPEL

PRÉFECTURE DE L'AIN, DU RHONE ET DE L'ISÈRE

Ligne électrique à 1 circuit 400 KV LA BOISSE - LE CHAFFARD

Modification des plans d'occupation des sols des communes de JONS et COLOMBIER-SAGNIEU dans le département du Rhône.

ENQUÊTE PUBLIQUE POUR LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE DES TRAVAUX DE L'OUVRAGE SUSVISÉ

Le préfet de l'Isère rappelle au public l'avis d'ouverture d'enquête paru dans la presse du 13 octobre 1989, enquête qui a lieu du 30 octobre au 1^{er} décembre 1989 inclus.

Les pièces des dossiers d'enquête publique seront déposées aux jours et heures habituels d'ouverture :

- à la préfecture de l'Ain, du Rhône et de l'Isère
- à la sous-préfecture de Vienne et La Tour-du-Pin
- dans les mairies de La Boisse (01), Nivernoz (01), Colombier-Sagnieu (69), Jons (69), Villefranche-sur-Rhône (38), Lanas (38), Saint-Jean-de-la-Porte (38), Montfleur (01), Meyrieu (69), Pont-de-Cherry (38), La Verpillière (38)

afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur les registres d'enquêtes ou les adresser par écrit à la commission d'enquête au siège de l'enquête précitée.

Les membres de la commission d'enquête recevront les intéressés qui le désirent de 9 heures à 12 heures à :

- Jons le 23 novembre 1989
- Saint-Jean-de-la-Porte le 24 novembre 1989
- Jons le 27 novembre 1989
- Villefranche-sur-Rhône le 28 novembre 1989
- Nivernoz le 29 novembre 1989
- La Boisse le 30 novembre 1989
- Colombier-Sagnieu le 1^{er} décembre 1989

Les rapports et les conclusions de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans les mairies et préfectures concernées.

le nouvel **Observateur**

présente son

GRAND CONCOURS VIN

du 2 Novembre au 29 Novembre

**+ DE 5.000 BOUTEILLES
A GAGNER**

Une odeur de
jamais vu
cette semaine,
le premier concours
ou votre nez
aura
un rôle à jouer



Si vous avez
du nez

Dans le même numéro :
DOSSIER SPECIAL VIN

هكذا من الاجل

AFFAIRES

La quarante-cinquième assemblée générale de l'IATA

Les compagnies aériennes menacées par la croissance

La quarante-cinquième assemblée générale de l'Association du transport aérien international (IATA), qui a réuni, le 30 et le 31 octobre à Varsovie, cent quatre-vingt-sept compagnies aériennes du monde entier, s'est félicitée du bénéfice net record réalisé par ses membres, soit 2,5 milliards de dollars (16,5 milliards de francs) en 1988. L'IATA s'est aussi penchée sur deux des retombées négatives provoquées par une croissance mal contrôlée : la congestion du trafic et le développement du terrorisme.

Pourquoi boudier son plaisir ? L'année 1988 a été excellente pour la plupart des transporteurs aériens, membres de l'IATA. Ceux-ci ont su tenir leurs coûts et, malgré la création de lignes nouvelles et la multiplication des vols, le coefficient de remplissage de leurs avions a progressé de 0,6 %. Ils ont transporté six cent trente-deux millions de passagers (sur un total d'un milliard toutes compagnies confondues), c'est-à-dire 2 % de plus que l'année précédente, et 11 millions de tonnes de marchandises, soit 7,7 % de mieux.

Cette conjonction de facteurs favorables a valu à la profession le plus beau bénéfice de ces dix dernières années. Il faut remonter à la fin des années 70 pour enregistrer un bénéfice net approchant le chiffre de 2,5 milliards de dollars (16,5 milliards de francs) réalisé en 1988, contre 900 millions de dol-

lars (5,9 milliards de francs) en 1987 et 200 millions (1,3 milliard de francs) en 1986.

L'avenir se présente sous les meilleurs auspices si l'on en croit une étude réalisée par IATA qui prévoit une croissance soutenue jusqu'en 1993. En matière de passagers, le trafic international devrait croître de 8 % en 1989 et en 1990 pour revenir à 6,5 % de 1991 à 1993 ; ces chiffres révisent en hausse les espoirs antérieurs des transporteurs qui tablaient sur une progression annuelle d'environ 6 %. En matière de fret international, l'évolution serait inverse, c'est-à-dire que la progression annuelle ne dépasserait pas 6 % en 1989 pour monter à 7 % de 1990 à 1993.

Des chiffres propres à rassurer le plus anxieux des présidents de compagnies si deux gros nuages noirs ne menaçaient l'existence du transport aérien. Le premier est le développement du terrorisme. En moins d'un an, deux tragédies sont venues rappeler la vulnérabilité d'un avion. En décembre 1988, c'est une charge de sémite qui éparpille un Boeing-747 de Pan Am au-dessus de Lockerbie (Grande-Bretagne) et qui provoque la mort de deux cent soixante-dix personnes. Il y a un mois, c'est la pénétration qui fait exploser un DC-10 d'UTA au-dessus du désert du Ténéré et qui tue cent soixante-dix personnes. Aux États-Unis, on vient d'installer le premier détecteur neutronique d'explosif : malheureusement, il n'est pas encore au point et commet beaucoup de fausses alarmes. Les services d'IATA inspectent, une fois par an, vingt-quatre aéroports où la sûreté pourrait poser problème. L'association a créé dans son équipe spécia-

lisée trois groupes de travail pour travailler sur la sûreté du fret, le cas du complice involontaire et sur les critères de filtrage des passagers.

ARCS
contrôle

Reste que les compagnies se sentent impuissantes devant le terrorisme et qu'elles demandent aux États d'assumer plus efficacement leur mission d'ordre public, comme l'explique M. René Laporte, PDG d'UTA. « En face de terroristes très bien organisés et formés, il n'y a pas grand-chose à faire sur quel que aéroport que ce soit, reconnaît-il. C'est la leçon du drame de Lockerbie. La minuterie et le dispositif de mise à feu barométrique qui ont déclenché l'explosion étaient indétectables. Et on continue à installer des engins à rayons X, ce qui équivaut à cracher en l'air ! Il nous faudra infiniment de persévérance et de précautions pour parvenir à trouver la parade. Je ne fais pas reproche au gouvernement français de n'avoir rien fait après avoir subi de telles menaces. Fallait-il fermer tous les grands magasins de Paris, arrêter tous les bus, tous les avions ? Evidemment, non. En revanche, prétendre qu'une compagnie aérienne peut, seule, assurer la sécurité de ses passagers n'est pas sérieux. Cela peut-on faire lorsque, sur certains aéroports africains, il n'existe aucune clôture, que les gardes dorment, qu'il n'y a aucun contrôle du fret, de la poste, des colis express et de la restauration embarquée, que des circuits, « les protocoles », sont organisés pour éviter aux bagages de passer par le moindre contrôle ? Entourer son

avion de gardes, même désarmés, pour fouiller les passagers ? C'est à coup sûr déclencher l'hostilité du gouvernement local qui intervient pour dispenser de fouiller une notabilité, qui transporte un pistolet avec une balle engagée dans le canon, comme nous l'avons expérimenté. »

Et puis, il y a les « embouteillages » du ciel qui empêchent les avions de décoller et d'atterrir à l'heure au grand dam des usagers des points du globe particulièrement congestionnés à certains moments du jour ou de l'année. La localisation des difficultés prouve que la thrombose aérienne est une maladie de pays riches, car c'est dans les aéroports de Francfort, Londres, Palma de Majorque, Tokyo, Hongkong, New-York ou Los Angeles que les passagers rongent leur frein et que les compagnies perdent de l'argent. A titre d'exemple, M. Colin Marshall, directeur général de British Airways, évalue à 150 millions de francs les pertes annuelles de sa compagnie imputables aux difficultés de trafic. La situation ne va pas en s'améliorant : le nombre des avions retardés de plus de quinze minutes a bondi de 30 % en Europe, l'année dernière, et 1989 semble devoir connaître une nouvelle aggravation. Si rien n'est fait pour y remédier, le système européen sera incapable de faire face au doublement quasi assuré, d'ici à 2010, des huit millions de mouvements d'avions enregistrés en 1988.

Les remèdes ? Aggrandir les aéroports, multiplier leurs pistes, bien sûr, pour faire face au développement des trafics. Il faudra aussi rendre compatibles les ordinateurs des services nationaux de la naviga-

tion aérienne pour qu'ils puissent accélérer le franchissement des frontières et harmoniser les procédures et les routes pour éviter de faire perdre du temps aux avions qui se trouvent en route. En Europe, l'IATA est prête à se rallier aux solutions élaborées par vingt-trois directions nationales de l'aviation civile (CEAC) du Vieux Continent qui sont décidées à centraliser la gestion des courants de trafic dans les cinq centres de Londres, Paris, Francfort, Rome et Madrid, en attendant de confier l'ensemble du contrôle de la navigation aérienne à Bruxelles et, pourquoi pas, dans le cadre de l'agence Eurocontrol.

Un avion
tous les trois jours

Fidèle à son habitude d'organisation internationale où coexistent d'énormes compagnies, comme American Airlines ou Aeroflot, et des transporteurs filipiniens, comme Air Gabon, des compagnies privées, publiques et semi-publiques, l'IATA s'est gardée d'aborder les problèmes qui agitent ses membres afin de préserver une harmonie de façade. Il n'a donc pas été question, autrement, que des couleurs, de la vague de tentatives de rachats qui traumatisent les compagnies américaines American Airlines, United, Northwest, Pan Am, obligées de gaspiller des milliards de dollars et beaucoup d'énergie à se défendre contre les financiers, au point que Washington pense à calmer le jeu par une réglementation appropriée. Il n'a pas plus été question du nombre trop élevé de transporteurs en Europe ou de la libéralisation voulue par la CEE à laquelle la France

tente de s'opposer pour protéger Air France. Pas un mot sur la tentative avortée de rapprochement entre British Airways et United pour constituer le plus grand transporteur du monde occidental, ni sur les laborieuses négociations entre British Airways, KLM et Sabena. Rien sur les comptes désespérément en rouge de la plupart des compagnies africaines et latino-américaines, contraintes, faute de fonds, de conserver de vieux appareils très coûteux à entretenir et très bruyants que l'Europe et l'Amérique du Nord ne veulent plus entendre dans leur ciel.

L'actualité cachée, c'était aussi, à Varsovie, la remontée des tarifs un peu partout dans le monde, et notamment de 15 % aux États-Unis. C'était encore les centaines d'avions commandés depuis le début de l'année qui laissent présager une offre mortellement excédentaire à partir de 1993 pour peu que les passagers se débâtent. American Airlines, qui a en commande et en option cinq cent soixante-dix appareils, ne recevra-t-il pas un nouvel avion tous les trois jours au cours des quatre prochaines années ? L'IATA, qui joue volontiers les autruches, a préféré faire comme si les beaux jours devaient durer indéfiniment. Elle réclame à cor et à cri la formation de deux cent mille pilotes pour répondre à la demande qu'elle attend jusqu'en 1995. A moins que d'ici là un retournement de conjoncture ne plonge le transport aérien dans le marasme du début des années 80...

ALAIN FAUJAS

CONSUMMATION

Traquez le jus de fruits naturel, il ne revient pas au galop

Aucun jus de fruits actuellement commercialisé ne répond à l'idée de nature que l'on s'en fait. A qui la faute ? Pas seulement aux fabricants...

La consommation de jus de fruits s'accroît (1), la confusion du consommateur aussi. Les industriels ont beau multiplier les parfums, les formats, les conditionnements et les produits eux-mêmes, aucun des quatre types de jus proposés ne correspond à l'idée que le consommateur s'en fait au vu des campagnes publicitaires ou même des étiquettes. Bienheureux déjà celui qui distingue les vrais jus de fruits de la kyrieelle de « faux vrais » jus de fruits et de jus carrément faux qui lui sont offerts : nectars, préparations, boissons aux fruits (voir encadré ci-dessous).

Prenez les « vrais », le fin du fin en matière de jus de fruits — type Rocky ou Monoprix-la-Forme. Comme tous les autres vrais jus de fruits ou « faux vrais » jus de fruits, aucun conservateur ni colorant n'est censé entrer dans leur composition. C'est par le froid — et non par pasteurisation — qu'ils sont conservés. Cette technique, qui évite de cuire le jus, lui garde une saveur et une teneur en vitamines proches de l'état original. Outre que la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCRF) a, voici deux ans, relevé chez le principal fabricant la présence — peut-être accidentelle — d'un conservateur chimique, le produit présente le désavantage de toute dentée fraîche : le jus doit

être consommé dans les deux ou trois jours suivant son ouverture.

Hervé Balichinsky, directeur commercial et marketing d'Arcadia, vous donne la recette des 5 millions de litres de « vrais » qu'il écoulé, sous la marque Rocky notamment. Entre le moment où le fruit entre dans l'usine d'Anvers (atmosphère confinée, réfrigérée et aseptisée) et celui où il la quitte en camion réfrigéré, « vingt-quatre heures à peine sont passées ». Livrés au magasin le lendemain de leur commande, les jus frais doivent être vendus « sous quatorze jours ». La description serait complète si elle ne passait pudiquement sur deux détails. De dix à treize jours — si ce n'est plus — séparent le moment où le fruit est cueilli outre-mer et celui où il entre dans la chaîne du froid (transport : huit jours ; déchargement et livraison : deux à cinq jours).

Quand bien même la chaîne du froid ne serait jamais brisée, la boisson obtenue n'est, en terme de date, ni plus « fraîche » ni moins « fraîche » qu'un jus que vous auriez pressé chez vous et entreposé avant de le consommer — jusqu'à vingt jours et plus — dans le milieu certes frais mais, 6 combien peu naturel de votre frigo. Ce qui vaut pour le « frais » liquide vaut a fortiori pour les jus « frais » congelés (sic) qui séjournent plusieurs mois à — 18° avant de finir au fond d'un verre.

Deuxième grande catégorie de jus, ceux dans l'appellation desquels apparaît le mot « pur » (Jocker, Réa, Tropicana). Liquides ou congelés, ils forment le haut de

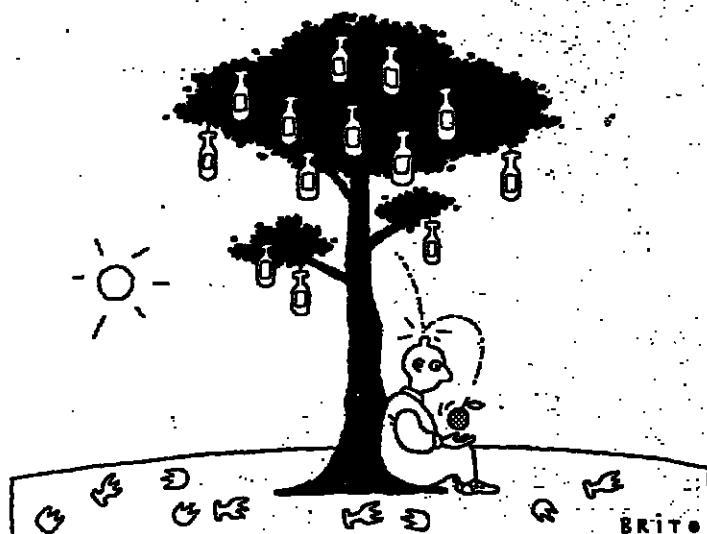
gamme de l'ensemble des jus pasteurisés. Pressés le plus souvent sur le lieu de production, ils sont transportés dans des conteneurs à basse température. Conditionnés près du lieu de vente, leur eau est celle du fruit même. Le délai avant lequel ils sont achetés est souvent de plusieurs mois.

Pas un conservateur...
un additif

En dépit de ce que le mot « pur » et le label « 100 % jus de fruits » laissent entendre, ils sont susceptibles de subir — en toute légalité — trois types d'altération. Altération par soustraction : que la pasteurisation se fasse à température haute ou moyenne, qu'elle dure plusieurs secondes ou minutes, elle détruit inévitablement une partie des vitamines. Dans un certain nombre de cas (pommes et certains fruits rouges), le fruit subit une dépeçage par le froid. Si cette opération rend le liquide limpide dans le verre, elle a un inconvénient : priver le jus d'une substance ayant, au dire même de l'Union des fabricants de jus de fruits, des vertus pour le fonctionnement de l'intestin. Altération par adjonction : les fabricants sont autorisés à introduire (sauf pour le jus de raisin) du sucre — de betterave normalement — corps étranger au fruit par définition à hauteur, par litre, de 15 grammes (pomme), 200 grammes (citron) et 100 grammes (les autres). Jusqu'à 15 grammes, ils ne sont même pas tenus de le signaler sur l'étiquette.

Troisième catégorie, les « jus tout court ». Leur différence avec les « purs » ou les « 100 % » ? Ils incorporent de l'acide ascorbique et de l'acide citrique, ainsi qu'il est marqué sur leur étiquette. S'ils ne contrevenaient pas à la définition de base des jus de fruits prohibant tout conservateur ou colorant, c'est pour une raison bien simple, bonnes gens. Bien que ces deux substances aient des effets analogues à ceux des conservateurs, l'administration les a, dans sa grande sagesse, classées parmi les « additifs », « autorisés » qui plus est.

Avec les « concentrés » (Casino, Java, Pampryl), vous tenez la quatrième et dernière grande catégorie de vrais jus. S'ils comprennent des additifs, la raison de leur présence doit être indiquée sur l'étiquette. Quand ils sont reconstitués, ils sont dits « à base de concentré » et normalement liquides. Quand l'opération de reconstitution par adjonction d'eau est laissée au soin du consommateur, ils sont soit liquides soit surgelés (Jaffa Champion).



Afin d'économiser volume de transport et argent, la moitié de l'eau du fruit pressé au moins est évaporée. Les arômes sont séparés. Au moment du conditionnement, une quantité d'eau égale à celle qui a été évaporée et des arômes d'origine sont réintroduits.

Même si le produit vaut généralement son appellation — « à base de concentré », la reconstitution n'est pas « à l'identique » comme l'administration ou les professionnels vous l'expliquent. L'évaporation entraîne une destruction des vitamines et sels minéraux. L'eau réintroduite est certes potable et identique au volume évaporé, elle n'est pas celle du fruit. Surgelés, le concentré présente au moins cet avantage : laisser au consommateur la faculté de le couper d'eau minérale.

Ensuite, on trouve des faux jus de fruits tout à fait authentiques, nectars, boissons aux extraits de fruits ou aux fruits. Il y a certes encore un peu de fruits, mais pas beaucoup.

Le produit
et son image

Aussi choquante qu'apparaît la situation, elle est, à certains égards, aussi bonne que possible dans la meilleure des sociétés de consommation possibles. De l'aveu même des associations de consommateurs, les jus fabriqués par les industriels sont généralement bons et sains. Grâce à la vigilance de l'administration, des associations et des entreprises elles-mêmes qui se surveillent, les fraudes demeurent rares. Enfin et surtout, les fabricants ne sont pas les seuls responsables du décalage existant entre le jus et son image.

aux appellations étranges autant qu'étravagantes qui trompent le chaland et faussent la concurrence.

Autre responsable du décalage ? Le consommateur lui-même. Il serait moins abusé s'il lisait les étiquettes : terme d'une enquête, l'administration s'est aperçue que seuls 20 % des acheteurs d'une bouteille revêtue du label AOC savaient qu'ils avaient acheté un vin d'appellation d'origine contrôlée ! Ce qui est vrai pour le vin l'est sûrement aussi pour les jus de fruits !

Aspirations
conflictuelles

Le consommateur serait moins déçu si ses aspirations étaient moins conflictuelles.

Le recours au froid, à la pasteurisation, au concentré : sans ces techniques, nous ne pourrions ni boire des jus de fruits tout au long de l'année, ni les garder plusieurs jours au frigo après leur ouverture, ni en trouver à si bon prix. Aussi réelles que soient les pertes de vitamines et de saveur subies par les jus industriels, le consommateur n'est pas armé pour faire mieux. Le nombre de jours séparant la cueillette de la pression a toutes chances d'être plus grand pour le particulier que pour l'entreprise.

Le consommateur de base n'a ni les connaissances ni le temps de sélectionner, à la façon d'un professionnel, les fruits donnant les jus de meilleure qualité.

Sans réfrigération, congélation, pasteurisation, emballage adéquat ou additifs autorisés, — le gâchis serait plus important qu'il ne l'est déjà. Enfin, 1 litre de jus tiré de la pression de 3 kilos d'orange du marché revient plus cher que le concentré (3 F-12 F), le pur jus (8 F-16 F) et même souvent le « frais » (15 F-22 F). Pas plus que les villes ne sauraient être à la campagne, les fabricants ne peuvent satisfaire cette soif éperdue et simultanée d'authenticité naturelle d'une part, de commodité et de sécurité de l'autre, qui caractérise — la bonhomie ou moins — ce Monsieur Prudhomme des temps modernes qu'est trop souvent devenu l'homme occidental.

JEAN-PIERRE ARJUT

Définitions express

Toutes les catégories suivantes peuvent être mélangées (cocktails), enrichies (vitamines). Les « lights » : seulement certains « vrais-faux » jus de fruits.

● Les « vrais » jus de fruits : le fruit, rien que le fruit. Jusqu'à 15, 100 ou 200 g de sucre ajoutés par litre pourcent.

● Les vrais : conservation par réfrigération ; délai de conservation : vingt et un jours après fabrication.

● Les purs jus : conservation par pasteurisation.

● Les « faux vrais » jus de fruits : admettent des éléments étrangers au fruit.

— Les jus : acides citrique et ascorbique admis si signalés.

— Les concentrés : 50 % de concentré minimum ; toute l'eau n'est pas celle du fruit.

● Les « vrais » faux jus de fruits :

— Les nectars : de 25 % à 50 % de pulpe ; sucre obligatoire : 20 % du poids.

— Les préparations ou concentrés de boissons aux extraits de fruits : pourcentage de jus ou de pulpe variable ; additifs autorisés. Se reporter à l'étiquette.

● Les boissons aux fruits : 10 % de jus ou de pulpe au minimum. Sucre à volonté. Divers additifs autorisés.

Contre les fausses valeurs de la modernité

Je vous félicite pour cet ouvrage à une époque qui a perdu le goût de la vérité.

Jean-Paul ARON

DISTRIBUTION DISTIQUE

(1) 46-55-42-14

17, rue Hoche, 92240 MALAKOFF

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Objectif Capitalisation !

Depuis le 1^{er} octobre 1989, la capitalisation des revenus des OPCVM (Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières) est autorisée en FRANCE. Un avantage dont peut bénéficier immédiatement toute la clientèle des SICAV suivantes :

PLACEMENT J, SICAV monétaire court terme.

PLACEMENT M, SICAV monétaire court terme (pour les souscriptions ultérieures au 17/11/89).

PLACEMENT COURT TERME, SICAV de trésorerie.

PLACEMENT PLUS, SICAV OBLIGATAIRE de moyen terme.

PLACEMENT PREMIER, SICAV OBLIGATAIRE long terme de 1^{re} catégorie.

Les conseils d'administration de ces SICAV se sont tenus le 27 septembre 1989 et ont approuvé la résolution concernant la non-distribution des intérêts des revenus (sous réserve de l'approbation d'une AGE à venir), transformant ainsi pour l'exercice en cours et les suivants, toutes ces Sociétés en SICAV de CAPITALISATION.



SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT
LES VALEURS SÛRES



RÉSULTATS EN FORTE HAUSSE

Le conseil de surveillance de la Société générale d'entreprises s'est réuni le 30 octobre 1989, sous la Présidence de M. Guy Dejonary, pour examiner les comptes semestriels consolidés du Groupe au 30 juin 1989.

Le chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1989 s'est élevé à 16,2 milliards de francs, contre 13,9 milliards, compte tenu de l'apport de la Compagnie générale des eaux des actions de la Compagnie générale de bâtiment et de construction (CBC), intervenu en 1989. La progression est de 16,5 % d'un semestre à l'autre. La part du chiffre d'affaires réalisée à l'étranger est de 5,2 milliards (près d'un tiers du total), contre 4,7 milliards au 30 juin 1988.

Le résultat d'exploitation a atteint 85,3 millions de francs. Il fait notamment apparaître un doublement, par rapport à l'année dernière, des contributions des différentes entités opérationnelles du groupe. Cette évolution confirme l'amélioration générale constatée dans l'ensemble des secteurs d'activité de la SGE. Le démarrage des grands chantiers de travaux publics lancés en 1988 (aéroport de Karachi - adduction d'eau de Lagos - tunnel du Store Bault - pas de tir Ariane à Kourou) se déroule dans des conditions satisfaisantes. La croissance des autres principales activités du groupe, bâtiment, travaux routiers et travaux industriels et de second œuvre, est bonne.

Après un résultat financier en nette amélioration, le résultat courant s'établit à 71,4 millions de francs, contre - 13 millions de francs le 30 juin 1988. Le résultat exceptionnel, de son côté, enregistre la plus-value réalisée à l'occasion de l'apport des actions de CBC.

Le résultat net consolidé au 30 juin 1989 ressort ainsi à 124,3 millions de francs, contre 11,9 millions de francs à la fin du premier semestre de l'année dernière. Ce résultat est dégagé après prélèvement de 73 millions de francs au titre de la participation et de l'impôt sur les sociétés.

Pour l'ensemble de l'exercice 1989, les données prévisionnelles actuelles confirment que le chiffre d'affaires du groupe sera d'environ 34,5 milliards de francs hors taxes (38,4 milliards de francs TTC). La marge brute d'auto-financement devrait être de 1,9 milliard de francs. Les investissements du groupe seront d'un montant voisin de 2,5 milliards, dont 1,2 milliard d'investissements financiers. Le résultat net consolidé pourrait être assez sensiblement supérieur au montant de l'ordre de 300 millions de francs qui avait été précédemment prévu et annoncé.



GARANTIE DE COURS PORTANT SUR LES ACTIONS

DOCKS INDUSTRIELS

1. CIRCONSTANCES DE L'OPÉRATION

La société SAGA a l'intention d'acquiescer en Bourse 58 152 actions (87 %) de Docks Industriels, société cotée au marché au comptant de la Bourse de Bordeaux, au prix de 460 F par action.

Cette acquisition correspond à un achat de :

- 24 711 actions auprès de Stockalliance ;
- 33 441 actions auprès de la Société financière des docks industriels (SFDI), filiale de Stockalliance.

Chacun des vendeurs s'est engagé à céder à SAGA le nombre d'actions ci-dessus précisé à 460 F par action, sous réserve du respect de la réglementation boursière.

La transaction a reçu l'accord préalable de la Société des Bourses de valeurs.

Par application de l'article 5.4.1. du règlement général du Conseil des Bourses de valeurs relatif aux cessions de blocs de contrôle, SAGA s'engage à acheter en Bourse toutes les quantités de titres Docks Industriels qui seront présentées au prix de 460 F par action durant quinze séances de Bourse prévues pour la garantie du cours, soit du 6 novembre 1989 au 24 novembre 1989 inclus.

2. ÉLÉMENTS D'APPRECIATION DU PRIX

a) Le prix de 460 F résulte d'une négociation de gré à gré avec les cédants. Il correspond à une valorisation de la société Docks Industriels à 30,8 MF, soit 1,43 fois l'actif net comptable au 30 juin 1989.

b) Le prix proposé aux actionnaires fait apparaître une prime de 65 F (+ 16,45 F) par rapport au dernier cours coté, soit 395 F le 23-10-1989 avant la suspension de la cotation, et de 59 F (+ 14,71 %) par rapport au plus haut cours de l'année, soit 401 F le 12-10-1989.

c) Le critère de rentabilité/rendement n'a pas été pris en compte du fait de l'absence de résultats courants bénéficiaires en 1987 et 1988.

Les pertes prévues pour 1989 devraient pouvoir être absorbées en 1990 et la reprise du dividende peut être escomptée en 1992 au titre de l'exercice 1991.

3. LES MODALITÉS DE FINANCEMENT

Le montant relatif à l'acquisition des blocs de contrôle, représentant 87 % du capital de Docks Industriels, s'élèvera à 26,8 MF. La procédure de garantie du cours pourrait amener SAGA à acquiescer 100 % des actions pour un montant total de 30,8 MF.

Le tableau ci-dessous contient les éléments financiers principaux concernant la SAGA. Ceux-ci mettent en évidence la capacité de SAGA à financer sur ses ressources propres cette acquisition.

31-12-88 CONSOLIDÉ	(MILLIONS DE FRANCS)
- Chiffre d'affaires net	2 957
- Actif net	503
- Résultat net de l'exercice	56

La procédure de garantie de cours fait l'objet d'une caution consentie par le Crédit lyonnais.

4. LES INTENTIONS DES ACQUÉREURS

SAGA exerce ses activités dans le secteur des services auxiliaires au transport international de marchandises ; elle a organisé ses différents métiers autour de trois grands pôles opérationnels :

- Les services portuaires (agence maritime, consignation, manutention, entreposage, stockage...), avec en France WJ Services et ses filiales.
- Le transit international et la commission de transport.
- Les transports de surface, routiers, ferroviaires et fluviaux.

Pour SAGA, l'acquisition de Docks Industriels constitue une excellente opportunité de renforcer de façon significative son secteur portuaire dans le domaine de la manutention des vrac solides, et lui permet de devenir le numéro un français dans cette activité.

Les synergies entre SAGA et Docks Industriels sont importantes. Elles seront recherchées et favorisées en vue d'une rationalisation des outils et d'une amélioration de la productivité et de la rentabilité des structures, dans un souci accru de qualité et d'efficacité du service à la clientèle.

Cette opération, qui s'insère dans la stratégie d'expansion du groupe SAGA, se réalisera dans le respect de la structure propre et des spécificités de Docks Industriels, notamment sur le plan des équipes et de la politique commerciale, et lui permettra d'assurer la continuité de son développement, grâce aux perspectives élargies que lui confère cette nouvelle alliance.

Dans cette optique, l'ensemble des actifs nécessaires à l'exploitation de Docks Industriels seront conservés et, par ailleurs, SAGA a l'intention de maintenir le titre à la cote officielle.

En vertu de l'article 20 du chapitre IV du règlement de la Commission des opérations de Bourse relatif aux offres publiques et aux acquisitions de blocs de contrôle, ce communiqué a été soumis à l'appréciation de la Commission.



FORTE PROGRESSION DU CHIFFRE D'AFFAIRES AU 1^{er} SEMESTRE : + 21 %

Le Conseil d'administration réuni le 31 octobre 1989 sous la présidence de Martin Bouygues a examiné la situation provisoire du Groupe Bouygues au 30 juin 1989. Elle se présente de la manière suivante :

(Millions de francs)	1 ^{er} semestre 1989	1 ^{er} semestre 1988	89/88
Chiffre d'affaires consolidé (H.T.)	22 611	18 687	+ 21 %
Bénéfice net consolidé :			
- Part du Groupe	188	65	+ 12 %
- Part des Tiers	- 48	- 21	+ 21 %
TOTAL	140	44	n.s.

En mai 1989, un holding dans lequel Bouygues n'a aucune participation est devenu l'actionnaire majoritaire (52 %) de Maison Bouygues ; de ce fait, lors de la constitution des comptes de l'exercice 1989, les sous-groupes Maison Bouygues et SAUR, que Maison Bouygues contrôle à hauteur de 51 %, ne sont plus consolidés par l'intégration globale mais par mise en équivalence.

Le chiffre d'affaires et le bénéfice net de 1988 ont été corrigés pour tenir compte de ce changement de structure.

En raison du caractère saisonnier de l'activité, les résultats du 1^{er} semestre ne sont pas significatifs de l'évolution des résultats de l'exercice, qui sont conformes aux prévisions.

POURSUITE DU DÉVELOPPEMENT EN 1989 : + 14 %

Le chiffre d'affaires économique (H.T.) prévisionnel 1989 s'élève à 56,9 milliards de francs et s'analyse de la manière suivante :

(Milliards de francs)	1989 prévision	1988	89/88
Chiffre d'affaires consolidé :			
- Construction	33,6	29,2	+ 15 %
- Immobilier	7,3	6,3	+ 14 %
- Diversification	5,0	5,4	+ 12 %
TOTAL	46,9	40,9	+ 14 %
Chiffre d'affaires des sociétés mises en équivalence :	10,0	9,1	+ 10 %
Chiffres d'affaires économique :	56,9	50,0	+ 14 %
% international	20 %	17 %	

Les sociétés mises en équivalence sont Maison Bouygues, SAUR et TF 1. Aucune activité n'est prise en compte en 1989 au titre des Grands Moulins de Paris.

Avec une croissance de 14 % de son chiffre d'affaires économique, Bouygues poursuit son développement dans toutes ses divisions.

Les perspectives d'activité pour 1990 sont satisfaisantes.

EXCELLENT RÉSULTAT DES OPE/OPA SUR ACTIONS SCREG

Les résultats des offres publiques d'échange et d'achat proposées aux actionnaires minoritaires de SCREG sont les suivants :

- Actions présentées à l'OPE	672 868
- Actions présentées à l'OPA	20 484
- Total des actions acquises	693 352

Les actionnaires de SCREG ont apporté 90 % des actions qu'ils détenaient. La préférence manifestée en faveur de l'OPE montre que dans une très grande majorité ils ont fait confiance à l'avenir du Groupe Bouygues.

Si l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Bouygues, convoquée le 8 décembre 1989, approuve les opérations d'échange et d'achat proposées par le Conseil d'administration, Bouygues détiendra 98,1 % du capital de SCREG.

Le nouveau capital de Bouygues sera alors composé de 15 556 598 actions et certificats d'investissement.

ACOMPTES SUR DIVIDENDE : 1^{er} FÉVRIER 1990

Le Conseil d'administration a décidé la distribution à compter du 1^{er} février 1990 d'un acompte sur le dividende 1989 de 5 francs, auquel s'ajoute l'impôt payé d'avance de 2,50 F par action ou par certificat d'investissement.

L'HERMÈS Editeur
13, rue Séguier, 75006 Paris, tél. : (1) 46-34-05-25
droit, économie, gestion, langues des affaires
Diffusion exclusive :
MEDIS SA, 9, rue Séguier, 75006 Paris, tél. : (1) 46-34-07-70
EDIS SARL, 29, rue Garibaldi, Tunis, tél. : 216-1-353795

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

ETUDES DANS UNE GRANDE UNIVERSITÉ USA
Pour améliorer son anglais ou préparer tous diplômes.
Réductions étudiantes et formelles. Doc. contre 3 timbres.
UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, INC.
U.S.A.-France Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly, 47 22 94 94

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BSN PROGRESSE...

36,2 MILLIARDS DE FRANCS
DE CHIFFRE D'AFFAIRES
AU 30 SEPTEMBRE 1989

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe BSN s'est élevé à 36,2 milliards de francs pour les neuf premiers mois de 1989 contre 31,1 milliards de francs pour la période correspondante de 1988.

Les données par Branche d'établissement comme suit :

(en millions de francs)	1989	1988
Produits Frais	9 486	8 255
Epicerie	7 481	7 274
Biscuits	7 805	5 521
Bière	4 943	4 758
Champagne, Eau minérale	3 137	2 555
Emballage	4 211	3 662
	37 069	32 025
Cessions internes	(570)	(889)
TOTAL GROUPE	36 499	31 136

La comparaison des données brutes relatives aux trois premiers trimestres 1989 et 1988 doit tenir compte des points suivants :

- Dans la Branche Epicerie, le chiffre d'affaires de 1989 comprend les ventes de HP Foods (Angleterre), Les & Perrins (Etats-Unis) et Moterne Fruiteur (France); il ne comprend pas les ventes de Vandamme Pie Qui Chante, société transférée à la Branche Biscuits en 1989, et au Biotin, société cédée fin 1988 ;
- Dans la Branche Biscuits, les ventes des sociétés Belin (France), Jacob's (Angleterre) et Salva (Italie) ont été prises en compte à partir de début juin 1989; le chiffre d'affaires de 1989 ne comprend pas les ventes des activités de sous-traitance aux Etats-Unis cédées début 1989 ;
- Dans la Branche Bière, les ventes de Henninger Hellas (Grèce) ne sont pas prises en compte ;
- Dans la Branche Emballage, les ventes de Girat, Laporta ne sont prises en compte qu'en 1989.

A contenu, structure et taux de change comparables, l'augmentation du chiffre d'affaires par Branche est la suivante :

Produits Frais	12,7%
Epicerie	7,1%
Biscuits	3,1%
Bière	8,7%
Champagne, Eau minérale	17,7%
Emballage	5,4%
TOTAL GROUPE	8,6%

Pour vous informer en permanence sur BSN, composez sur votre minitel 36.16 CLIFF



PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

GERER
et DYNAMISER
SES COLLABORATEURS



GERER ET
DYNAMISER
SES
COLLABORATEURS

par F. Bournois et
Ph. Poirson

248 pages 170 F

Les « vainqueurs » des années 90 seront les entreprises qui sauront le mieux gérer leurs ressources humaines, mobiliser les énergies et développer la créativité de leur personnel. Voici un ouvrage original qui allie les dimensions concrètes du terrain à la rigueur de pensée. Vous y trouverez des points de repères théoriques qui vous permettront de ne pas avoir tout à apprendre « sur le tas », ainsi que des conseils, illustrés par de nombreux exemples vécus.

EYROLLES
61, boulevard Saint-Germain,
75240 PARIS Cedex 05.
Tél (1) 46.34.21.99



La meilleure façon

de ne rien oublier

était

de penser à tout



Les codes Dalloz ont tout ce qu'on est en droit d'attendre d'un code Dalloz : une actualisation constante, une organisation méticuleuse, une présentation encore plus rationnelle. La solution de facilité en quelque sorte.

Dalloz - Les indispensables

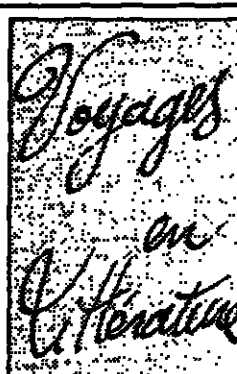
ramses 90 vient de paraître

Une analyse différente des récentes évolutions internationales, associant approche géopolitique et réflexion économique.

432 pages, 165 F - Prix de souscription 149 F (jusqu'au 31.10.89)

l'actualité mondiale en question
ifri / Dunod

GRAND CONCOURS



LES GAGNANTS

DU 7^e AU 10^e PRIX
UNE BIBLIOTHEQUE
LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES
• M. ARRIVE BOUDELLOT Micheline - 78330 Fontenay-le-Flavay • M. BASTET Bruno - 06300 Nice • M. COQ Jacques - 17000 La Rochelle • M. MICHEL Henri - 18000 Bourges

DU 11^e AU 20^e PRIX
L'ENCYCLOPE DIE GENERALE
HACHETTE
• BETTON Jean-Pierre - 14140 Livarot • DARVE Raymond - 51100 Reims • DELEUZE Yvonne - 28300 Mainvilliers • FOUCHER Jean-Claude - 41120 Calvados • FREMOLLE Marie-France - 15009 Mursault • GIACCOLINI Denise - 74940 Annecy-le-Vieux • GOURVES Daniel - 28224 - L'Herminette • MOTTA Genevieve - 45160 Olivet • PERONI Marie-Claude - 76015 Paris • TERNALUX Jean-Claude - 51100 Reims

DU 21^e AU 30^e PRIX
UN MOULAGE EN PLATRE
CAMILLE CLAUDEL AU BONNET
• BOULO Edith - 29200 Brest • CARLESSO André - 38190 Villard-Bonnot • CLAVEL Michel - 78020 Paris • DELESALLE Jean-François - 87000 Limoges • JUGHAT PORTIER Simone - 79000 Versailles • KERIVEN Brigitte - 75013 Paris • MUZIC François - 54110 Dombasle-Meurthe • PITRELLI Joli - 44300 Nantes • RENARD Gérard - 50300 Avranches • YONNET Jacques - 49000 St-Jean-de-Linière

DU 31^e AU 50^e PRIX
UN LIVRE
L'AVENTURE DE L'ART
AU XX^e SIECLE
• AYMAUD Jacques - 91400 Corbeil-Essonnes • BALLERY Jacques - 18000 Bourges • CARDONA Laurent - 28300 Mainvilliers • CHARDON Michel - 52160 Antony • COTTIN Josette - 38420 Reval • DANGON Jacques - 69500 Bron • DEVEAUX Michèle - 75020 Paris • GAZET Marie-Françoise - 28100 Dreux • GERARD Brigitte - 61100 Reims • HARLE Laurence - 78420 Carrières-sur-Seine • JACQUIER André - 69960 Corbeil • JAFFREZ Georges - 29128 Trégunc • LAUXEROIS Pierre - 78330 Fontenay-le-Flavay • MACE Hervé - 56140 Malestroit • MARCHAND Robert - 35410 Châteaugiron • MERCIER Jean-Marc - 78170 La Celle-Saint-Cloud • PONS Fernand - 75014 Paris • ROCHER Florent - 35015 Rennes Cedex • TERLAUD Dominique - 87200 Saint-Junien • VALETTE Alain - 75003 Paris

DU 51^e AU 100^e PRIX
UN LIVRE
L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR
1944 - 1995
• ARANDA Marie-Claude - 74000 Cœur • ARBO-GAST Christine - 12100 Millau • AURAN Claude - 91170 Viry-Châtillon • AUDREN Béatrice - 52120 Montreuil • BERA Emmanuelle - 14000 Caen • BERNAL André - 95500 Gonesse • BELUGNON Germaine - 68160 Sauvigny-le-Bois • BONNET Marcel - 63780 St-Georges-de-Mons • BOURGEOUX Joëlle - 78500 Sartrouville • BOURLIER Lucie - 37100 Tours • CALVET Marcel - 66280 Lannoy-Plage • CHAILLON Annette - 75006 Paris • CLAISSE Raymond - 59553 Quincy • CLEMENTZ Corinne - 95460 Evamville • COUAND J.-Paul - 38380 Noyers • D'ORGEVAL Michel - 78390 Bois-D'Arcy • DALMASSO Mireille - 13015 Marseille • DE BELLEFROID Micheline - 81050 Brézilhac • DENVYER Nicole - 80090 Amiens • FERREUX Alain - 92230 Garches • FRANCHILLON Yves - 87000 Limoges • GARGO Nicole - 57110 Rosny-sous-Bois • GATTEON Jean-Marc - 57130 Ancy-sur-Moselle • GILGER Yves - 67000 Strasbourg • GILLES Suzanne - 59800 Lille • GIRONA Michel - 75015 Paris • GUITTIN Jean - 78015 Paris • JULLIAN-GAUFRES Maxime - 75015 Paris • LAVINA Laurent - 61100 Reims • MACDONALD Jeanne - 11180 Bruzailles/Belgique • MOLLER M. Béatrice - 91780 Chilly-St-Mars • NICOLAS Céline - 37200 Tours • PICARONNY Claudine - 75005 Paris • PRAT Jean-Luc - 79120 Rom • PROGEAS Jacqueline - 87100 Limoges • PRUD'HOMME Anna - 75003 Paris • PRUVOT Océane - 59380 Le Cateau • QUIN-SAT Lucienne - 13100 Aix-en-Provence • RAMILLON Henri - 78500 Sartrouville • RAMUS André - 07000 Privas • RAPPIN Romuald - 67130 Ars-sur-Moselle • ROUBIN Danielle - 31000 Toulouse • SALLES Catherine - 75007 Paris • SAMAMA M.-Véronique - 75118 Paris • TERNALUX Catherine - 75011 Paris • TRIHOLLET Jocelyne - 14140 Livarot • TRITZ Marc - 57190 Florange • UNDERNER Marie-Thérèse - 91330 Yerres

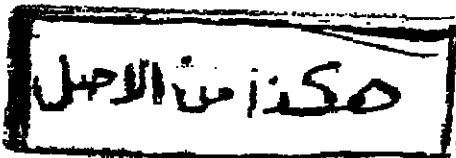
DU 101^e AU 200^e PRIX
UN ATLAS IGN/HACHETTE
• AGASSE Jean-Michel - 75006 Paris • ALLEMAND Anita - 38000 Grenoble • ALVAREZ Thérèse - 88220 Plombières • AMIRAM Edgar - 75012 Paris • BAC-QUYRISSES Flora - 06200 Nice • BALBAUD Chantal - 75017 Paris • BALLORAIN Rolande - 75005 Paris • BARATTE Jean-Marie - 91170 Viry-Châtillon

• BELAIDI Paulette - 21200 Beaune • BESSON Anne - 93400 Saint-Ouen • BINET Jacqueline - 13200 Marseilles • BONNET Brigitte - 91470 Cugy • BRACCIALLE Michèle - 93190 Livry-Gargan • BRACHET Nicole - 24000 Périgueux • CABRIT Elisabeth - 13014 Marseille • CAILLAT Daniel - 36210 Poulaines • CATHLIN Mady-Norma - 25310 Hérimoncourt • CAUDREC Henri - 44800 St-Nazaire • CEGRETIN Michel - 69100 Villeurbanne • CHAPPELLE - 49300 Cholet • CHAPLAIN Yvonne - 71000 Macon • CHAZAL Jean-Pierre - 75007 Paris • CHENCINSKI Laurent - 92200 Neuilly-sur-Seine • CLAVEAU Antoine - 78400 Chatou • COSTECALDE Guy - 12200 Villefranche-de-Rouergue • DE BAETS Jacqueline - 83320 Melard/Hoegaerden-Belgique • DE PARSSAL Françoise - 75012 Paris • DEILLER Huguette - 89000 Épernay • DELPECH Jacques - 31270 Villeneuve-Tolosane • DESVEAUX Laurence - 93000 Bobigny • DEVAU LAMY Isabelle - 13007 Marseille • DOMINO Maurice - 75009 Paris • DUFOUR Genevieve - 50100 Cherbourg • DUHEM Constant - 59283 Raimbeaucourt • DUMAS Gilbert - 69003 Lyon • DUMONT Ghislaine - 76000 Le Havre • DURIEUX Isabelle - 75020 Paris • EUSTACHE Nicole - 63500 Issoire • FAYOT Françoise - 92400 Courbevoie • FEESER Bernard - 78380 Bagneux • FEUILLATRE Raymond - 63500 Issoire • FLEURY Bertrand - 75014 Paris • FOURMENT Lucette - 13008 Marseille • GALLAIS Gilles - 02000 Laon • GASSE Marielle - 13300 Salon-de-Provence • GILLES André - 62100 Saint-Omer • GROS Christiane - 67370 Offenheim • GROJEAN Marc - 75116 Paris • GUERIN Jeannine - 89350 Champignelles • GUITTIN Claude - 92120 Montreuil • GUYOT Simone - 69300 Valenciennes • HELAS Christine - 78150 Maromme • HENRY Danièle - 75017 Paris • JACOB CHAMPEAU Marceline - 75014 Paris • JAMOT Francis - 92160 Antony • JANIN Maryse - 10000 Troyes • JANIN Bernard - 75020 Paris • LANG Stéphane - 21200 Beaune • LE LAY Irène - 44200 Nantes • LE NAOUR Irma - 29200 Brest • LE NOAN BRARD Nicole - 77670 Marangis • LE THIEC André - 75015 Paris • LECLERCQ Marie-Claude - 91330 Yerres • LECLUSE Albert - 95400 Villiers-le-Bel • LEDAN François - 35760 Saint-Grégoire • LEGRAND Eric - 78800 Le Havre • LEGROS Alain - 33140 Villeneuve-d'Ornon • LELONG Christine - 75019 Paris • LEVESQUE Jean-Michel - 53240 La Bazoulière • LEZIN Edith - 69200 Venissieux • MAILLARD Simone - 28000 Chartres • MARTY Joëlle - 1050 Bruxelles/Belgique • MEUNIER Gérard - 78820 Le Havre • MINIAL Jacqueline - 44980 Ste-Luce-sur-Loire • MIOLAND Albert - 69500 Oullins • MOLLET Albert - 89500 Villeneuve/Voray • MONTMARTIN Dominique - 87820 Condat-sur-Vienne • MORVAN Françoise - 58400 Aury • PELEGRIN Cécile - 47470 Beauville • PELLIOU Françoise - 76130 Mont-St-Aignan • PEY-

ROUZELLE Fernande - 65130 Capvern-les-Bains • PINSON LAVALLUT Françoise - 75012 Paris • PONSCHÉ Patrick - 92500 Rueil-Malmaison • QUENNER Géraud - 50300 Vains • RICHOUX Michel - 93190 Livry-Gargan • RIOUL René - 67000 Strasbourg • ROBINEAU Pascale - 91610 Ballancourt • RONGIERAS Anne-Marie - 69007 Lyon • RYCKELYNCK Jean-Luc - 67200 Mittelhausbergen • SECOLET Yvan - 94170 Le Perreux • SERRE Camille - 75004 Paris • SUNER Claude - 75003 Paris • TABAKHOFF Nadine - 95190 Cossuville • THEURET Jacqueline - 75003 Paris • THIEBAULT Armida - 59790 Ranchin • TISON Robert - 62217 Achicourt • TOURNON Anne - 38100 Grenoble • VERDIER Annie - 76800 St-Etienne-du-Rouvray • VERNE Marie-France - 94470 Boissy-St-Leger • VIVIEN Joëlle - 28300 Mainvilliers

DU 201^e AU 500^e PRIX
UN DICTIONNAIRE DE NOTRE TEMPS
HACHETTE
• ABESCAT Micheline - 75018 Paris • ADAM Bernard - 72700 Allennes • ALBERT André - 46300 Gournay • ASTIER Blanche - 13006 Marseille • AUGER Genevieve - 49100 Angers • AUROUS-SEAU Agnès - 92000 Nanterre • BARD Yannick - 45660 Mardie • BARDONI Josette - 69007 Lyon • BARGUILLET Françoise - 33360 Quinsac • BASSET André - 69009 Lyon • BASTIEN Béatrice - 87000 Limoges • BAUER Eric - 54680 Errouville • BAYRE Chantal - 51350 Commenet • BEAUFREY Martine - 08000 Pâtigny-Mézières • BELLAICHE Brigitte - 55200 Sarcelles • BELLER Sylvie - 88400 Gérardmer • BELLER Francis - 77100 Meaux • BELLERON Yvette - 74000 Annecy • BENOIT Robert - 91190 Givry-sur-Yvette • BENOLIEL Dominique - 91490 Milly-la-Forêt • BENOLIEL Monique - 91230 Montgeron • BERTIN Nicolas - 41000 Blois • BERVAS Lise - 56280 Lannoy-Plage • BESNARD Denise - 75100 Thoury • BEUGNIES Irma - 77350 Le-Mée-sur-Seine • BISSIERES DA SILVA Marie - 78400 Chatou • BIZIAU Michel - 95220 Herbigny • BLANDEL Jean-Claude - 91260 Juvisy • BOCQUET Ginette - 35300 Fougères • BOIS Roland - 76360 La Chapelle-aux-Bois • BOIAVENTURE Jacques - 13180 Allauch • BONJOUR Hélène - 91440 Brun-sur-Yvette • BONZON Anne - 75011 Paris • BORONAD Gérard - 53260 Parny-sur-Roc • BOS Pierre - 31000 Toulouse • BOUABSA-SOULIE J.-Claude-Daho - 75018 Paris • BOUCHAUD Gérard - 86370 Marçay • BOUGE Marguerite - 69005 Lyon • BOUTILLY Dominique - 02400 Epiais • BOUVIER Aimé - 38620 St-Genès-Vendaine • BRESSO Jean-Pierre - 37360 St-Antoine-sur-Rocher

(A suivre.)



GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINITEL

LE MONDE DE LA BOURSE

*Pour suivre en direct l'évolution de chacune de
vos valeurs et le montant global de votre portefeuille*

BOURSE

36.15 LEMONDE

BOURSE DU 2 NOVEMBRE

[illegible]

Comptant (selection)

SICAV (selection)

2/11

VALEURS	% du com.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Prêts ind.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prêts ind.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prêts ind.	Rachet net
Obligations						Étrangères						Hors-cote											
Exp. 8,80 % 77	22	3,80	Chemin Fer (S.F.)	163 50	146 50	Albanais Unif.	158		Vies	180		A.A.A.	1082 94	1085 28		France Inter.	288 46	287 82		Paribas Opportun.	121 83	116 88	
8,80 % 78/80	100 06	3 024	C.I. Finance (S.F.)	224	224	Magnan S.A.	73		Watersman S.A.	801		Act. Act.	237 05	230 21		France Indus. Star	108 98	107 30		Paribas Patrim.	548 16	526 77	
10,00 % 79/84	102 20	1 746	C.I. Industrie	2080	2070	Méditerran. Port.	380		St. de la Mer			Act. France	589 78	548 19		France Invest.	454 17	443 08		Paribas Reale	89 71	88 02	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818	Chemin Fer	2270	2270	Mérid. Dpt. Ind.	330					Act. Industrie	650 37	634 57		France Oblig.	458 26	454 71		Paribas Reale	177 54	174 06	
10,20 % 80/80	101 91	5 818</																					

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

هكذا من الاصل

صحة من الالوج

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Europe : « Naissance d'une nation », par Bernard Eschbart. Recherche : « La France et le monde arabe », par Gilles Veinstein. Handicapés : « Pour ceux qui ne descendent pas dans la rue », par Joseph Pinard 2

Les aveux du KGB

Les agents de la centrale en direct à la télévision soviétique 3

Nouveau gouvernement aux Pays-Bas

Les écologistes critiquent l'accord entre chrétiens-démocrates et socialistes 6

Réacteurs français pour Israël

La France a accepté de livrer des réacteurs à Israël pour moderniser son avion de combat Kfir, dérivé du Mirage 7

Budget du ministère du travail

Seuls les élus socialistes ont voté pour les crédits de M. Solleson ; les centristes se sont abstenus ; le RPR, l'UDF et le PC ont voté contre 11

SECTION B

La centrale Vandellós

La centrale franco-espagnole de Vandellós-1, du type graphite-gaz, risque d'être abandonnée après l'incendie du 19 octobre 17

Edmond Jabès sur scène

Edmond Jabès aurait dû écrire pour le théâtre. Ce qu'il avait d'ailleurs commencé à faire. Puis sa vie en a décidé autrement. Pierre-Antoine Villemain tente de rallier l'écrit et la parole 18

Les débuts de l'objectif

Une grande exposition pour montrer comment la photographie s'est placée tout naturellement dans la lignée des recherches esthétiques, et non dans celle de la technique 19

L'année la plus chaude depuis 1959

Les treize mois qui viennent de s'écouler sont, en moyenne, les

plus chauds que la France ait connus depuis trente ans 20

Tennis

Plus de Français à l'Open de Paris après les éliminations de Guy Forget et de Yannick Noah 28

SANS VISA

Les rescapés de l'île de Pâques

Les statues ne sont pas les seuls occupants de l'île de Pâques ; il y a aussi les Pascuans. Une communauté qui n'a pas été menacée par l'histoire 21 à 23

SECTION C

Le rachat de Jaguar par Ford

Le constructeur américain s'engage à respecter l'image de la marque britannique 29

Les vingt ans de Korn-Ferry

Korn-Ferry, le plus grand chasseur de têtes du monde, fête ses vingt ans et s'attaque à l'Europe 32

L'assemblée générale de l'IATA

Réunis à Varsovie, les transporteurs aériens se sont félicités de la croissance retrouvée, mais se sont inquiétés de la congestion du trafic et du terrorisme 34

Services

Abonnements	28
Annonces classées	35
Carnet	20
Jeux	24
Loto	26
Marchés financiers	38 et 39
Météorologie	26
Philatélie	26
Radio-Télévision	27
Spectacles	25

La téléphonie du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Monde » daté 3 novembre 1989 a été tiré à 533 004 exemplaires

(Publicité)

Communiqué de l'Association des biologistes de Paris (ABIOP)

LA BIOLOGIE FRANÇAISE EN PÉRIL

La révision de la nomenclature des actes de biologie médicale, telle qu'elle est envisagée par le ministre de la santé, constitue un coup grave pour la biologie et pour la médecine en général :

- pour les biologistes, qui seraient tous touchés, avec le risque de disparition d'un nombre important de laboratoires. Il faut penser plus particulièrement aux jeunes, souvent endettés auprès des banques pour leur installation.
- pour les techniciens et laborantins pour qui des licenciements nombreux ne tarderaient pas si le projet gouvernemental voyait le jour.
- pour les malades enfin : je veux m'expliquer sur ce point.

La raison officielle pour justifier ces mesures est l'augmentation des dépenses engendrées par les actes de biologie. Or cette augmentation est la conséquence de l'évolution d'une médecine qui devient chaque jour plus scientifique, plus rigoureuse, faisant de plus en plus appel aux examens de laboratoire. Prétendre freiner cette évolution, c'est s'opposer directement aux progrès de la médecine. Il y a parfois des erreurs et des abus dans les prescriptions de demandes d'analyses ? C'est vrai. Mais ce n'est pas, loin de là, l'essentiel, et la seule façon de les juguler réside dans une meilleure formation des médecins — surtout des généralistes — et notamment au niveau de la formation continue. Ce n'est pas la voie choisie.

C'est aussi une atteinte à la qualité des analyses et aux progrès de la biologie médicale dans la mesure où seraient considérablement restreintes les possibilités d'investissements par les laboratoires pour acquérir des appareillages de plus en plus fiables et performants.

En réalité la véritable motivation gouvernementale est tout autre que celle qui est annoncée. Elle s'inscrit dans la perspective des projets européens, poussant non seulement à la concentration des laboratoires, mais aussi vers un abaissement de la qualité. Le système français, très décentralisé exigeant l'engagement proche des malades, des biologistes et des techniciens dont personne ne met en doute les compétences, a sans doute des défauts. Mais il est certainement le mieux organisé et le plus performant des pays de la CEE. L'objectif — non avoué — est de l'aligner sur les autres pays, la Grande-Bretagne, la RFA, dont on connaît les grandes faibles dans ce domaine. C'est bien la dévalorisation de la biologie médicale française qui est à l'ordre du jour.

Professeur Jacques ROUX
Médecin biologiste honoraire des hôpitaux
Ancien directeur général de la santé

SUISSE

Les banques sont priées par la justice de fournir des informations sur la fortune des Marcos

Le Tribunal fédéral, instance judiciaire suprême de la Suisse, a ordonné, jeudi 2 novembre, aux établissements bancaires helvétiques de fournir les informations en leur possession sur des fonds américains pour le développement qui auraient été détournés par l'ancien président des Philippines Ferdinand Marcos. Washington avait demandé à la Suisse de l'aider à retrouver 100 millions de dollars qui auraient été détournés par Marcos et placés dans des comptes à Zurich et à Genève. En adoptant cette décision, le tribunal fédéral a

Grève des avocats du barreau de Nantes

Les avocats du barreau de Nantes ont commencé, jeudi 2 novembre, une double grève illimitée, pour protester contre le manque de magistrats dans les tribunaux de la ville, déclarés « en état de sinistre », et l'indemnisation considérée comme insuffisante de l'aide légale.

Ce mécontentement, qui à terme pourrait paralyser le fonctionnement de la justice, se traduit d'une part par une « grève du zèle » des avocats, qui exigent de plaider pour le plus grand des procès civils devant trois juges, comme le pré-

Durcissement du conflit au Centre Pompidou

La police est intervenue dans la nuit du 3 novembre aux portes du Centre Pompidou pour empêcher les services de sécurité du Centre qui en refusant l'accès à un certain nombre de grévistes. Pendant ce temps, des nouvelles équipes procédaient au nettoyage du bâtiment. Un nouveau contrat a, en effet, été négocié avec la direction du Centre et quatre sociétés de nettoyage. Elles remplaceront, à partir du 2 novembre, la NEF, qui assurait jusqu'ici, seule, l'entretien de l'édifice et dont le contrat n'a pas été renouvelé.

Le service du nettoyage du Centre, qui s'oppose à ce changement, est en grève depuis cinq semaines. Des incidents ayant éclaté dans la journée du 2 novembre entre les grévistes et les représentants des nouvelles sociétés de nettoyage, des plaintes ont été déposées contre les auteurs des voies de fait, indiquant la direction, qui leur interdit aujourd'hui l'accès au Centre.

LES NOUVEAUX MÉTRAGES!

Les Nouveaux Métrages, le plus fort teneur de Mode, de qualité, de nouveauté dans chaque mètre de tissu. Ils sont des maîtres et des maîtres de mètres, les Nouveaux Métrages, tous différents. La Mode par les Nouveaux Métrages : des prix totalement « revus et corrigés » depuis 30 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Nouveau : Moquette Isolante Artirec

SENSATION CHEZ ARTIREC : il faut voir la nouvelle et extraordinaire moquette isolante. Pour la première fois, et en exclusivité mondiale chez Artirec, une technique traditionnelle en feutre est incorporée directement dans la moquette.

Pouvoir phonique et thermique exceptionnel. Améliore même le confort des sols chauffants. Pose et dépose faciles. Prix étonnant, comme d'habitude chez Artirec (où l'on vous rembourse deux fois la différence si vous trouvez moins cher). Artirec : 4, Bd de la Bastille, 12^e, (43 40 72 72). Gros et détail. M^{re} Qual Rapée, Parking facile sans contrainte. Agrée FNAC. Remise 5% : apporter ceci.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Ils vont-gagner!

ILS me tuent, moi, l'éconte et Noah. Je peux plus les supporter. Chaque fois que je vois arriver un nouveau tournoi, j'ai qu'une envie, quitter le pays et aller me planquer à New-York, Bonn ou Stockholm pour pas en entendre parler. Parce que, là-bas, croyez-moi, Lecomte, Noah, connaît pas. Il n'en ont que pour leurs propres champions, les Américains, les Allemands et les Suédois. Parait que nous, simplement les leurs arrêtent pas de gagner. Il y en a qui ont de la chance!

Alors qu'ici, à tous les coups, ça recommence. Trois semaines avant les sélections de finale, un vent de fol enthousiasme, d'aveugle confiance agite les tristes et les amies, soulève les colonnes des journaux : ils vont-gagner! Ils vont-gagner! Et à tous les coups on s'y laisse prendre. Enfin, c'est pas possible, ils sont quand même renseignés, les chroniqueurs sportifs.

Il est peut-être devenu moins con, celui qui a une syllabe de trop à son nom. Et puis, à la charge de nous. L'ancien, l'ex à Guy Druet, le menait à la baguette. A peine ses adversaires l'avaient-ils mis à genoux, ce pauvre Henri, qu'il y

BOURSE DE PARIS

Matinée du 3 novembre

Tassement. Après trois séances de hausse, la Bourse de Paris s'orientait, vendredi matin, à la baisse. En recul de 0,45 % à l'ouverture, l'indice CAC-40 accusait vers 11 heures un retard de 0,5 %. Parmi les rares hausses, SCOA, joue les vedettes (+ 8,2 %). Recul de Comptoir des entrepreneurs, Cetelem, Intertech, Galeries Lafayette, Saint-Gobain, Bis, CSEF, Radiotechnique, ESSO.

M. Alain Juppé invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Alain Juppé, secrétaire général de l'EPF, sera l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 5 novembre, de 18 h 30 à 19 h 30. Le député de Paris, ancien ministre du budget du gouvernement Chirac, répondra aux questions d'André Passerani et de Didier Pourquy, du Monde, et de Dominique Pommerehne et Isabelle Torre, de RTL. Le débat était dirigé par Henri Miquel.

ODOUL AGENT DE L'ARTISANAT Garde-meubles 42 08 10 30 16, rue de l'Atlas-75019 Paris

EXPLORE EDITIONS

Du Pamir au Botswana, de l'Ethiopie au Guatemala, Du Sahara au Groenland, du Yémen à la Terre de Feu, de la Mauritanie au Ladakh...

PLUS DE 100 ITINÉRAIRES INÉDITS

Brochure gratuite sur simple demande

EXPLORE 16, PLACE DE LA MADELEINE 75002 PARIS • TEL (01) 42 66 05 24

Au niveau des lacs, il y aurait encore assez peu de différence avec nos concurrents.

ROMANES 4, rue de Dange, PARIS 17^e, TEL. 45 45 28 47 23, rue de la Madeleine, PARIS 1^e, TEL. 42 45 25 25 ROMANES ET FERNANDE 42, rue Williams, PARIS 7^e, TEL. 42 36 22 51 45, rue de Valenciennes, PARIS 11^e, TEL. 42 37 23 17

Church's BOUTIQUE ENGLISH SHIRTS

Raffinée...

Fine, fraîche et particulièrement pure, VOLVIC accompagne les meilleurs plats de Paris.

AU QUAI D'ORSAY Paris 7^e

VOLVIC